

***Statistiques
fiscales
des sociétés***

ANNÉE D'IMPOSITION

2001

Cette publication a été réalisée par le
ministère des Finances et le ministère du Revenu.

Graphisme de la page couverture
Alain Côté

Dépôt légal - 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-46138-X
ISSN 1206-1964
© Gouvernement du Québec, 2005

Tous droits réservés pour tous pays.
La reproduction par quelque procédé que ce soit
et la traduction même partielles, sont interdites
sans l'autorisation du ministère des Finances.

Avant-propos

Ce document présente les statistiques fiscales des sociétés. Il comprend les résultats en ce qui a trait à l'impôt sur le revenu, la taxe sur le capital et la cotisation au Fonds des services de santé (FSS) pour l'année d'imposition 2001. L'information qui y est présentée est basée sur un échantillon représentatif de l'ensemble des déclarations de revenus produites par les sociétés ayant des activités au Québec.

La publication est divisée en deux parties. La partie I présente un sommaire des résultats des statistiques fiscales et financières. Les tableaux statistiques détaillés des déclarations de revenus des sociétés et de leurs bilans financiers se retrouvent à la partie II. Enfin, on retrouve en annexe de l'information additionnelle sur la définition des termes utilisés, les modifications apportées à la déclaration de revenus de 2001 ainsi qu'un fac-similé de la déclaration de revenus des sociétés détaillée.

Pour toute information concernant le présent document, les personnes intéressées peuvent s'adresser à la Direction générale des politiques aux entreprises en composant le (418) 691-2286 ou en écrivant à l'adresse suivante :

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances
Direction générale des politiques aux entreprises
12, rue Saint-Louis, bureau 1.37
Québec (Québec) G1R 5L3

Site Internet : www.finances.gouv.qc.ca

Avant-propos	V
Liste des tableaux de la partie I	IX
Liste des tableaux de la partie II	X
Liste des graphiques de la partie I	XI
Partie I. Sommaire des statistiques fiscales des sociétés en 2001	1
1. Les prélèvements fiscaux des sociétés	1
1.1 <i>L'impôt sur le revenu des sociétés</i>	4
1.1.1 Les sociétés	5
1.1.2 Les revenus	5
1.1.3 L'impôt à payer	7
1.2 <i>La taxe sur le capital</i>	8
1.2.1 Les sociétés	9
1.2.2 L'assiette de la taxe sur le capital	9
1.2.3 La taxe sur le capital à payer	9
1.3 <i>La cotisation au Fonds des services de santé</i>	10
2. Le profil des sociétés	11
2.1 <i>L'impôt sur le revenu des sociétés</i>	11
2.1.1 Le nombre de déclarations	11
2.1.2 Le revenu imposable des sociétés	13
2.1.2.1 Le bénéfice net selon les états financiers	13
2.1.2.2 Le revenu net aux fins de l'impôt	15
2.1.2.3 Les déductions	18
2.1.2.4 Le revenu imposable	20
2.1.3 L'impôt sur le revenu	22
2.1.3.1 L'impôt à payer au Québec	22
2.1.3.2 Le taux moyen d'imposition	24
2.2 <i>La taxe sur le capital</i>	25
2.2.1 Le nombre de sociétés	25
2.2.2 La taxe sur le capital à payer	26
2.3 <i>La cotisation au Fonds des services de santé (FSS)</i>	27
2.3.1 Le nombre de sociétés	27
2.3.2 La cotisation au FSS	28

3. Les variations par rapport à 2000	31
3.1 <i>L'impôt sur le revenu des sociétés</i>	31
3.1.1 Le nombre de déclarations.....	31
3.1.2 Le revenu imposable des sociétés.....	33
3.1.2.1 Le rapprochement entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt	33
3.1.2.2 Les déductions et le revenu imposable	35
3.1.3 L'impôt à payer au Québec.....	37
3.2 <i>La taxe sur le capital.....</i>	39
3.3 <i>La cotisation au Fonds des services de santé</i>	41
4. Le bilan des sociétés autres que financières	43
4.1 <i>Le portrait de l'actif des sociétés.....</i>	44
5. L'évolution historique.....	45
5.1 <i>Le nombre de sociétés.....</i>	45
5.2 <i>Le revenu imposable, l'impôt à payer et le taux moyen d'imposition</i>	46
5.3 <i>Le total des prélèvements fiscaux.....</i>	47
Partie II : Tableaux statistiques	49
Annexe 1 : Description du contenu des tableaux statistiques	121
Annexe 2 : Composantes des tableaux détaillés	125
Annexe 3 : Méthodologie d'échantillonnage.....	131
Annexe 4 : Principaux changements apportés aux lois fiscales en 2001	135
Annexe 5 : Fac-similé de la déclaration de revenus des sociétés.....	153

Liste des tableaux de la partie I

Tableau 1	Sommaire des prélèvements fiscaux des sociétés – Québec-2001.....	1
Tableau 2	Nombre de sociétés et principales composantes de la déclaration de revenus Impôt sur le revenu – Québec-2001.....	4
Tableau 3	Nombre de sociétés et principales composantes de la déclaration de revenus Taxe sur le capital – Québec-2001	8
Tableau 4	Nombre de déclarations selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2001	31
Tableau 5	Nombre de déclarations selon le secteur d’activité économique – Québec-2001.....	32
Tableau 6	Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l’impôt selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2001	33
Tableau 7	Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l’impôt selon le secteur d’activité économique – Québec-2001	34
Tableau 8	Revenu net aux fins de l’impôt, déductions et revenu imposable selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2001	35
Tableau 9	Revenu net aux fins de l’impôt, déductions et revenu imposable selon le secteur d’activité économique – Québec-2001	36
Tableau 10	Impôt à payer au Québec selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2001	37
Tableau 11	Impôt à payer au Québec selon le secteur d’activité économique – Québec-2001.....	38
Tableau 12	Capital versé et taxe sur le capital selon le type et la taille de l’entreprise – Québec-2001	39
Tableau 13	Capital versé et taxe sur le capital selon le secteur d’activité économique – Québec-2001	40
Tableau 14	Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon la taille et le type d’entreprise – Québec-2001	41
Tableau 15	Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon le secteur d’activité économique – Québec-2001	42
Tableau 16	Sommaire des statistiques du bilan des sociétés autres que financières – Québec-2001	43
Tableau 17	Évolution du nombre de sociétés – Québec-1981 à 2001	45
Tableau 18	Revenu imposable, impôt à payer et taux moyen d’imposition – Québec-1985 à 2001.....	46
Tableau 19	Impôt à payer, taxe sur le capital et cotisation au FSS – Québec-1985 à 2001	47

Liste des tableaux de la partie II

Tableau 1	Sommaire des statistiques fiscales des sociétés – Québec-1986 à 2001	51
Tableau 2	Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec – Québec-2001	57
Tableau 3	Statistiques fiscales détaillées des sociétés imposées et non imposées – Québec-2001.....	61
Tableau 4	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative – Québec-2001	63
Tableau 5	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars – Québec-2001	69
Tableau 6	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d’actifs en milliers de dollars – Québec-2001	73
Tableau 7	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d’activité et la taille de l’entreprise – Québec-2001.....	77
Tableau 8	Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille de l’entreprise – Québec-2001	87
Tableau 9	Statistiques fiscales des sociétés selon le taux d’imposition – Québec-2001	89
Tableau 10	Statistiques du bilan des sociétés non financières imposées et non imposées – Québec-2001	91
Tableau 11	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative – Québec-2001.....	93
Tableau 12	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars – Québec-2001	99
Tableau 13	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d’actifs en milliers de dollars – Québec-2001	103
Tableau 14	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d’activité et la taille de l’entreprise – Québec-2001.....	107
Tableau 15	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la taille de l’entreprise – Québec-2001.....	117
Tableau 16	Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le taux d’imposition – Québec-2001.....	119

Liste des graphiques de la partie I

Graphique 1	Prélèvements fiscaux	2
Graphique 2	Prélèvements fiscaux selon la taille de l'entreprise	2
Graphique 3	Prélèvements fiscaux selon le secteur d'activité économique	3
Graphique 4	Nombre de déclarations imposées et non imposées selon le type d'entreprise.....	11
Graphique 5	Nombre de déclarations selon la taille de l'entreprise	12
Graphique 6	Nombre de déclarations selon le secteur d'activité économique	12
Graphique 7	Proportion de déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise	13
Graphique 8	Bénéfices réalisés selon les états financiers en fonction du type d'entreprise.....	14
Graphique 9	Bénéfice net selon les états financiers en fonction de la taille de l'entreprise.....	14
Graphique 10	Bénéfice net selon les états financiers en fonction du secteur d'activité économique.....	15
Graphique 11	Revenu net aux fins de l'impôt selon le type d'entreprise.....	16
Graphique 12	Revenu net aux fins de l'impôt selon la taille de l'entreprise.....	16
Graphique 13	Revenu net aux fins de l'impôt selon le secteur d'activité économique.....	17
Graphique 14	Déductions selon la catégorie	18
Graphique 15	Déductions selon le type d'entreprise.....	18
Graphique 16	Déductions selon la taille de l'entreprise.....	19
Graphique 17	Proportion des déductions dans le revenu net selon le secteur d'activité économique.....	19
Graphique 18	Revenu imposable mondial selon le type d'entreprise	20
Graphique 19	Revenu imposable mondial selon la taille de l'entreprise	20
Graphique 20	Revenu imposable au Québec selon la taille de l'entreprise.....	21
Graphique 21	Revenu imposable au Québec selon le secteur d'activité économique.....	21
Graphique 22	Impôt à payer au Québec selon le type d'entreprise	22
Graphique 23	Impôt à payer au Québec selon la taille de l'entreprise	22
Graphique 24	Impôt à payer au Québec selon le secteur d'activité économique	23
Graphique 25	Taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise.....	24

Graphique 26 Taux moyen d'imposition selon le secteur d'activité économique.....	25
Graphique 27 Taxe sur le capital selon le type d'entreprise.....	26
Graphique 28 Taxe sur le capital selon la taille de l'entreprise.....	26
Graphique 29 Taxe sur le capital selon le secteur d'activité économique.....	27
Graphique 30 Cotisations au FSS selon le type d'entreprise.....	28
Graphique 31 Cotisations au FSS selon la taille de l'entreprise.....	28
Graphique 32 Cotisations au FSS selon le secteur d'activité économique.....	29
Graphique 33 Actif total selon la taille de l'entreprise.....	44
Graphique 34 Actif total selon le secteur d'activité économique.....	44

Partie I. Sommaire des statistiques fiscales des sociétés en 2001

Cette partie présente une vue d'ensemble du régime fiscal québécois à l'égard des impôts des sociétés¹ en 2001. La section 1 présente les résultats consolidés des prélèvements fiscaux des sociétés et des principales composantes servant à leur calcul. Les sections 2 et 3 présentent respectivement un profil détaillé des composantes des déclarations de revenus des sociétés, ainsi que leur évolution par rapport à 2000. La section 4 présente un sommaire des bilans des sociétés autres que financières. Enfin, la section 5 présente l'évolution de 1985 à 2001 du nombre de sociétés, du revenu imposable au Québec, de l'impôt à payer au Québec, de la taxe sur le capital et de la cotisation au Fonds des services de santé (FSS).

1. Les prélèvements fiscaux des sociétés

Le régime fiscal québécois à l'égard des sociétés est basé sur trois prélèvements : l'impôt sur le revenu, la taxe sur le capital et la cotisation au FSS. En 2001, ces trois prélèvements totalisent 7,1 milliards de dollars, soit un niveau presque inchangé par rapport à 2000. Une très légère baisse est attribuable à l'évolution des assiettes à savoir le revenu imposable au Québec (- 0,5 %), le capital versé au Québec (2,7 %) et les salaires versés assujettis au Québec (2,1 %). Le tableau 1 présente le sommaire de ces prélèvements et leur variation entre 2000 et 2001.

Tableau 1
Sommaire des prélèvements fiscaux des sociétés
Québec – 2001

	Niveau 2001	Variation 2001/2000 (%)
Nombre de sociétés	278 911	2,8
Assiettes (millions de dollars)		
Revenu imposable au Québec ¹	24 465	-0,5
Capital versé		
— Capital versé au Québec ²	283 694	2,7
— Primes d'assurance	10 146	3,5
Salaires assujettis au Québec	73 509	2,1
Prélèvements fiscaux (millions de dollars)		
Impôt à payer au Québec	2 296	-2,1
Taxe sur le capital ³	2 053	3,9
Cotisation au FSS	2 735	-0,6
Total des prélèvements fiscaux	7 084	-0,6

¹ Obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au revenu imposable mondial.

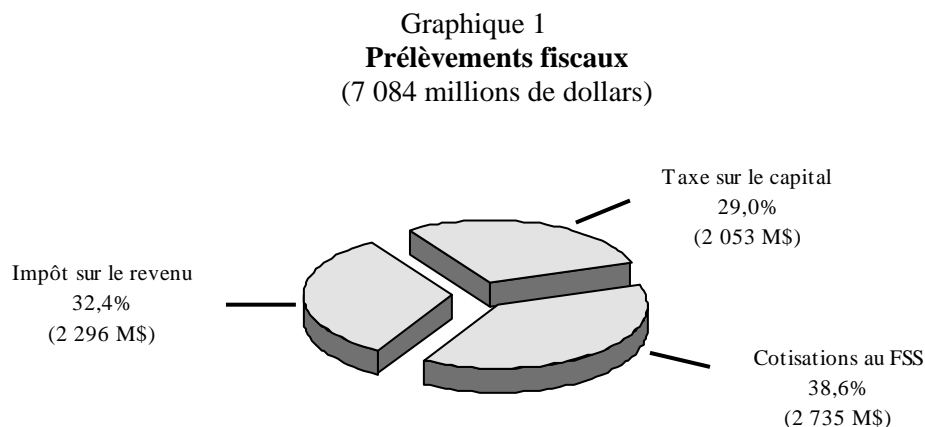
² Obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au capital versé.

³ Incluant l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance.

¹ Le terme société est utilisé pour désigner les sociétés commerciales, appelées communément corporations ou compagnies. Il n'inclut pas les sociétés de personnes. Par ailleurs, dans ce document, le terme entreprise a la même signification que le terme société.

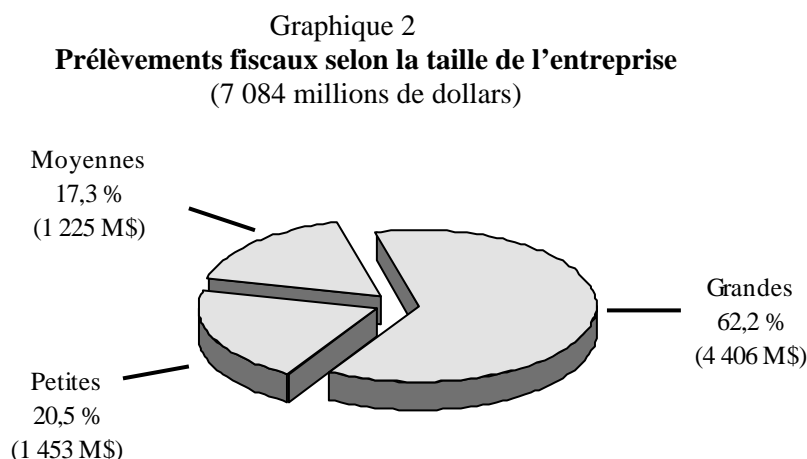
— Répartition selon le type de prélèvement fiscal

Le graphique 1 montre que la cotisation au FSS représente 38,6 % du total des prélèvements fiscaux. L'impôt sur le revenu représente quant à lui près du tiers des prélèvements fiscaux (32,4 %). Enfin, la part de la taxe sur le capital est de 29,0 %.



— Répartition selon la taille de l'entreprise²

En 2001, les petites entreprises ont payé 1 453 millions de dollars en prélèvements fiscaux, soit 20,5 % du total, alors qu'elles ont produit 91,1 % de l'ensemble des déclarations. Les grandes entreprises ont, quant à elles, payé 62,2 % de l'ensemble des prélèvements fiscaux par rapport à 1,8 % des déclarations. Enfin, la part des prélèvements fiscaux des entreprises de taille moyenne est de 17,3 %. Ces dernières ont produit 7,3 % des déclarations de 2001.

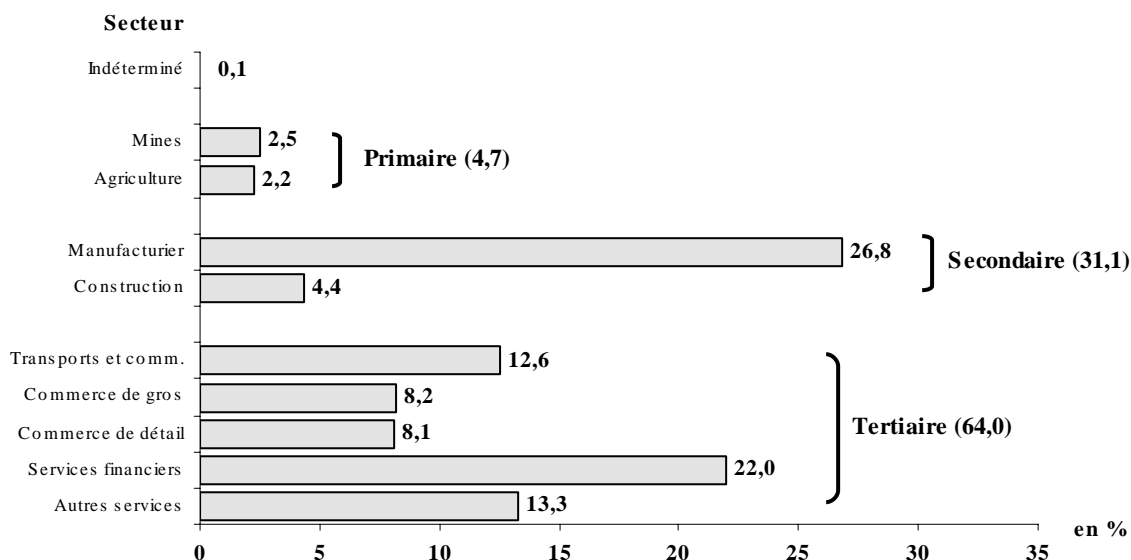


² Pour les secteurs autres que le secteur manufacturier, les petites entreprises sont celles dont le revenu brut est inférieur à 2 millions de dollars; les entreprises de taille moyenne, celles dont le revenu brut est compris entre 2 et 20 millions de dollars; et les grandes, celles dont le revenu brut est supérieur à 20 millions de dollars. Les petites entreprises du secteur manufacturier sont celles dont l'actif total est inférieur à 3 millions de dollars; les moyennes entreprises, celles dont l'actif total est compris entre 3 et 12 millions de dollars; et les grandes entreprises, celles dont l'actif total est supérieur à 12 millions de dollars.

— Répartition selon le secteur d'activité économique³

La répartition des prélèvements fiscaux selon le secteur d'activité économique montre que le secteur tertiaire a payé 64,0 % du total des prélèvements fiscaux. Les parts des secteurs primaire et secondaire sont respectivement de 4,7 % et 31,1 %. En particulier, les secteurs des services financiers et de l'industrie manufacturière ont payé 48,8 % des 7,1 milliards de dollars de prélèvements fiscaux.

Graphique 3
Prélèvements fiscaux selon le secteur d'activité économique
(7 084 millions de dollars)



³ Le secteur de l'agriculture inclut l'agriculture, les pêches et l'exploitation forestière; celui des mines inclut les mines, les carrières et les puits de pétrole; celui des transports inclut les transports, les communications et les services publics; celui des finances inclut notamment les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés d'investissement et les services immobiliers; celui des autres services inclut les services gouvernementaux, les services aux entreprises et les services personnels.

1.1 L'impôt sur le revenu des sociétés

Le tableau 2 présente le nombre de sociétés ayant produit une déclaration de revenus, l'impôt total à payer au Québec en 2001, ainsi que les principales composantes servant à son calcul. En 2001, le nombre total de sociétés s'élève à 278 911, en hausse de 2,8 % par rapport à 2000. Les revenus déclarés par ces sociétés englobent aussi bien ceux réalisés au Québec qu'à l'extérieur. Aussi, le revenu imposable mondial de ces sociétés s'élève à plus de 52 milliards de dollars. L'impôt total calculé sur ce revenu s'élève à 4,8 milliards de dollars. Cependant, comme l'impôt qu'une société doit payer au Québec ne tient compte que des affaires qui y sont réalisées, l'impôt total à payer au Québec s'élève à 2,3 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 2,1 % par rapport à 2000.

Tableau 2

Nombre de sociétés et principales composantes de la déclaration de revenus Impôt sur le revenu - Québec - 2001

	Sociétés non imposées		Sociétés imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
Nombre de sociétés	146 378	4,9	132 533	0,5	278 911	2,8
Principales composantes de l'impôt à payer (en millions de dollars)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)
— Bénéfice net selon les états financiers						
Bénéfice net positif	30 451	3,5	73 811	-5,7	104 262	-3,2
Bénéfice net négatif	-24 496	60,5	-2 120	205,8	-26 616	66,8
Total	5 954	-58,0	71 692	-7,6	77 646	-15,4
— Rapprochement entre le bénéfice net et le revenu net aux fins de l'impôt						
Éléments à ajouter	62 036	24,8	79 307	5,0	141 342	12,8
Éléments à retrancher	-58 505	-1,2	-78 847	-0,3	-137 352	-0,7
Total	3 530	-137,2	460	—	3 990	—
— Revenu net aux fins de l'impôt						
Revenu net positif	28 142	25,4	72 151	-2,5	100 293	4,0
Revenu net négatif	-18 657	5,0			-18 657	5,0
Total	9 485	102,8	72 151	-2,5	81 636	3,7
— Déductions	28 887	24,8	21 010	18,8	49 898	22,2
— Revenu imposable mondial¹	1 406	-12,2	50 924	-9,6	52 330	-9,7
— Impôt total			4 800	-10,1	4 800	-10,1
— Proportion des affaires faites au Québec (%)			47,8	8,9	47,8	8,9
— Impôt à payer au Québec			2 296	-2,1	2 296	-2,1
¹ Revenu imposable au Québec	624	22,3	23 841	-1,0	24 465	-0,5
(Le revenu imposable au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au revenu imposable mondial.)						

1.1.1 Les sociétés

En 2001, 278 911 sociétés ont produit une déclaration de revenus. Par ailleurs, les statistiques fiscales distinguent les sociétés imposées des sociétés non imposées. Parmi les sociétés ayant produit une déclaration en 2001, 132 533 sont imposées, ce qui représente une augmentation de 0,5 % par rapport à 2000. Les sociétés non imposées sont celles dont l'impôt à payer avant les crédits d'impôt remboursables est nul. Le nombre de sociétés non imposées a affiché une hausse de 4,9 % au cours de la même période pour s'établir à 146 378. La majorité de ces entreprises (77 137; 52,7 %) sont des sociétés dont le revenu net aux fins de l'impôt est négatif. Par ailleurs, tel qu'indiqué aux sections suivantes, la majorité des sociétés non imposées ont payé la taxe sur le capital (127 569; 87,2 %) et la cotisation au FSS (60 846; 41,6 %) lorsqu'elles ont versé des salaires au Québec⁴.

1.1.2 Les revenus

— Le bénéfice net selon les états financiers

En 2001, le bénéfice net consolidé, selon les états financiers des sociétés ayant au moins un établissement au Québec, s'élève à 77,6 milliards de dollars, en baisse de 15,4 % par rapport à 2000.

Le bénéfice net selon les états financiers mesure les profits réalisés par les sociétés au cours de l'exercice financier se terminant en 2001. Il représente, entre autres, la différence entre les produits et les charges des sociétés. À cet égard, il tient compte des revenus tirés de la vente de biens et de services et des coûts engagés pour réaliser ces ventes, notamment les dépenses liées aux salaires et aux achats d'intrants. Il incorpore également d'autres revenus tels les gains en capital, les dividendes ainsi que d'autres charges telles que les impôts fonciers et les intérêts sur emprunt.

Au cours d'un exercice donné, les sociétés peuvent réaliser des profits ou accuser des pertes. En 2001, les sociétés ayant réalisé des profits (175 377) ont déclaré un bénéfice net de 104,3 milliards de dollars, en baisse de 3,2 %, alors que les autres (90 637) ont accusé des pertes aux livres de 26,6 milliards de dollars.

— Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt

Le bénéfice net selon les états financiers ne correspond pas nécessairement au revenu net aux fins de l'impôt. Il peut différer du fait que la *Loi sur les impôts* prévoit notamment des règles différentes au chapitre du calcul de l'amortissement, des provisions et des réserves, etc. Le tableau suivant fait état des principales différences entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt.

⁴ Parmi les sociétés qui ne paient pas la cotisation au FSS, on retrouve notamment une forte proportion de sociétés de portefeuille qui n'ont versé aucun salaire au Québec.

Principales différences entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt

	États financiers	Aux fins de l'impôt
– Provisions et réserves	Dépense courante	Non déductibles sauf exception
– Dépenses de recherche et développement	Partiellement amortissables	Pleinement déductibles
– Amortissement	Selon la durée de vie utile du bien	Selon les taux prévus par la législation
– Frais de repas et de représentation	Dépense courante	Partiellement déductibles

En 2001, le revenu net aux fins de l'impôt a été supérieur de 4 milliards de dollars au bénéfice net selon les états financiers. Habituellement inférieur, cet écart est attribuable à d'importants bénéfices nets négatifs observés particulièrement dans le secteur manufacturier (7,5 milliards de dollars).

— Le revenu net aux fins de l'impôt

En 2001, le revenu net consolidé des sociétés aux fins de l'impôt s'élève à 81,6 milliards de dollars, en hausse de 3,7 % par rapport à 2000. Ce montant est constitué des revenus des entreprises dont le revenu net aux fins de l'impôt est positif et de celles dont le revenu net aux fins de l'impôt est nul ou négatif. En 2001, 177 390 sociétés ont déclaré un revenu net aux fins de l'impôt positif de 100,3 milliards de dollars. Par ailleurs, les sociétés imposées ont déclaré un revenu net aux fins de l'impôt de 72,2 milliards de dollars (en baisse de 2,5 %).

— Les déductions

Les déductions sont des montants non imposables en vertu de l'impôt qui ont été inclus dans les états financiers. Elles servent notamment à assurer une équité temporelle dans le traitement du revenu des sociétés (déductions pour pertes agricoles, pertes autres qu'en capital, pertes nettes en capital, etc.), à éviter la double imposition des dividendes provenant de sociétés canadiennes imposables et à exclure du revenu imposable les dons de charité admissibles. En 2001, le total des déductions s'est élevé à 49,9 milliards de dollars⁵, en hausse de 22,2 % par rapport à 2000.

⁵ Les déductions représentent uniquement le total des montants utilisés pour le calcul du revenu imposable. Ce total diffère du total des montants inscrits sur les déclarations. En effet, pour certaines sociétés, le total des déductions accordées est supérieur au revenu net aux fins de l'impôt. Pour ces sociétés, l'excédent des déductions par rapport au revenu net aux fins de l'impôt n'est pas pris en compte dans le calcul du revenu imposable. Aussi, le montant des déductions inscrit sur les déclarations de 2001 est de 49,9 milliards de dollars, alors que le montant des déductions effectivement utilisées est de 48,0 milliards de dollars.

—Le revenu imposable

Le revenu imposable mondial en 2001 totalise 52,3 milliards de dollars, en baisse de 9,7 % par rapport à 2000. Il correspond au revenu net positif aux fins de l'impôt (100,3 milliards de dollars) moins les déductions effectivement utilisées (48,0 milliards de dollars).

1.1.3 L'impôt à payer

—Impôt total

Pour l'année d'imposition 2001, l'impôt sur le revenu du Québec applicable aux sociétés est établi selon une échelle de trois taux d'imposition qui varient selon le type de revenu et la taille de l'entreprise. Premièrement, les revenus passifs d'une entreprise, notamment les revenus d'intérêts, de dividendes et les autres revenus de biens, sont imposés au taux de 16,25 %. Deuxièmement, les revenus actifs, tels que ceux tirés de l'exploitation d'un commerce, d'une entreprise de fabrication ou d'intermédiation financière, sont imposés au taux de 8,9 %. Enfin, à l'égard des revenus actifs, certaines entreprises privées dont le contrôle est canadien sont admissibles à la déduction pour petites entreprises correspondant à une réduction du taux de 8,9 % à 5,75 % sur les premiers 200 000 dollars de revenus actifs⁶.

L'impôt total, soit le résultat de l'application des taux d'imposition propres à chaque type de revenu imposable, totalise 4,8 milliards de dollars, en baisse de 10,1 % par rapport à 2000.

—Impôt à payer au Québec

Pour plusieurs sociétés, le calcul de l'impôt total ne correspond pas à l'impôt à payer au Québec puisqu'il est calculé à partir du revenu imposable mondial des sociétés ayant au moins un établissement au Québec. Dans le cas d'une société ayant des établissements à la fois au Québec et ailleurs, l'impôt à payer au Québec s'obtient en appliquant la proportion des affaires faites au Québec⁷ au calcul de l'impôt total.

En 2001, les sociétés imposées ayant au moins un établissement au Québec réalisent 47,8 % de leurs affaires au Québec⁸.

Aussi, l'impôt total à payer au Québec s'élève à 2,3 milliards de dollars, en baisse de 2,1 % par rapport à 2000. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse du revenu imposable de 9,7 % par rapport à 2000.

⁶ Dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises annoncée dans le *Discours sur le budget 1998-1999*, le taux des petites entreprises a été ramené à 8,9 % à compter du 1^{er} juillet 1999. Il ne restait plus que 560 sociétés qui ont pu bénéficier du taux réduit en 2001, alors que ce nombre était de plus de 100 000 avant la réforme. Parallèlement, la cotisation au FSS a été réduite d'un montant pouvant atteindre 37 % à partir du 1^{er} janvier 1999.

⁷ Pour le calcul de l'impôt et de la taxe sur le capital, la proportion des affaires faites au Québec de chaque entreprise correspond à la moyenne des parts de revenus et des salaires versés au Québec $[0,5 * (\text{salaires au Québec} / \text{salaires totaux}) + 0,5 * (\text{revenus au Québec} / \text{revenus totaux})]$. Le calcul de la proportion des affaires faites au Québec diffère notamment pour les institutions financières et les différents types de sociétés de transport.

⁸ Cette proportion correspond au rapport entre le total de l'impôt à payer au Québec (2,3 milliards de dollars) et l'impôt total (4,8 milliards de dollars). Elle représente la proportion des affaires faites au Québec des sociétés qui ont un impôt à payer et, de ce fait, ne tiennent pas compte des sociétés non imposées. Aussi, elle peut différer du pourcentage des affaires faites au Québec par l'ensemble des entreprises ayant produit une déclaration de revenus.

1.2 La taxe sur le capital

Le tableau 3 présente le nombre de sociétés ayant payé la taxe sur le capital, les montants payés ainsi que les principales composantes servant à son calcul.

Tableau 3

Nombre de sociétés payant la taxe sur le capital et principales composantes de la déclaration de revenus Taxe sur le capital - Québec – 2001

	Sociétés non imposées ¹		Sociétés imposées ¹		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
Nombre de sociétés	127 569	4,4	131 927	0,4	259 496	2,3
Taxe sur le capital des sociétés autres que les sociétés d'assurance (millions de dollars)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)	Montant	Var. (%)
— Capital versé ²	352 610	23,4	324 147	-7,7	676 757	6,3
— Taxe sur le capital versé	2 163	29,7	2 229	-10,4	4 392	5,7
— Proportion des affaires faites au Québec (%)	44,2	-14,9	38,2	9,1	41,1	-1,6
— Taxe sur le capital à payer	956	10,3	851	-2,3	1 807	4,0
En-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance (millions de dollars)						
— Primes d'assurance de personnes	602	41,6	5 238	3,9	5 840	6,9
— Primes d'assurance de dommages	1 161	6,0	3 145	-3,0	4 305	-0,8
— En-lieu de taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	47	13,4	199	0,6	246	2,8
Total de la taxe sur le capital (millions de dollars)	1 003	10,5	1 050	-1,7	2 053	3,9

¹ À l'impôt sur le revenu.

² Capital versé au Québec.

(Le capital versé au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec au capital versé.)

1.2.1 Les sociétés

En 2001, 259 496 sociétés ont payé la taxe sur le capital, soit une augmentation de 2,3 % par rapport à 2000. De ce nombre, on retrouve 127 569 sociétés (49,2 %) qui n'ont payé aucun impôt sur le revenu.

1.2.2 L'assiette de la taxe sur le capital

La taxe sur le capital des sociétés autres que les sociétés d'assurance est imposée sur le capital versé de la société montré à ses états financiers. Le régime fiscal précise les éléments devant être inclus dans le capital versé ou déduit de celui-ci. Ces éléments diffèrent selon que la société est une institution financière ou non. Pour une société qui n'est pas une institution financière, les éléments suivants doivent être inclus dans le capital versé : le capital-actions, les surplus, les provisions et réserves, les prêts et avances consentis à la société et les autres dettes de la société⁹. Les éléments devant être déduits sont les suivants : le déficit, l'impôt reporté débiteur, la déduction pour les sociétés minières et la réduction pour placements dans une autre société.¹⁰

En 2001, le capital versé des sociétés autres que les sociétés d'assurance s'élève à 676,8 milliards de dollars, en hausse de 6,3 % par rapport à 2000. Le capital versé des sociétés non imposées aux fins de l'impôt sur le revenu, constituant 52,1 % de l'assiette, a augmenté de 23,4 % par rapport à 2000, alors que celui des sociétés imposées a diminué de 7,7 %.

Par ailleurs, les sociétés d'assurance sont assujetties à un en-lieu de taxe sur le capital calculé en fonction des primes payables prévues dans un contrat d'assurance. En 2001, les primes d'assurance de personnes s'élèvent à 5,8 milliards de dollars, en hausse de 6,9 % par rapport à 2000. Pour la même année, les primes d'assurance de dommages s'élèvent à 4,3 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 0,8 % par rapport à 2000.

1.2.3 La taxe sur le capital à payer

—Taxe sur le capital versé

En 2001, le taux de la taxe sur le capital versé applicable aux sociétés autres que les institutions financières était de 0,64 %. Pour les institutions financières, le taux de la taxe sur le capital était de 1,28 %. Avant le 10 mai 1996, le taux de la taxe sur le capital applicable aux sociétés autres que les institutions financières était de 0,56 % et de 1,12 % pour les institutions financières.

En 2001, la taxe sur le capital versé des sociétés autres que les sociétés d'assurance s'élève à 4,4 milliards de dollars, en hausse de 5,7 % par rapport à 2000.

⁹ Plutôt que d'inclure les prêts et avances consentis et les autres dettes, les institutions financières doivent inclure le passif à long terme (pour une durée supérieure à cinq ans) et 50 % de la valeur des éléments d'actifs qui sont des biens corporels.

¹⁰ Plutôt que de retrancher la déduction pour les sociétés minières et la réduction pour placements dans une entreprise, les institutions financières peuvent utiliser la déduction pour placements dans une autre institution financière liée.

—Taxe sur le capital à payer au Québec

Pour plusieurs sociétés, le calcul de la taxe sur le capital versé ne correspond pas à la taxe sur le capital à payer au Québec, puisqu'elle est calculée à partir du capital versé des sociétés ayant au moins un établissement au Québec. Comme pour le calcul de l'impôt, dans le cas d'une société ayant des établissements à la fois au Québec et ailleurs, la taxe sur le capital à payer au Québec s'obtient en appliquant la proportion des affaires faites au Québec¹¹ au calcul de la taxe sur le capital versé. En 2001, les sociétés ayant payé la taxe sur le capital réalisent en moyenne 41,1 % de leurs affaires au Québec¹².

Aussi, la taxe sur le capital à payer au Québec s'élève à 1 807 millions de dollars pour les sociétés autres que les sociétés d'assurance, en hausse de 4,0 % par rapport à 2000. Quant à l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance, il s'élève à 246 millions de dollars, en hausse de 2,8 % par rapport à 2000. Au total, le rendement de la taxe sur le capital s'élève à 2,1 milliards de dollars.

1.3 La cotisation des employeurs au Fonds des services de santé

Tous les employeurs des secteurs privé et public paient une taxe générale sur la masse salariale, soit la cotisation des employeurs au Fonds des services de santé (FSS). L'assiette de cette taxe correspond au salaire versé au Québec à un employé, soit le revenu brut d'emploi pour l'application de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoute la valeur des avantages imposables qui lui sont accordés. En 2001, les cotisations au FSS s'élèvent à 2,7 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 2,4 % par rapport à 2000. Cette diminution est attribuable à la réduction du taux de cotisation au FSS, pouvant atteindre 37 % pour certaines sociétés. Elle a été introduite dans le cadre de la réforme de la fiscalité des entreprises.

À cet égard, les entreprises dont la masse salariale est inférieure à 5 millions de dollars ont profité des deux premières des trois réductions prévues du taux de cotisation au FSS, la dernière étant appliquée le 1^{er} janvier 2001. Ainsi, le taux moyen de cotisation est passé de 4,26 % en 1998, à 4,16 % en 1999, à 3,89 % en 2000 et enfin à 3,72 % en 2001.

¹¹ Voir note 8.

¹² Cette proportion correspond au rapport entre la taxe sur le capital à payer au Québec (1 807 millions de dollars) et la taxe sur le capital calculée sur la base de l'ensemble des activités de l'entreprise (4 392 millions de dollars). Elle représente la proportion des affaires faites au Québec des sociétés ayant payé la taxe sur le capital. Pour cette raison, elle peut différer du pourcentage des affaires faites au Québec de l'ensemble des entreprises ayant produit une déclaration de revenus.

2. Le profil des sociétés

2.1 L'impôt sur le revenu des sociétés

2.1.1 Le nombre de déclarations

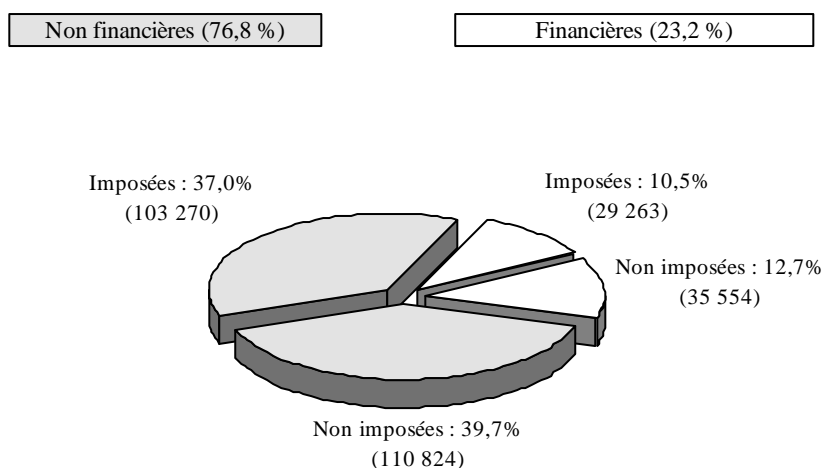
Les statistiques fiscales présentent les statistiques de l'ensemble des sociétés qui ont produit une déclaration de revenus au Québec. Une société qui a un établissement au Québec à un moment quelconque d'une année d'imposition doit payer un impôt sur son revenu imposable pour cette année d'imposition. Une société n'est imposée au Québec que si elle y possède un établissement. Dans le cas où elle en possède également un à l'extérieur du Québec, un mécanisme de répartition de l'impôt de la société entre les juridictions est prévu de façon à éviter l'éventualité d'une double imposition.

—Répartition selon le type d'entreprise

En 2001, le ministère du Revenu du Québec a traité 278 911 déclarations de sociétés qui avaient au moins un établissement au Québec. De ce nombre, 76,8 % ont été produites par des sociétés non financières et 23,2 % par des sociétés financières, ce qui inclut notamment les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés d'investissement et les services immobiliers.

Par ailleurs, les statistiques fiscales distinguent les sociétés imposées des sociétés non imposées. À cette fin, une société non imposée est une société qui ne paie pas d'impôt sur le revenu pour une des raisons suivantes : elle est exonérée d'impôt; son revenu imposable est nul; les déductions du revenu imposable ou les déductions d'impôt¹³ lui permettent de ramener son impôt à payer à zéro. En 2001, 29 263 sociétés financières sont imposées, soit 10,5 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration. Dans les autres secteurs, 103 270 sociétés sont imposées, soit 37,0 % du total. La majorité des sociétés non imposées en 2001 sont dans cette situation du fait qu'elles n'ont pas réalisé de bénéfices.

Graphique 4
Nombre de déclarations imposées et non imposées selon le type d'entreprise
(278 911 déclarations)

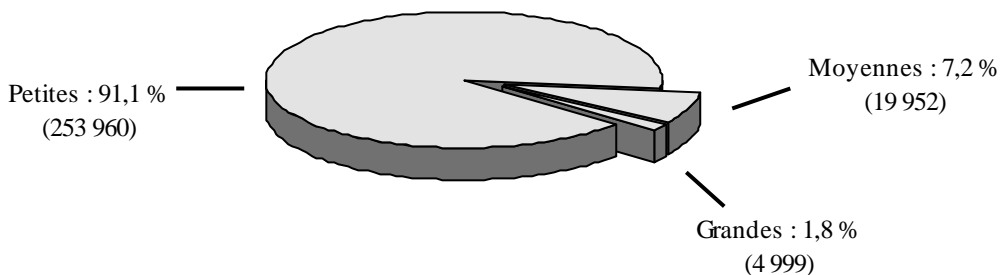


¹³ Notamment, la déduction d'impôt sur les opérations forestières.

— Répartition selon la taille d'entreprise

Les petites entreprises ont produit 91,1 % de l'ensemble des déclarations des sociétés comparativement à 7,2 % pour les entreprises de taille moyenne et 1,8 % pour les grandes sociétés.

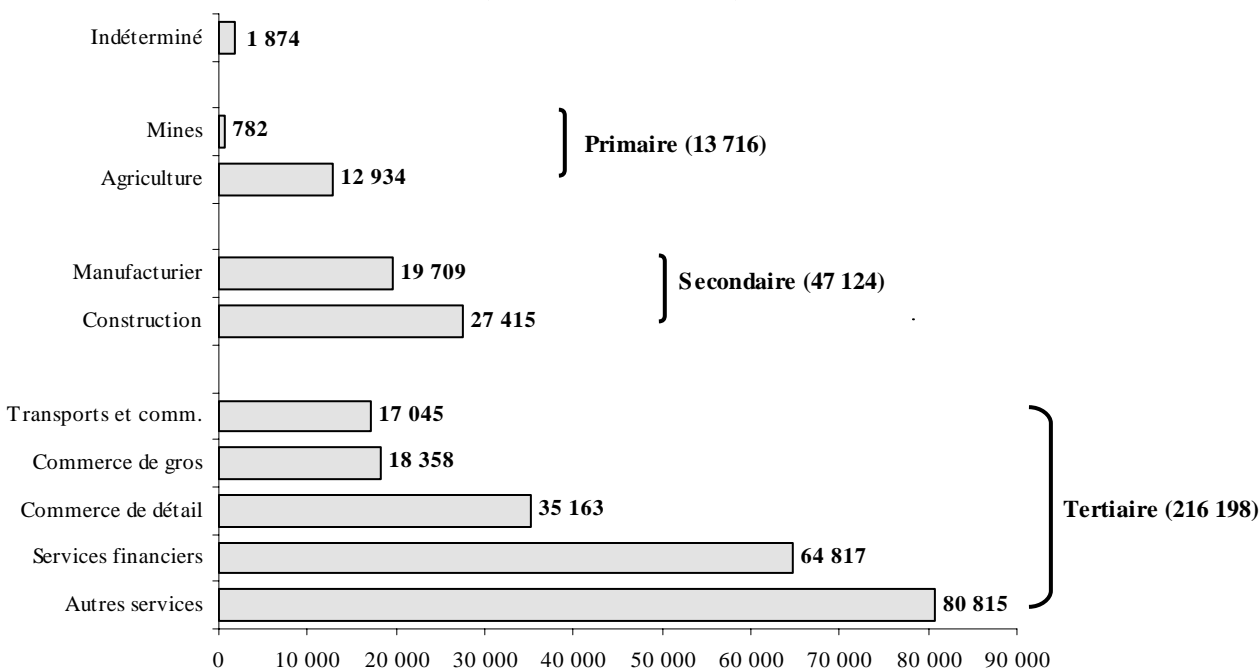
Graphique 5
Nombre de déclarations selon la taille de l'entreprise
(278 911 déclarations)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition des déclarations selon le secteur d'activité économique montre que le secteur tertiaire a produit 216 198 déclarations de revenus, soit 77,5 % de l'ensemble des déclarations de revenus. Les sociétés du secteur primaire ont produit quant à elles 4,9 % des déclarations de revenus en 2001. Les déclarations des sociétés du secteur secondaire (manufacturier et construction) ont constitué 16,9 % du total.

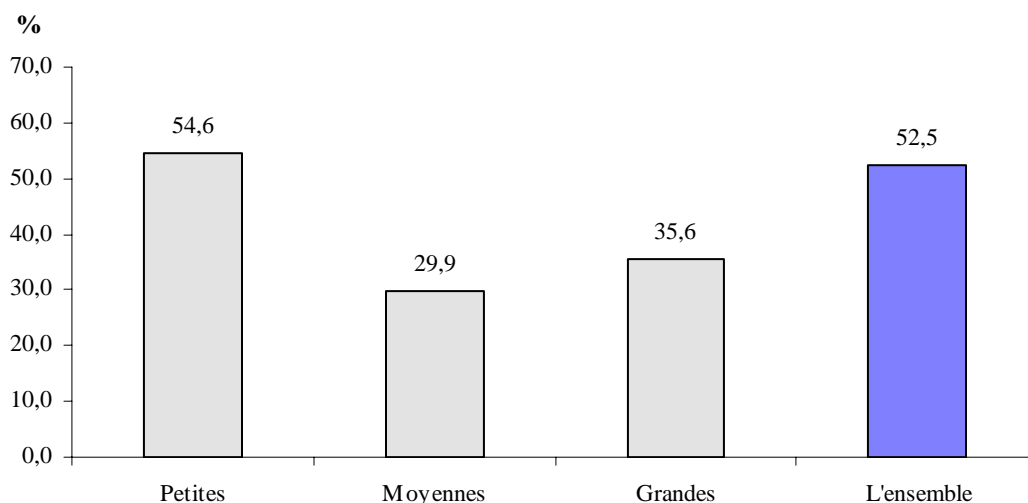
Graphique 6
Nombre de déclarations selon le secteur d'activité économique
(278 911 déclarations)



— Proportion des déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise

Le graphique 7 présente la proportion des déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise. On y constate que 54,6 % des petites entreprises sont non imposées. Les entreprises de taille moyenne sont quant à elles non imposées dans une proportion de 29,9 %. La proportion des grandes entreprises non imposées, soit 35,6 %, est supérieure à celle des entreprises de taille moyenne, notamment en raison de la déduction pour pertes d'autres années et de la déduction pour dividendes imposables.

Graphique 7
Proportion de déclarations non imposées selon la taille de l'entreprise
(146 378 déclarations non imposées; 52,5 pour cent)



2.1.2 Le revenu imposable des sociétés

Le revenu imposable s'obtient en retranchant du revenu net aux fins de l'impôt l'ensemble des déductions accordées. Le revenu net aux fins de l'impôt est quant à lui obtenu après avoir apporté certains ajustements au bénéfice net selon les états financiers.

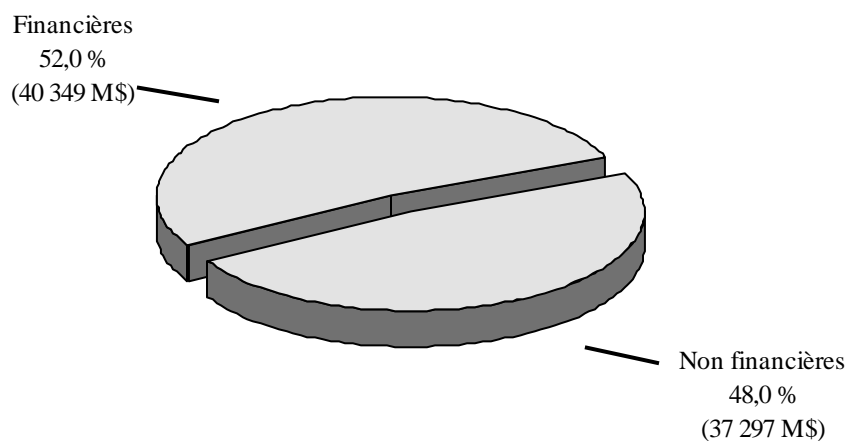
2.1.2.1 Le bénéfice net selon les états financiers

Le bénéfice net selon les états financiers mesure les profits réalisés par la société au cours de l'exercice financier. Il tient compte des revenus et des dépenses de la société. En 2001, le bénéfice net selon les états financiers de l'ensemble des sociétés s'élève à 77,6 milliards de dollars. Cette situation résulte du fait que 175 376 sociétés ont déclaré des bénéfices nets positifs qui totalisent 104,3 milliards de dollars, alors que 90 637 sociétés ont inscrit des pertes qui totalisent 26,6 milliards de dollars.

— Répartition selon le type d'entreprise

En 2001, les sociétés non financières ont réalisé 48,0 % du bénéfice net selon les états financiers. Les sociétés financières ont quant à elles généré 52,0 % du bénéfice net total.

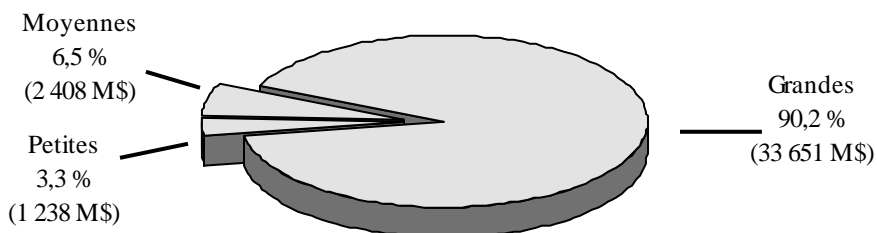
Graphique 8
Bénéfices nets réalisés selon les états financiers en fonction du type d'entreprise
(77 646 millions de dollars)



— Répartition selon la taille des entreprises non financières

La proportion du bénéfice net, d'après les états financiers, réalisée par les petites entreprises non financières est de 3,3 %, alors qu'elles ont produit 91,1 % des déclarations de revenus des entreprises non financières. Inversement, les grandes entreprises non financières ont déclaré 90,2 % du bénéfice net total, alors qu'elles n'ont produit que 1,8 % des déclarations des entreprises de cette catégorie. Les entreprises non financières de taille moyenne, qui ont produit 7,2 % des déclarations, ont réalisé 6,5 % des bénéfices nets.

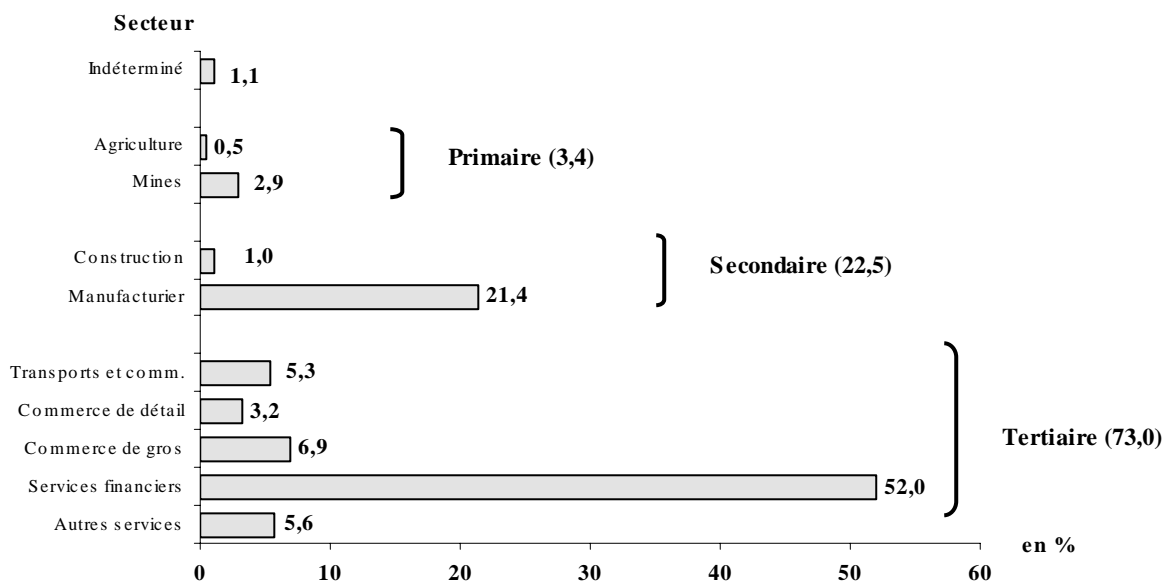
Graphique 9
Bénéfice net selon les états financiers en fonction de la taille de l'entreprise
(37 297 millions de dollars)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

En 2001, le secteur tertiaire a déclaré 73,0 % des bénéfices nets selon les états financiers. En comparaison, ce secteur a produit 77,5 % des déclarations de revenus. Le secteur primaire a déclaré des bénéfices nets qui représentent 3,4 % du total par rapport à 4,9 % des déclarations de revenus. Le secteur secondaire a quant à lui déclaré 22,5 % des bénéfices comparativement à 16,9 % des déclarations.

Graphique 10
Bénéfice net selon les états financiers en fonction du secteur d'activité économique
(77 646 millions de dollars)



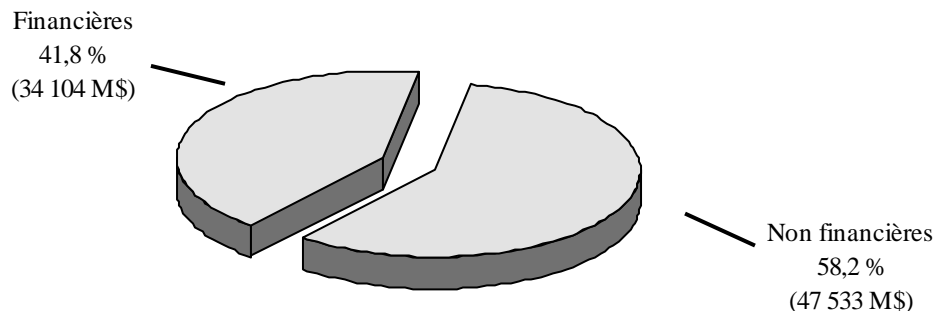
2.1.2.2 Le revenu net aux fins de l'impôt

En 2001, le revenu net aux fins de l'impôt s'élève à 81,6 milliards de dollars. Ce revenu est obtenu en apportant des ajustements au bénéfice net selon les états financiers. Il est calculé en tenant compte notamment des différences à l'égard de l'amortissement comptable et de l'amortissement fiscal. De plus, on y rajoute certaines dépenses déduites du bénéfice qui ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt. Enfin, on déduit les montants exemptés de l'impôt qui ne sont pas comptabilisés comme tels dans les états financiers.

— Répartition selon le type d'entreprise

En 2001, les sociétés du secteur financier ont déclaré un revenu net aux fins de l'impôt qui représente 41,8 % du total, soit une part supérieure à celle du bénéfice net selon les états financiers. La part des sociétés non financières dans le revenu net aux fins de l'impôt est de 58,2 %.

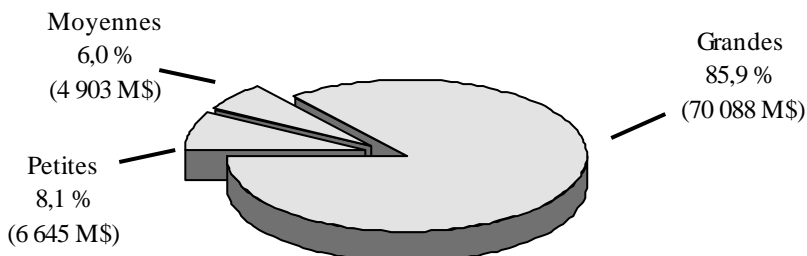
Graphique 11
Revenu net aux fins de l'impôt selon le type d'entreprise
(81 636 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

Les petites entreprises déclarent 8,1 % de l'ensemble du revenu net aux fins de l'impôt des sociétés bien qu'elles produisent 91,1 % des déclarations de revenus. Les grandes entreprises déclarent quant à elles 85,9 % du revenu net aux fins de l'impôt alors qu'elles ne produisent que 1,8 % des déclarations. Enfin, les entreprises de taille moyenne déclarent 6,0 % de l'ensemble du revenu net aux fins de l'impôt et produisent 7,2 % des déclarations.

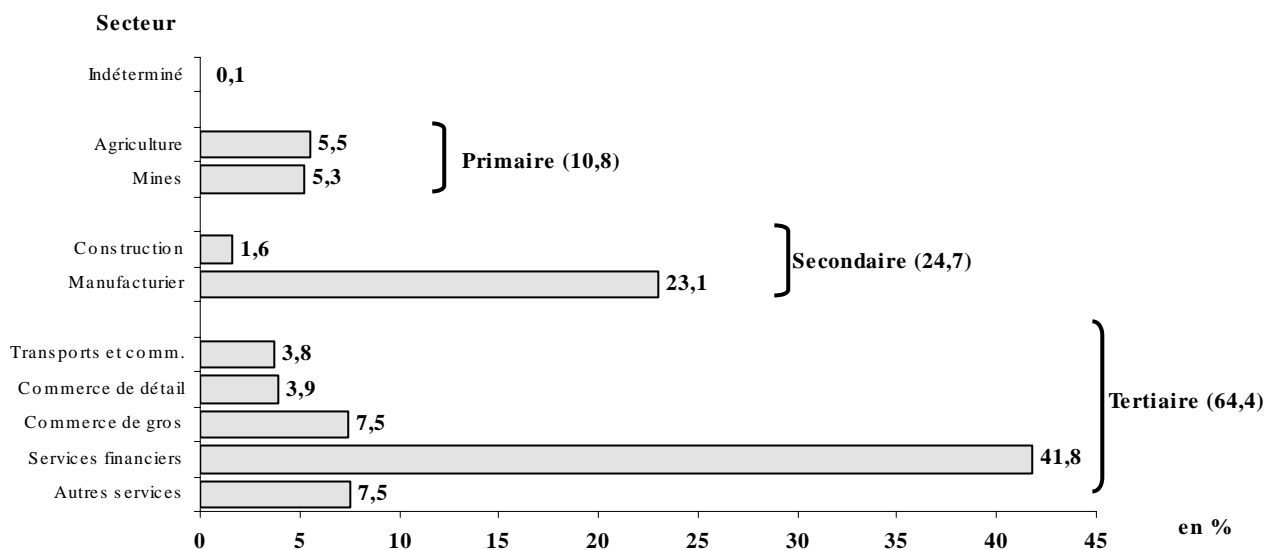
Graphique 12
Revenu net aux fins de l'impôt selon la taille de l'entreprise
(81 636 millions de dollars)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

En 2001, le secteur tertiaire a déclaré 64,4 % du revenu net aux fins de l'impôt dont 41,8 % uniquement pour le secteur des services financiers. Le secteur manufacturier a quant à lui déclaré 23,1 % de l'ensemble des revenus nets aux fins de l'impôt.

Graphique 13
Revenu net aux fins de l'impôt selon le secteur d'activité économique
(81 636 millions de dollars)

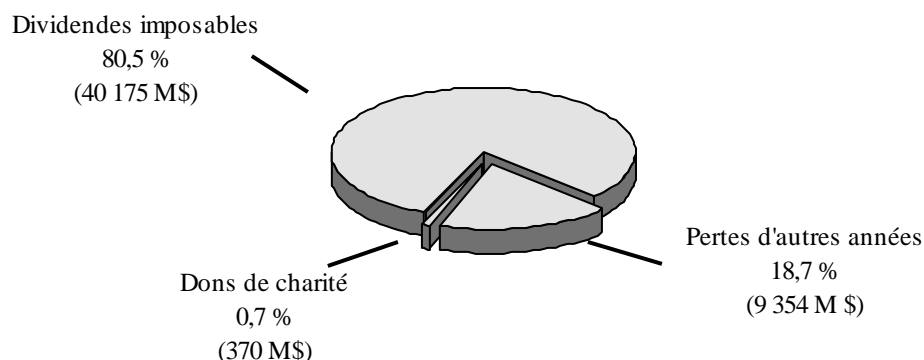


2.1.2.3 Les déductions

— Répartition selon la catégorie

En 2001, les déductions accordées totalisent 49,9 milliards de dollars. La déduction pour les dividendes imposables, qui vise à éviter la double imposition des bénéfices, représente 80,5 % de l'ensemble des déductions. Par ailleurs, les déductions à l'égard des pertes des années antérieures représentent 18,7 % du total des déductions accordées. Enfin, les dons de charité représentent seulement 0,7 % des déductions.

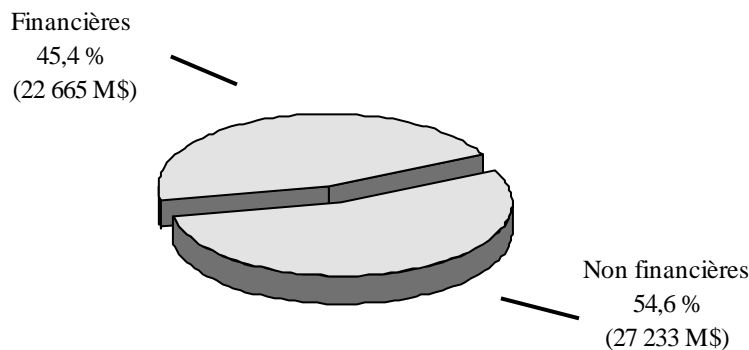
Graphique 14
Déductions selon la catégorie
(49 898 millions de dollars)



— Répartition selon le type d'entreprise

Le graphique 15 montre que les entreprises financières utilisent 45,4 % des déductions, alors que les autres en utilisent 54,6 %. La proportion des déductions utilisées par le secteur financier est supérieure à leur proportion dans le revenu net aux fins de l'impôt (41,8 %) en raison notamment de l'utilisation de la déduction pour dividendes imposables déductibles.

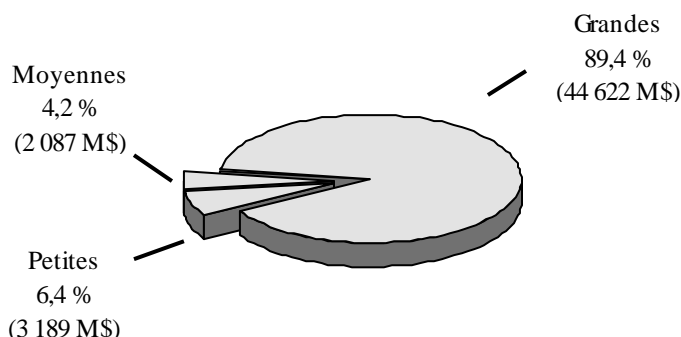
Graphique 15
Déductions selon le type d'entreprise
(49 898 millions de dollars)



— Répartition selon la taille de l'entreprise

Les déductions utilisées par les grandes entreprises représentent 89,4 % du total, soit une proportion comparable à leur part dans le revenu net aux fins de l'impôt (85,9 %). La part des déductions utilisées par les petites et les moyennes entreprises représentent respectivement 6,4 % et 4,2 % du total des déductions.

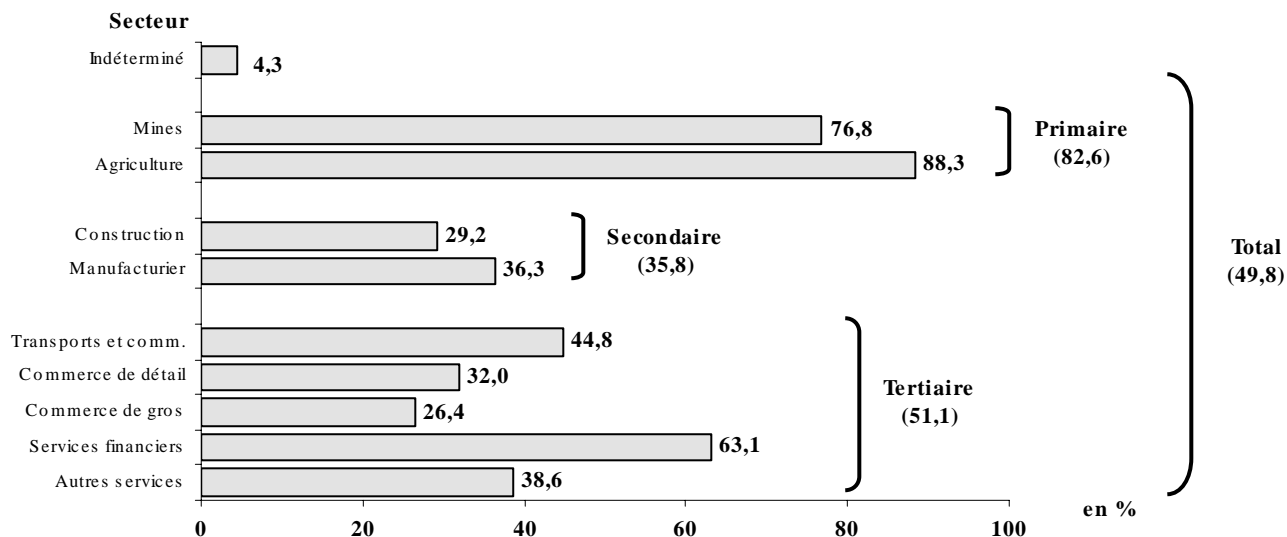
Graphique 16
Déductions selon la taille de l'entreprise
 (49 898 millions de dollars)



— Proportion des déductions dans le revenu net

Le graphique 17 présente la proportion des déductions utilisées dans chaque secteur d'activité économique par rapport à leurs revenus nets.¹⁴ Les secteurs primaire et tertiaire sont ceux où les déductions sont les plus élevées par rapport aux revenus nets avec des proportions de 82,6 % et 51,1 % respectivement. La part des déductions dans le revenu net pour le secteur secondaire se situe à 35,8 %.

Graphique 17
Proportion des déductions dans le revenu net selon le secteur d'activité économique
 (49,8 pour cent dans l'ensemble)



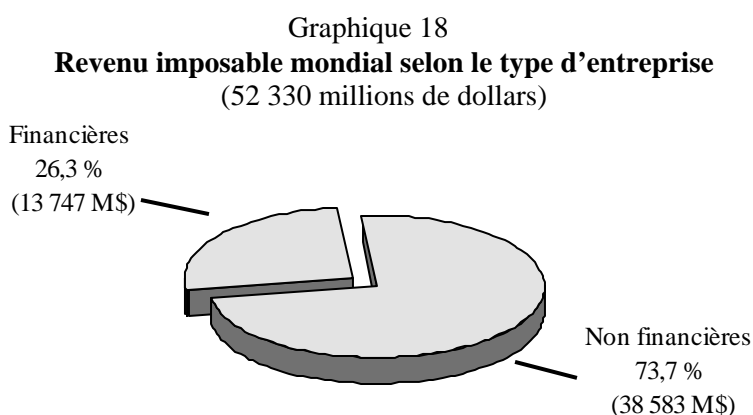
¹⁴ Pour chaque secteur, la proportion des déductions utilisées est calculée par rapport aux revenus nets positifs.

2.1.2.4 Le revenu imposable

En 2001, le revenu imposable mondial des sociétés ayant au moins un établissement au Québec s'élève à 52,3 milliards de dollars. Ce revenu englobe aussi bien les revenus réalisés au Québec qu'à l'extérieur. Par ailleurs, l'impôt qu'une société doit payer au Québec ne s'applique que sur la part des affaires qu'elle y a réalisées. Aussi, le revenu imposable au Québec équivaut au revenu imposable mondial des sociétés multiplié par la proportion des affaires réalisées au Québec et totalise 24,5 milliards de dollars.

— Répartition selon le type d'entreprise

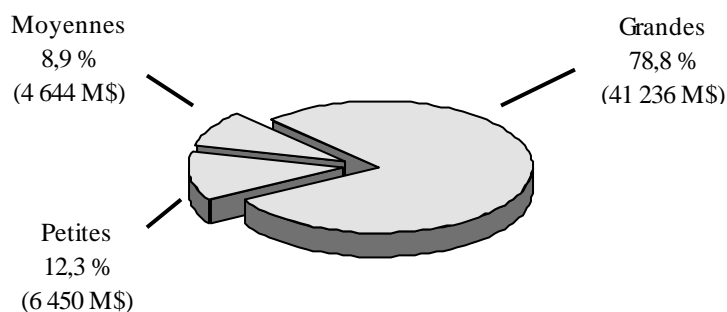
Le revenu imposable mondial des entreprises financières représente 26,3 % du revenu imposable de l'ensemble des sociétés. Cette proportion est inférieure à leur proportion dans le revenu net aux fins de l'impôt (41,8 %) en raison d'une utilisation plus importante des déductions.



— Répartition selon la taille de l'entreprise

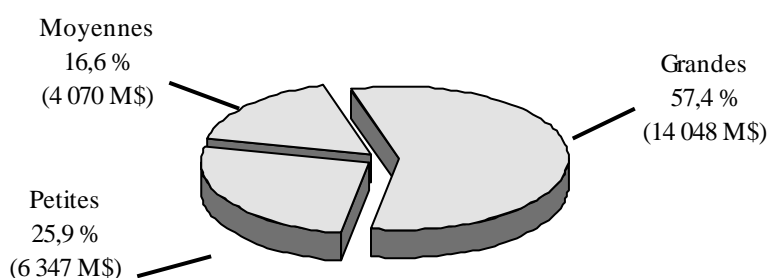
La répartition du revenu imposable mondial selon la taille des entreprises est comparable à celle du revenu net aux fins de l'impôt. En effet, les grandes sociétés ont déclaré un revenu imposable représentant 78,8 % du revenu imposable par rapport à 85,9 % pour le revenu net aux fins de l'impôt. Le revenu imposable des petites et des moyennes entreprises représente respectivement 12,3 % et 8,9 % du revenu imposable total.

Graphique 19
Revenu imposable mondial selon la taille de l'entreprise
(52 330 millions de dollars)



La répartition du revenu imposable au Québec selon la taille de l'entreprise est cependant sensiblement différente de celle du revenu imposable mondial. En effet, la part des grandes sociétés dans le revenu imposable mondial est de 78,8 % comparativement à 57,4 % dans le cas du revenu imposable au Québec. À l'opposé, la part du revenu imposable au Québec atteint 25,9 % pour les petites entreprises et 16,6 % pour les entreprises de taille moyenne, par rapport respectivement à 12,3 % et 8,9 % en ce qui concerne le revenu imposable mondial. Cela est attribuable au fait que plusieurs grandes entreprises sont des multinationales qui n'exercent qu'une partie de leurs affaires au Québec. En effet, la proportion des affaires faites au Québec par les grandes sociétés est de 34,8 %, alors qu'elle est de 98,5 % pour les petites sociétés et de 88,6 % pour les entreprises de taille moyenne.

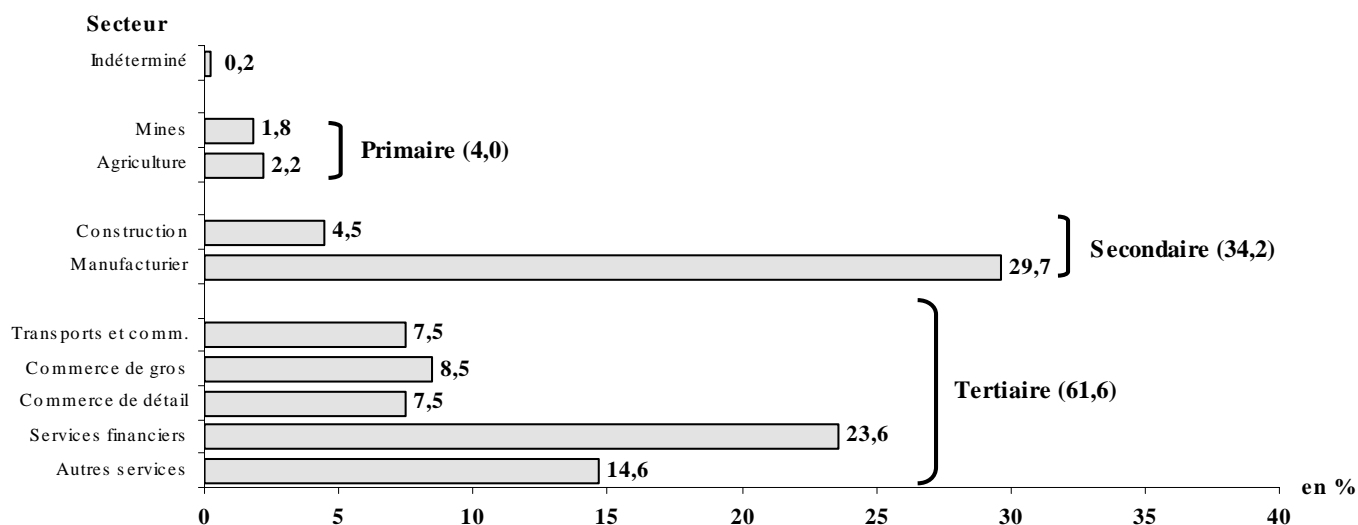
Graphique 20
Revenu imposable au Québec selon la taille de l'entreprise
 (24 465 millions de dollars)



— Revenu imposable au Québec selon le secteur d'activité économique

Le graphique 21 montre que le secteur tertiaire déclare la plus grande part du revenu imposable au Québec, soit 61,6 % du total. Les secteurs primaire et secondaire déclarent quant à eux respectivement 4,0 % et 34,2 % du revenu imposable au Québec.

Graphique 21
Revenu imposable au Québec selon le secteur d'activité économique
 (24 465 millions de dollars)



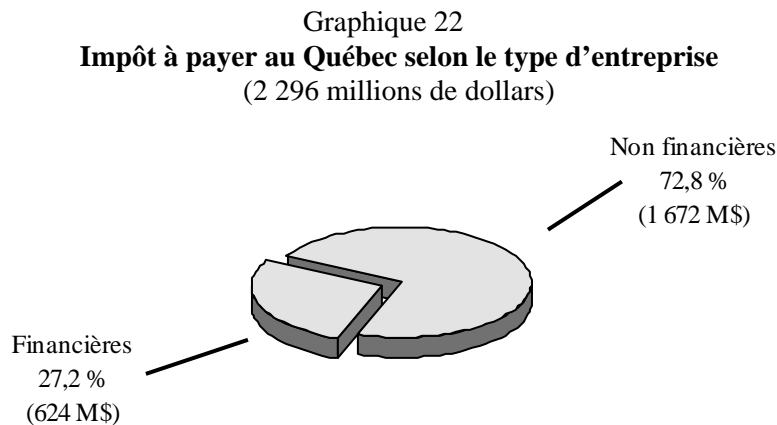
2.1.3 L'impôt sur le revenu

2.1.3.1 L'impôt à payer au Québec

En 2001, l'impôt à payer au Québec s'élève à 2,3 milliards de dollars. L'impôt à payer au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec par la société à son impôt total, lequel est déterminé à partir de son revenu imposable mondial. Aussi, l'impôt à payer au Québec représente, en moyenne, 47,8 % de l'impôt total.

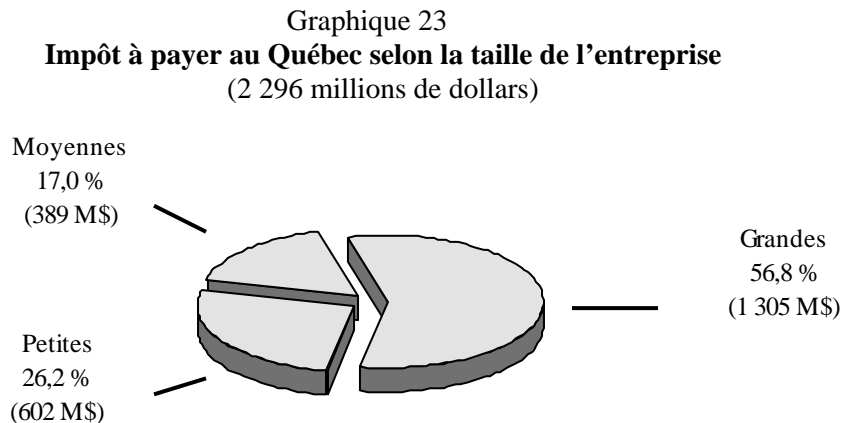
— Répartition selon le type d'entreprise

En 2001, la part de l'impôt à payer au Québec des entreprises financières est de 27,2 %, alors que celle des entreprises non financières est de 72,8 %.



— Répartition selon la taille de l'entreprise

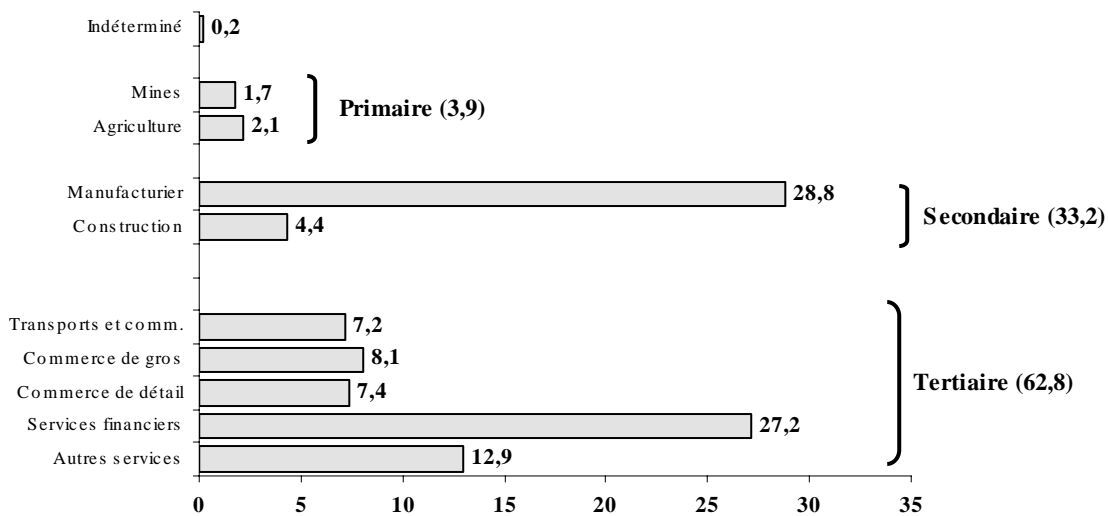
En 2001, les grandes entreprises paient plus de la moitié de l'impôt à payer au Québec, alors que le bénéfice net de celles ayant réalisé des profits représente 82,4 % du bénéfice net total positif. Cette différence résulte en grande partie du fait que ces entreprises n'exercent qu'une partie de leurs affaires au Québec (34,8 %) et ne sont pas imposées au Québec sur la partie de leurs bénéfices attribuables à d'autres juridictions. Les entreprises de petite et moyenne tailles paient respectivement 26,2 % et 17,0 % du total.



— Répartition de l'impôt à payer selon le secteur d'activité économique

En 2001, le secteur tertiaire paie la part la plus élevée de l'impôt à payer au Québec, soit 62,8 % du total, principalement en raison du nombre important d'entreprises qu'on y retrouve (77,5 % des entreprises ayant produit une déclaration). De plus, le secteur tertiaire comprend les entreprises financières dont une grande part réalisent des revenus passifs qui ne sont pas admissibles aux réductions de taux d'imposition et sont, par conséquent, imposés au taux général de 16,25 %. Le secteur secondaire contribue, quant à lui, pour 33,2 % de l'impôt à payer. Dans ce secteur, on retrouve les entreprises manufacturières qui paient 28,8 % de l'impôt à payer au Québec. Le secteur primaire ne paie quant à lui que 3,9 millions de dollars en impôt au Québec, soit une proportion de 3,9 % du total de l'impôt à payer.

Graphique 24
Impôt à payer au Québec selon le secteur d'activité économique
(2 296 millions de dollars)



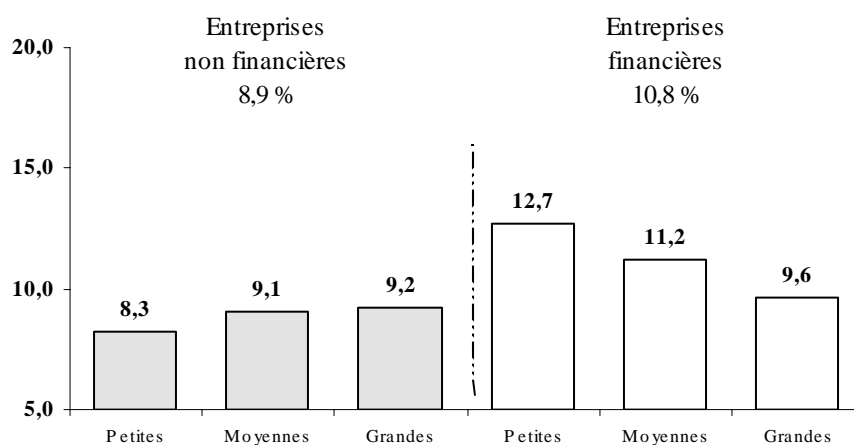
2.1.3.2 Le taux moyen d'imposition

En 2001, le taux moyen d'imposition, qui correspond à l'impôt à payer au Québec exprimé en proportion du revenu imposable au Québec, est de 9,4 %, en légère diminution par rapport au taux de 9,5 % enregistré en 2000.

— Taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise

Le graphique 25 présente le taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise. Le taux moyen d'imposition des entreprises financières est de 10,8 %, soit près de 2 points de pourcentage supérieur à celui des entreprises non financières. Cette différence est principalement attribuable au fait que plusieurs entreprises financières sont des petites sociétés d'investissement qui réalisent des revenus passifs et sont imposées au taux général de 16,25 % sur ces revenus. Le taux moyen d'imposition des grandes entreprises financières est de 9,6 %, ce qui est comparable à celui des grandes entreprises non financières qui est de 9,2 %.

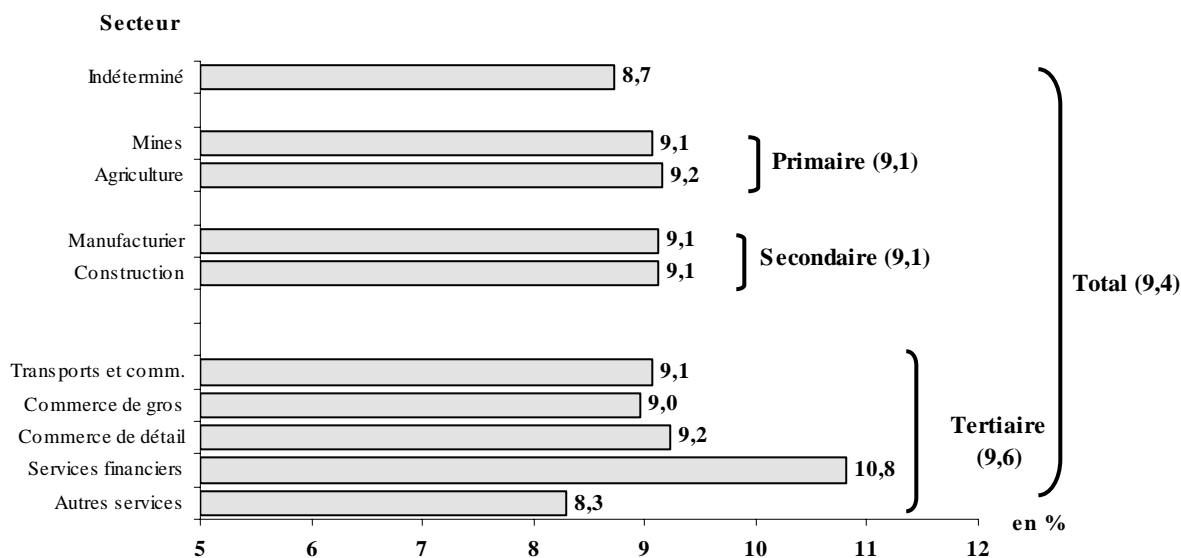
Graphique 25
Taux moyen d'imposition selon la taille et le type d'entreprise
(9,4 pour cent dans l'ensemble)



— Taux moyen d'imposition selon le secteur d'activité économique

En 2001, le taux moyen d'imposition des entreprises du secteur tertiaire est de 9,6 %, soit légèrement supérieur au taux de la moyenne de l'ensemble des entreprises. Le taux élevé des entreprises financières est attribuable au fait que leurs revenus sont constitués dans une plus grande proportion que les autres secteurs de revenus passifs imposés au taux de 16,25 %. Le taux moyen d'imposition des entreprises des secteurs primaire et secondaire est respectivement de 9,1 % et 9,1 %.

Graphique 26
Taux moyen d'imposition selon le secteur d'activité économique
(9,4 pour cent dans l'ensemble)



2.2 La taxe sur le capital

2.2.1 Le nombre de sociétés

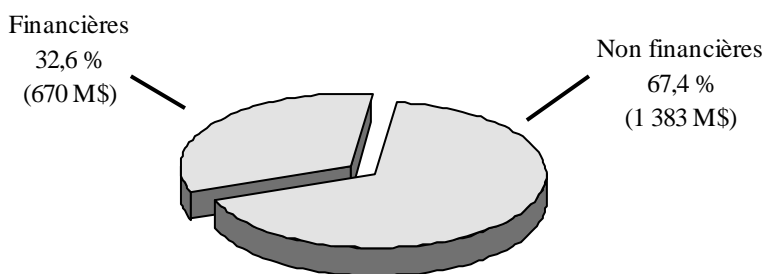
La taxe sur le capital est prélevée auprès des sociétés du secteur privé ainsi que des sociétés d'État effectuant des activités commerciales. En 2001, 259 497 sociétés ont payé la taxe sur le capital, soit 93,0 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration de revenus. De ce nombre, on compte 127 569 sociétés non imposées aux fins de l'impôt, soit 45,7 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration de revenus.

2.2.2 La taxe sur le capital à payer

—Répartition selon le type d'entreprise

En 2001, la taxe sur le capital, incluant l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance, totalise 2 053 millions de dollars. De ce montant, 670 millions de dollars, soit 32,6 % du total, ont été payés par des entreprises financières, notamment 246 millions de dollars par des sociétés d'assurance.

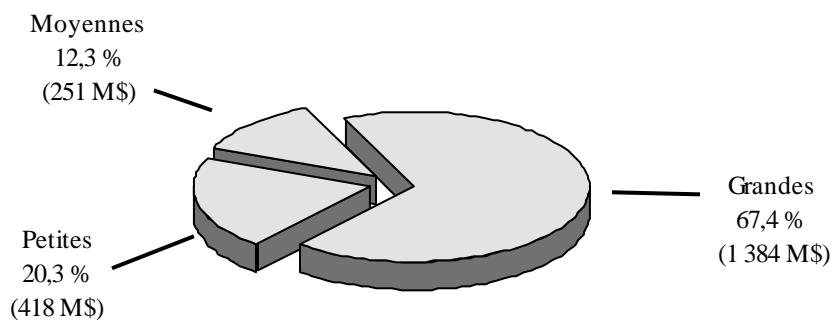
Graphique 27
Taxe sur le capital selon le type d'entreprise
(2 053 millions de dollars)



—Répartition selon la taille de l'entreprise

Les grandes entreprises ont payé 67,4 % de la taxe sur le capital, soit une proportion supérieure à celle de l'impôt à payer au Québec (56,8 %). Ce phénomène est en partie attribuable au fait que les grandes sociétés sont généralement plus intensives en capital que les petites et moyennes sociétés. À l'inverse, la proportion des taxes sur le capital payées par les petites entreprises est de 20,3 %, soit une proportion inférieure à leur part dans l'impôt total à payer (26,2 %). Quant aux entreprises de taille moyenne, leur proportion est de 12,3 %.

Graphique 28
Taxe sur le capital selon la taille de l'entreprise
(2 053 millions de dollars)

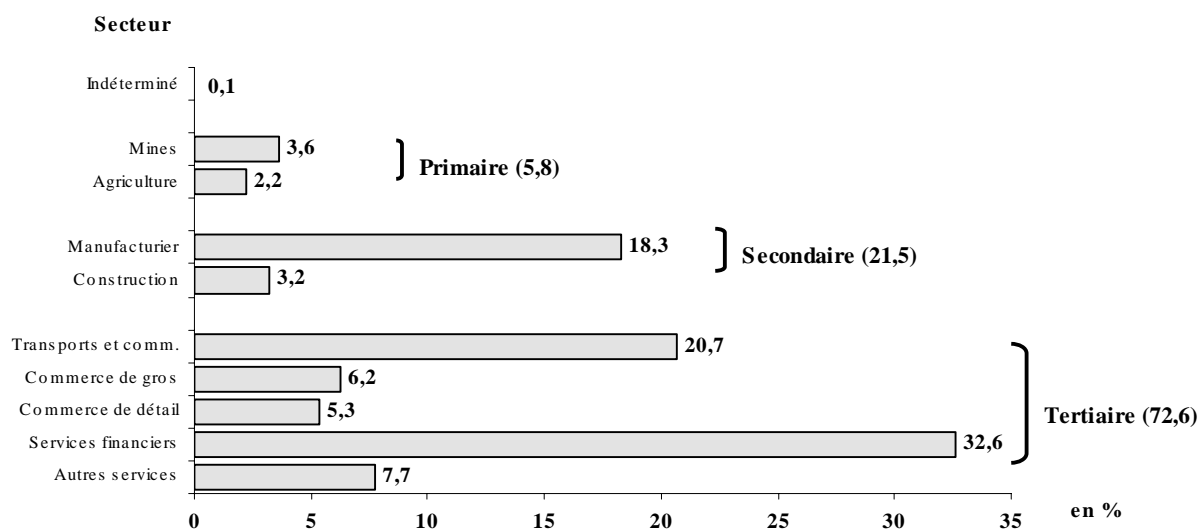


—Répartition selon le secteur d'activité économique

Près des trois quarts (72,6 %) de la taxe sur le capital payée par les entreprises proviennent du secteur tertiaire, soit une proportion supérieure à leur part dans l'impôt à payer au Québec (62,8 %).

Ce résultat est en grande partie attribuable au fait que ce secteur inclut les sociétés d'État qui sont exonérées de l'impôt sur le revenu, alors que certaines d'entre elles, les sociétés d'État de nature commerciale, sont assujetties à la taxe sur le capital.

Graphique 29
Taxe sur le capital selon le secteur d'activité économique
(2 053 millions de dollars)



2.3 La cotisation au Fonds des services de santé (FSS)

2.3.1 Le nombre de sociétés

La cotisation au FSS est une taxe générale sur la masse salariale qui est payée par toutes les entreprises des secteurs privé et public ayant des employés à leur charge au Québec, quelle que soit la forme juridique de l'entreprise.¹⁵ En 2001, 148 375 sociétés ont payé la cotisation au FSS, soit 53,2 % de l'ensemble des sociétés ayant produit une déclaration de revenus.

¹⁵ À l'exception des centres financiers internationaux.

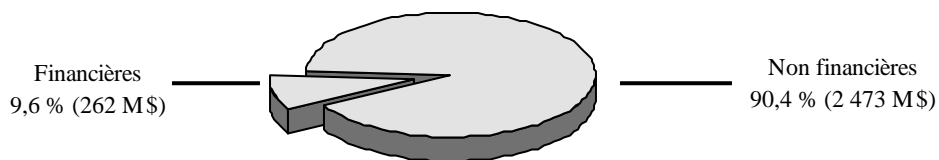
2.3.2 La cotisation au FSS

Le montant total de la cotisation au FSS s'élève à 2,7 milliards de dollars, ce qui représente, en moyenne, 18 431 dollars par société. Les sociétés non imposées à l'impôt sur le revenu ont versé 38,1 % de la cotisation au FSS.

—Répartition selon le type d'entreprise

Comme le capital forme une importante partie des intrants des entreprises financières, la part de cotisations au FSS payée par ces dernières (9,6 %) est de beaucoup inférieure à leur part de la taxe sur le capital (32,6 %) et leur part de l'impôt à payer au Québec (27,2 %). La situation inverse est observée pour les entreprises non financières (90,4 %).

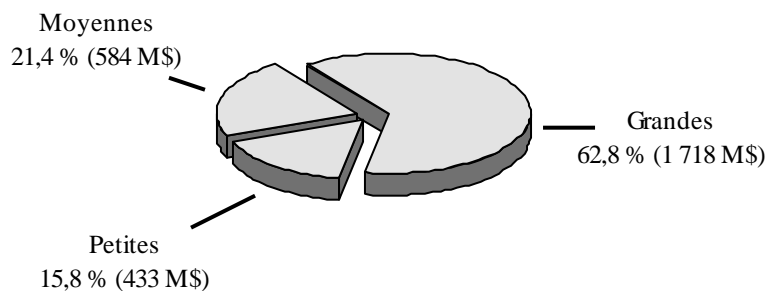
Graphique 30
Cotisation au FSS selon le type d'entreprise
(2 735 millions de dollars)



—Répartition selon la taille de l'entreprise

Plus de la moitié des cotisations au FSS sont payées par les grandes entreprises (62,8 %). Les proportions des cotisations au FSS des petites et moyennes entreprises sont respectivement de 15,8 % et 21,4 %.

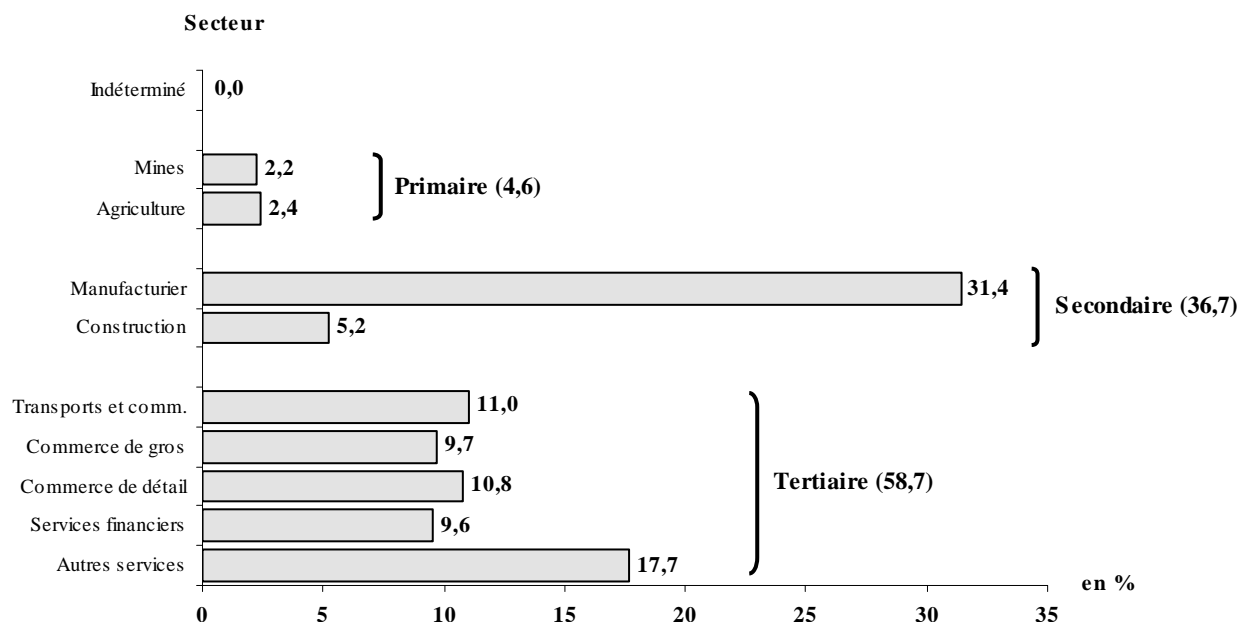
Graphique 31
Cotisation au FSS selon la taille de l'entreprise
(2 735 millions de dollars)



— Répartition selon le secteur d'activité économique

La plus grande part des cotisations au FSS est payée par le secteur tertiaire (58,7 % du total), alors que celles des secteurs secondaire et primaire représentent respectivement 36,7 % et 4,6 % du total. Par ailleurs, l'industrie manufacturière est celle dont la proportion des cotisations payées est la plus élevée (31,4 %).

Graphique 32
Cotisation au FSS selon le secteur d'activité économique
(2 735 millions de dollars)



3. Les variations par rapport à 2000

3.1 L'impôt sur le revenu des sociétés

3.1.1 Le nombre de déclarations

Le nombre total de déclarations a augmenté de 2,8 % par rapport à 2000. Le nombre de déclarations produites par les sociétés imposées a augmenté de 0,5 %, alors que celui des sociétés non imposées s'est accru de 4,9 %.

— Répartition selon la taille et le type d'entreprise

Une hausse du nombre de déclarations imposées s'est fait sentir chez les entreprises de petite taille (0,8 %) et de grande taille (4,2 %), tandis que le nombre de déclarations imposées a diminué chez les entreprises de moyenne taille (-2,9 %). Par ailleurs, les déclarations des entreprises financières ont augmenté sensiblement (13,5 %), et de façon plus marquée pour les entreprises imposées de grande taille (23,7 %).

Tableau 4

Nombre de déclarations selon la taille et le type d'entreprise Québec – 2001

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	Nb	Var. (%)	Nb	Var. (%)	Nb	Var. (%)	Nb	Var. (%)
Entreprises non financières								
Imposées	88 344	-2,1	12 175	-3,8	2 751	1,5	103 270	-2,2
Non imposées	104 087	1,4	5 164	12,7	1 573	12,0	110 824	2,0
Total	192 431	-0,2	17 339	0,6	4 324	5,1	214 094	-0,1
Entreprises financières								
Imposées	26 979	11,9	1 815	4,0	469	23,7	29 263	11,5
Non imposées	34 550	15,6	798	4,2	206	-5,1	35 554	15,2
Total	61 529	13,9	2 613	4,0	675	13,3	64 817	13,5
Toutes les entreprises								
Imposées	115 323	0,8	13 990	-2,9	3 220	4,2	132 533	0,5
Non imposées	138 637	4,6	5 962	11,5	1 779	9,7	146 378	4,9
Total	253 960	2,9	19 952	1,0	4 999	6,1	278 911	2,8

—Répartition selon le secteur d'activité économique

Le nombre total de déclarations a augmenté dans tous les secteurs par rapport à 2000 : primaire (3,7 %) secondaire (2,4 %), tertiaire (6,6 %), principalement en raison de l'identification de l'activité économique de chaque société déclarante. Dans le secteur primaire, le nombre de sociétés imposées a baissé de 4,8 %, alors que le nombre de sociétés non imposées a augmenté de façon importante (12,8 %). Dans le secteur secondaire, le nombre de sociétés imposées a baissé de 8,5 %, alors que le nombre de sociétés non imposées a augmenté de façon notable de 15,6 %. Dans le secteur tertiaire, le nombre de sociétés imposées a augmenté de 6,4 %, alors que le nombre de sociétés non imposées s'est accru de 6,8 %.

Tableau 5
Nombre de déclarations selon le secteur d'activité économique
Québec – 2001

Secteur d'activité économique	Imposées		Non imposées		Total	
	Nb.	Var. (%)	Nb.	Var. (%)	Nb.	Var. (%)
Primaire						
Agriculture, pêche et exploitation forestière	6 219	-5,4	6 715	13,9	12 934	3,7
Mines, carrières et puits de pétrole	297	8,4	485	0,2	782	3,2
Sous-total	6 516	-4,8	7 200	12,8	13 716	3,7
Secondaire						
Industrie manufacturière	10 214	-13,2	9 495	22,1	19 709	0,9
Construction	12 808	-4,5	14 607	11,7	27 415	3,5
Sous-total	23 022	-8,5	24 102	15,6	47 124	2,4
Tertiaire						
Transports, communications et services publics	8 152	1,5	8 893	2,5	17 045	2,0
Commerce de gros	10 044	12,8	8 314	-9,2	18 358	1,7
Commerce de détail	18 729	-5,6	16 434	10,0	35 163	1,1
Finances, assurances et services immobiliers	29 263	11,5	35 554	15,2	64 817	13,5
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	36 283	8,9	44 532	4,1	80 815	6,2
Sous-total	102 471	6,4	113 727	6,8	216 198	6,6
Activité économique indéterminée	522	-85,1	1 352	-76,7	1 874	-79,9
Total	132 531	0,5	146 381	4,9	278 912	2,8

3.1.2 Le revenu imposable des sociétés

3.1.2.1 Le rapprochement entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt

—Répartition selon la taille et le type d'entreprise

En 2001, le bénéfice net selon les états financiers de l'ensemble des entreprises a diminué de 15,4 % par rapport à 2000. Cette baisse résulte de l'importante diminution de 34,5 % du bénéfice net des entreprises non financières.

Quant au revenu net aux fins de l'impôt, il a augmenté de 3,7 % par rapport à 2000. Cela est principalement attribuable à l'augmentation observée chez les entreprises non financières de grande taille (11,7 %). Par ailleurs, le revenu net des entreprises financières a connu une diminution de 0,4 %.

Tableau 6

Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l'impôt selon la taille et le type d'entreprise Québec – 2001

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Bénéfice net selon les états financiers	1 238	-45,3	2 408	-43,6	33 651	-33,2	37 297	-34,5
À ajouter								
Amortissement	2 589	5,2	2 587	40,1	27 234	5,0	32 410	7,2
Autres dépenses non admissibles	4 431	17,5	3 338	20,1	55 837	29,9	63 606	28,4
À retrancher								
Allocation du coût en capital	-2 021	-6,5	-2 513	19,2	-26 694	-1,3	-31 228	-0,3
Autres déductions admissibles	-5 996	12,3	-2 884	4,1	-48 976	-11,8	-57 855	-9,1
Revenu net aux fins de l'impôt	3 543	-4,9	2 937	-27,0	41 052	11,7	47 533	6,8
Entreprises financières								
Bénéfice net selon les états financiers	2 350	-4,9	3 674	12,1	34 325	18,2	40 349	16,0
À ajouter								
Amortissement	498	53,5	435	-5,3	2 554	2,8	3 487	6,7
Autres dépenses non admissibles	2 336	69,4	2 091	-18,3	37 413	-2,2	41 840	-0,9
À retrancher								
Allocation du coût en capital	-432	72,9	-316	-17,4	-2 517	-30,3	-3 266	-23,1
Autres déductions admissibles	1 651	20,7	-3 916	80,2	-42 739	11,7	-45 004	15,2
Revenu net aux fins de l'impôt	3 101	21,3	1 966	-47,4	29 036	4,0	34 104	-0,4
Toutes les entreprises								
Bénéfice net selon les états financiers	3 588	-24,2	6 082	-19,5	67 976	-14,4	77 646	-15,4
À ajouter								
Amortissement	3 087	10,9	3 022	31,1	29 787	4,8	35 896	7,1
Autres dépenses non admissibles	6 767	31,4	5 429	1,7	93 250	14,7	105 446	14,9
À retrancher								
Allocation du coût en capital	-2 453	1,7	-2 830	13,6	-29 211	-4,7	-34 493	-3,0
Autres déductions admissibles	-4 344	9,4	-6 800	37,6	-91 714	-2,2	-102 859	0,1
Revenu net aux fins de l'impôt	6 645	5,7	4 903	-36,8	70 088	8,4	81 636	3,7

— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition selon le secteur d'activité économique montre que la baisse du bénéfice net (- 15,4 % au global) a été particulièrement marquée dans les secteurs de l'agriculture, pêche et exploitation forestière (- 69,4 %) et des mines, carrières et puits de pétrole (- 69,2 %).

Par ailleurs, une augmentation du revenu net a été observée dans plusieurs secteurs d'activité dont celui de l'agriculture, de la pêche et de l'exploitation forestière (182,1 %), du transport, des communication et des services publics (31,1 %) et du commerce de détail (23,0 %).

Tableau 7

Bénéfice net selon les états financiers et revenu net aux fins de l'impôt selon le secteur d'activité économique Québec – 2001

Secteur d'activité économique	Bénéfice net selon les états financiers		Rapprochement entre le bénéfice net selon les états financiers et le revenu net aux fins de l'impôt								Revenu net aux fins de l'impôt			
			Amortissement		Autres dépenses non admissibles		Allocation du coût en capital		Autres déductions admissibles		Total			
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
Primaire														
Agriculture, pêche et exploitation forestière	369	-69,4	1 435	6,4	6 901	152,5	-1 094	1,7	3 110	18,9	10 352	84,1	4 500	182,1
Mines, carrières et puits de pétrole	2 286	-69,2	1 622	4,3	4 133	-1,8	-1 497	-48,5	-2 253	-57,7	2 005	—	4 291	-13,1
Sous-total	2 655	-69,2	3 057	5,3	11 034	59,0	-2 591	-35,0	857	—	12 357	293,0	8 791	34,5
Secondaire														
Industrie manufacturière	16 630	-29,5	11 165	28,0	26 395	32,3	-10 923	18,7	-24 450	8,3	2 187	—	18 817	-8,1
Construction	803	-41,8	699	3,9	2 060	15,2	-679	5,3	-1 538	-9,5	542	373,0	1 345	-10,0
Sous-total	17 433	-30,2	11 865	26,2	28 455	30,9	-11 602	17,8	-25 988	7,0	2 729	—	20 162	-8,2
Tertiaire														
Transports, communications et services publics	4 146	-9,0	6 238	-7,8	7 298	40,8	-5 489	4,1	-9 125	2,6	-1 079	-51,4	3 067	31,1
Commerce de gros	5 323	-23,1	3 687	22,7	6 541	5,9	-3 748	17,1	5 697	-13,0	12 177	-2,8	6 106	-13,2
Commerce de détail	2 510	-7,0	2 549	15,2	2 528	21,7	-2 916	13,3	-1 498	-18,3	663	—	3 173	23,0
Finances, assurances et services immobiliers	40 349	16,0	3 487	6,7	41 840	-0,9	-3 266	-23,1	-45 004	15,2	-2 943	—	34 104	-0,4
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	4 382	-39,5	5 008	-9,9	7 379	6,1	-4 876	-18,7	-5 762	-29,2	1 750	—	6 131	9,0
Sous-total	56 710	0,9	20 968	0,8	65 585	4,8	-20 294	-4,7	-55 692	8,4	10 567	-1,6	52 581	1,5
Activité économique indéterminée	848	-56,0	7	-98,3	372	-23,6	-6	-98,6	-1 104	-72,1	-731	-79,2	102	
Total	77 646	-15,4	35 896	7,1	105 446	14,9	-34 493	-3,0	-81 927	-0,5	24 922	238,4	81 636	3,7

3.1.2.2 Les déductions et le revenu imposable

Le revenu imposable des sociétés est calculé en soustrayant du revenu net aux fins de l'impôt les déductions accordées. Cependant, les déductions utilisées sont celles accordées aux entreprises dont le revenu net aux fins de l'impôt est positif. Pour les sociétés dont le revenu net aux fins de l'impôt est négatif, le revenu imposable est égal à zéro et aucune déduction n'est utilisée.

En 2001, le revenu imposable mondial des sociétés a diminué de 9,7 % par rapport à 2000. Ce résultat est principalement attribuable à la combinaison de la hausse du revenu net positif aux fins de l'impôt et de la hausse des déductions au titre des dividendes imposables déductibles.

—Répartition selon la taille et le type d'entreprise

La baisse du revenu imposable provient à la fois des baisses des entreprises financières (21,5 %) et non financières (4,6 %). Les entreprises financières ont connu des variations très différentes selon la taille des entreprises (petites : 36,8 %; moyennes : - 34,0 %; grandes : - 25,3 %).

L'augmentation des déductions de l'ensemble des sociétés est quant à elle principalement attribuable à l'utilisation accrue de la déduction pour dividendes imposables déductibles (26,8 %).

Tableau 8

Revenu net aux fins de l'impôt, déductions et revenu imposable selon la taille et le type d'entreprise¹ Québec – 2001

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Revenu net aux fins de l'impôt	3 543	-4,9	2 937	-27,0	41 052	11,7	47 533	6,8
Dont : revenu net positif	6 182	-0,2	4 339	-14,3	53 865	12,6	64 385	9,0
revenu net négatif	-2 638	7,0	-1 402	34,5	-12 812	15,6	-16 852	15,5
Dons de charité déductibles	8	-65,3	17	-69,4	209	1,2	233	-17,6
Dividendes imposables déductibles	1 046	-9,9	265	-53,5	18 449	61,5	19 761	50,2
Pertes d'années antérieures déductibles	445	-12,1	449	110,9	6 345	17,1	7 239	17,9
Revenu imposable mondial	4 688	3,6	3 598	-15,2	30 297	-4,3	38 583	-4,6
Entreprises financières								
Revenu net aux fins de l'impôt	3 101	21,3	1 966	-47,4	29 036	4,0	34 104	-0,4
Dont : revenu net positif	3 403	28,5	2 400	-37,8	30 106	-2,5	35 908	-4,0
revenu net négatif	-302	230,9	-433	273,3	-1 070	-63,9	-1 805	-43,1
Dons de charité déductibles	68	124,3	6	-88,0	63	-58,0	136	-40,5
Dividendes imposables déductibles	1 522	17,1	1 155	-44,3	17 737	17,0	20 414	10,2
Pertes d'années antérieures déductibles	101	84,2	194	-5,3	1 819	27,4	2 114	25,3
Revenu imposable mondial	1 762	36,8	1 046	-34,0	10 939	-25,3	13 747	-21,5
Toutes les entreprises								
Revenu net aux fins de l'impôt	6 645	5,7	4 903	-36,8	70 088	8,4	81 636	3,7
Dont : revenu net positif	9 585	8,4	6 738	-24,5	83 970	6,7	100 293	4,0
revenu net négatif	-2 940	15,0	-1 835	58,4	-13 882	-1,2	-18 657	5,0
Dons de charité déductibles	75	44,8	23	-78,1	272	-23,7	370	-27,8
Dividendes imposables déductibles	2 568	4,4	1 421	-46,3	36 185	36,1	40 175	26,8
Pertes d'années antérieures déductibles	546	-2,7	643	53,9	8 165	19,3	9 354	19,5
Revenu imposable mondial	6 450	11,0	4 644	-20,3	41 236	-11,0	52 330	-9,7

¹ Les déductions représentent les montants inscrits sur les déclarations de revenus. Ces montants peuvent différer de ceux effectivement utilisés dans le calcul du revenu imposable.

—Répartition selon le secteur d'activité économique

Dans l'ensemble, le revenu imposable des sociétés a diminué (9,7 %) par rapport à 2000. Seuls quelques secteurs d'activité économique ont affiché une hausse du revenu imposable.

Par ailleurs, l'utilisation des déductions a augmenté sensiblement dans le secteur secondaire (57,5 %).

Tableau 9

**Revenu net aux fins de l'impôt, déductions et revenu imposable selon le secteur d'activité économique
Québec – 2001**

Secteur d'activité économique	Revenu net aux fins de l'impôt		Déductions								Revenu imposable mondial		
	M\$	Var. (%)	Dons de charité déductibles		Dividendes imposables déductibles		Pertes d'autres années		Total		M\$	Var. (%)	
			M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)			
Primaire													
Agriculture, pêche et exploitation forestière	4 500	182,1	2	-75,2	2 777	926,5	1 361	85,6	4 140	308,5	633	-6,3	
Mines, carrières et puits de pétrole	4 291	-13,1	11	29,7	3 385	-22,0	129	-38,0	3 526	-22,7	1 409	-28,5	
Sous-total	8 791	34,5	14	-26,0	6 162	33,6	1 490	58,2	7 665	37,6	2 042	-22,9	
Secondaire													
Industrie manufacturière	18 817	-8,1	114	0,2	7 196	88,7	1 660	1,7	8 970	61,3	16 422	-3,9	
Construction	1 345	-10,0	4	-46,1	397	45,4	119	-35,4	520	11,9	1 295	-5,0	
Sous-total	20 162	-8,2	118	-2,8	7 594	85,8	1 779	-2,0	9 490	57,5	17 717	-4,0	
Tertiaire													
Transports, communications et services publics	3 067	31,1	15	114,4	2 062	63,8	1 037	124,2	3 114	80,2	3 830	11,5	
Commerce de gros	6 106	-13,2	39	-30,4	1 260	19,1	724	26,0	2 023	19,8	5 773	-15,8	
Commerce de détail	3 173	23,0	21	27,5	293	-14,1	1 043	77,1	1 357	43,3	2 954	8,2	
Finances, assurances et services immobiliers	34 104	-0,4	136	-40,5	20 414	10,2	2 114	25,3	22 665	10,8	13 747	-21,5	
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	6 131	9,0	26	-57,1	2 380	94,5	1 154	-21,6	3 560	29,2	5 775	4,7	
Sous-total	52 581	1,5	238	-35,6	26 409	17,8	6 073	26,9	32 720	18,7	32 078	-11,0	
Activité économique indéterminée	102	—	0,0	-98,4	10	-98,3	13	-95,5	22	-97,4	493	-38,5	
Total	81 636	3,7	369	-27,9	40 174	26,8	9 354	19,5	49 898	24,7	52 330	-9,7	

3.1.3 L'impôt à payer au Québec

En 2001, l'impôt total a baissé de 10,1 % par rapport à 2000, une diminution similaire à celle du revenu imposable mondial (- 9,7 %).

Par ailleurs, l'impôt à payer au Québec a diminué de 2,1 % par rapport à 2000, malgré le fait que la croissance de la proportion des affaires faites au Québec ait augmenté de 8,9 %.

Dans l'ensemble, le taux moyen d'imposition s'est établi à 9,4 %, soit une diminution de 1,6 % par rapport à celui de 2000.

—Répartition selon la taille et le type d'entreprise

En 2001, l'impôt à payer par les grandes entreprises est demeuré stable, alors qu'il a augmenté de 15,6 % chez les petites entreprises. La diminution de l'impôt à payer a été importante pour les entreprises de moyenne taille (25,1 %), surtout les financières (39,9 %). Par ailleurs, ce sont les entreprises financières de petite taille qui ont connu la plus forte hausse de l'impôt à payer (57,0 %).

Tableau 10
Impôt à payer au Québec selon la taille et le type d'entreprise
Québec – 2001

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Revenu imposable mondial	4 688	3,6	3 598	-15,2	30 297	-4,3	38 583	-4,6
Impôt total	387	-0,3	327	-17,8	2 750	-3,3	3 464	-4,6
Proportion des affaires faites au Québec (%)	98,2	0,5	86,8	0,3	36,7	7,3	48,3	3,4
Impôt à payer au Québec (A)	381	0,2	284	-17,6	1 008	3,8	1 672	-1,4
Revenu imposable au Québec (B)	4 608	4,0	3 127	-15,0	10 960	4,4	18 696	0,5
Taux d'imposition moyen (A)/(B) (%)	8,3	-3,6	9,1	-3,0	9,2	-0,6	8,9	-1,8
Entreprises financières								
Revenu imposable mondial	1 762	36,8	1 046	-34,0	10 939	-25,3	13 747	-21,5
Impôt total	224	45,5	113	-39,6	1 000	-27,0	1 337	-21,8
Proportion des affaires faites au Québec (%)	99,0	7,9	93,7	-0,5	29,7	21,8	46,7	22,7
Impôt à payer au Québec (A)	222	57,0	106	-39,9	297	-11,1	624	-4,1
Revenu imposable au Québec (B)	1 739	46,7	943	-33,1	3 087	-8,8	5 769	-3,5
Taux d'imposition moyen (A)/(B) (%)	12,7	7,1	11,2	-10,2	9,6	-2,5	10,8	-0,6
Toutes les entreprises								
Revenu imposable mondial	6 450	11,0	4 644	-20,3	41 236	-11,0	52 330	-9,7
Impôt total	611	12,7	439	-24,8	3 750	-11,0	4 800	-10,1
Proportion des affaires faites au Québec (%)	98,5	2,6	88,6	-0,5	34,8	12,3	47,8	8,9
Impôt à payer au Québec (A)	602	15,6	389	-25,1	1 305	0,0	2 296	-2,1
Revenu imposable au Québec (B)	6 347	13,0	4 070	-20,0	14 048	1,2	24 465	-0,5
Taux d'imposition moyen (A)/(B) (%)	9,5	2,3	9,6	-6,4	9,3	-1,2	9,4	-1,6

—Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition selon le secteur d'activité montre que l'impôt à payer au Québec a augmenté dans le secteur primaire (25,3 %), qu'il est demeuré stable dans le secteur secondaire (0,4 %) et qu'il a diminué dans le secteur tertiaire (- 2,5 %). Parmi ces secteurs, les entreprises de la catégorie des mines, carrières et puits de pétrole ont connu la plus forte croissance de l'impôt à payer au Québec (62,4 %), suivi des entreprises du secteur des transports, communications et services publics (18,7 %).

Tableau 11

**Impôt à payer au Québec selon le secteur d'activité économique
Québec – 2001**

Secteur d'activité économique	Revenu imposable mondial		Impôt total		Proportion des affaires faites au Québec		Impôt à payer au Québec (A)		Revenu imposable au Québec (B)		Taux d'imposition moyen (A)/(B)	
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)
Primaire												
Agriculture, pêche et exploitation forestière	633	-6,3	58	-0,4	84,1	5,9	49	5,4	530	2,1	9,2	3,3
Mines, carrières et puits de pétrole	1 409	-28,5	122	-11,3	32,9	82,9	40	62,4	441	62,6	9,1	-0,2
Sous-total	2 042	-22,9	179	-8,0	49,4	36,2	89	25,3	971	22,9	9,1	1,9
Secondaire												
Industrie manufacturière	16 422	-3,9	1 509	-5,4	43,9	5,3	662	-0,4	7 259	1,0	9,1	-1,4
Construction	1 295	-5,0	119	-3,6	84,2	9,8	100	5,8	1 098	4,5	9,1	1,2
Sous-total	17 717	-4,0	1 627	-5,3	46,8	6,0	762	0,4	8 357	1,5	9,1	-1,1
Tertiaire												
Transports, communications et services publics	3 830	11,5	345	13,2	47,9	4,9	165	18,7	1 823	14,6	9,1	3,6
Commerce de gros	5 773	-15,8	508	-19,1	36,6	-8,5	186	-26,0	2 075	-24,0	9,0	-2,5
Commerce de détail	2 954	8,2	270	10,7	62,7	-5,4	169	4,7	1 834	0,5	9,2	4,2
Finances, assurances et services immobiliers	13 747	-21,5	1 337	-21,8	46,7	22,7	624	-4,1	5 769	-3,5	10,8	-0,6
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	5 775	4,7	490	5,4	60,6	2,3	297	7,8	3 580	13,4	8,3	-5,0
Sous-total	32 078	-11,0	2 949	-12,0	48,9	10,8	1 441	-2,5	15 081	-1,3	9,6	-1,2
Activité économique indéterminée	493	-38,5	45	-41,2	10,9	-78,3	5	-87,3	56	-79,9	8,7	-36,7
Total	52 330	-9,7	4 800	-10,1	47,8	8,9	2 296	-2,1	24 465	-0,5	9,4	-1,6

3.2 La taxe sur le capital

La taxe sur le capital à payer, incluant l'en-lieu de taxe sur le capital des sociétés d'assurance, a augmenté de 3,9 % par rapport à 2000 . Cette hausse résulte principalement d'une augmentation de 7,7 % du capital versé des entreprises non financières.

—Répartition selon la taille et le type d'entreprise

Par rapport à 2000, la taxe sur le capital à payer a augmenté sensiblement pour les sociétés de petite taille (36,0 %) et dans une moindre mesure pour les entreprises de moyenne taille (3,1 %). Plus particulièrement, les entreprises financières de petite taille (71,4 %) ont vu leur taxe sur le capital augmenter de façon importante.

Tableau 12

Capital versé et taxe sur le capital selon le type et la taille de l'entreprise Québec – 2001

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Capital versé	38 955	16,3	35 597	5,2	453 099	7,2	527 651	7,7
Taxe sur le capital versé	259	22,3	206	3,6	2 627	4,5	3 092	5,7
Proportion des affaires faites au Québec (%)	93,6	-3,3	85,4	1,3	36,7	-7,9	44,7	-79,7
Taxe sur le capital à payer	242	18,3	176	4,9	965	-3,7	1 383	0,6
Total de la taxe sur le capital	242	18,3	176	4,9	965	-3,7	1 383	0,6
Entreprises financières								
Capital versé	32 843	88,4	9 546	-24,6	106 718	-8,6	149 106	1,6
Taxe sur le capital versé	189	71,0	65	-11,6	1 046	-0,1	1 301	5,5
Proportion des affaires faites au Québec (%)	93,0	0,2	93,2	0,4	17,9	-2,1	32,6	10,7
Taxe sur le capital à payer	176	71,4	61	-11,2	187	-2,3	424	16,8
Primes d'assurance de personnes et de dommages			511	202,8	9 635	1,4	10 146	4,9
Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance			15	92,9	231	-0,2	246	2,8
Total de la taxe sur le capital	176	71,4	76	-0,7	418	-1,1	670	11,2
Toutes les entreprises								
Capital versé	71 798	41,0	45 143	-2,9	559 817	3,8	676 757	6,3
Taxe sur le capital versé	448	39,0	271	-0,5	3 673	3,1	4 392	5,7
Proportion des affaires faites au Québec (%)	93,3	-2,2	87,3	0,7	31,4	-6,4	41,1	-1,6
Taxe sur le capital à payer	418	36,0	237	0,2	1 153	-3,5	1 807	4,0
Primes d'assurance de personnes et de dommages			511	202,8	9 635	1,4	10 146	4,9
Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance			15	92,9	231	-0,2	246	2,8
Total de la taxe sur le capital	418	36,0	251	3,1	1 384	-2,9	2 053	3,9

—Répartition selon le secteur d'activité économique

Le capital versé des sociétés autres que les sociétés d'assurance s'est accru de 5,4 % au cours de l'année 2001. Cette augmentation est due à l'augmentation du capital versé des sociétés du secteur tertiaire (10,3 %) et celles du secteur secondaire (2,2 %).

Par ailleurs, la taxe sur le capital à payer par les sociétés autres que les sociétés d'assurance s'est accrue de 4,0 %. La taxe sur le capital à payer a augmenté pour tous les secteurs d'activité économique, sauf celui des mines, carrières et puits de pétrole (-3,7 %), de l'agriculture, pêche et exploitation forestière (-26,6 %) et de l'industrie manufacturière (-2,6 %).

Tableau 13
Capital versé et taxe sur le capital selon le secteur d'activité économique
Québec – 2001

Secteur d'activité économique	Sociétés autres que les sociétés d'assurance								Sociétés d'assurance				Total de la taxe sur le capital	
	Capital versé		Taxe sur le capital versé		Proportion des affaires faites au Québec		Taxe sur le capital à payer		Primes d'assurance de personnes et de dommages		Taxe sur le capital		M\$	Var. (%)
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)		
Primaire														
Agriculture, pêche et exploitation forestière	14 939	-23,6	84	17,8	53,9	-37,7	45	-26,6	0	—	0	—	45	-26,6
Mines, carrières et puits de pétrole	35 927	6,7	165	-17,7	44,9	17,0	74	-3,7	0	—	0	—	74	-3,7
Sous-total	50 865	-4,4	249	-8,4	47,9	-5,9	119	-13,9	0	—	0	—	119	-13,9
Secondaire														
Industrie manufacturière	162 680	2,3	972	6,3	38,7	-8,4	376	-2,6	0	—	0	—	376	-2,6
Construction	12 711	1,4	82	34,1	80,6	-13,2	66	16,4	0	—	0	—	66	16,4
Sous-total	175 391	2,2	1 054	8,1	41,9	-7,6	442	-0,1	0	—	0	—	442	-0,1
Tertiaire														
Transports, communications et services publics	122 258	15,7	742	7,1	57,2	-5,8	425	0,9	0	—	0	—	425	0,9
Commerce de gros	73 318	16,3	451	31,2	28,3	-17,5	128	8,2	0	—	0	—	128	8,2
Commerce de détail	27 495	1,5	231	24,1	47,3	-15,1	109	5,3	0	—	0	—	109	5,3
Finances, assurances et services immobiliers	149 106	1,6	1 301	5,6	32,6	10,6	424	16,8	10 146	4,9	246	2,8	670	11,2
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	66 191	20,9	353	-1,4	45,0	12,8	159	11,3	0	—	0	—	159	11,3
Sous-total	438 369	10,3	3 078	9,5	40,4	-1,0	1 244	8,4	10 146	4,9	246	2,8	1 490	7,4
Activité économique indéterminée	1 749	-82,4	11	-48,0	12,2	-66,5	1	-82,6	0	—	0	—	1	-82,6
Total	666 374	5,4	4 392	7,6	41,1	-3,4	1 807	4,0	10 146	4,9	246	2,8	2 053	3,9

3.3 La cotisation au Fonds des services de santé

En 2001, les cotisations des employeurs au Fonds des services de santé (FSS) ont diminué de 2,4 % par rapport à 2000. Ce résultat s'explique par la poursuite de la réforme apportée au régime de cotisations au FSS¹⁶.

—Répartition selon la taille et le type d'entreprise

La cotisation a augmenté de 8,4 % chez les grandes entreprises, alors qu'elle a baissé de 14,3 % et de 19,2 % respectivement chez les moyennes et les petites entreprises. La baisse de la cotisation a été particulièrement prononcée au sein des entreprises financières.

Tableau 14

Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon la taille et le type d'entreprise Québec – 2001

Composantes	Petites		Moyennes		Grandes		Total	
	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %	M\$	Var. %
Entreprises non financières								
Nombre de sociétés	114 010	-1,1	16 156	0,6	3 953	3,6	134 119	-0,8
Salaires assujettis	14 182	-2,1	15 924	-4,0	36 458	9,6	66 564	3,5
Cotisations au FSS	402	-17,4	541	-11,2	1 530	9,1	2 473	-1,0
Entreprises financières								
Nombre de sociétés	12 131	-11,7	1 762	-6,2	363	7,4	14 256	-10,7
Salaires assujettis	1 084	-24,3	1 421	-27,0	4 439	3,2	6 945	-9,6
Cotisations au FSS	31	-36,7	43	-40,3	188	2,8	262	-13,8
Toutes les entreprises								
Nombre de sociétés	126 141	-2,3	17 918	-0,1	4 316	3,9	148 375	-1,8
Salaires assujettis	15 266	-4,1	17 345	-6,4	40 898	8,9	73 509	2,1
Cotisations au FSS	433	-19,2	584	-14,3	1 718	8,4	2 735	-2,4

¹⁶ La réforme de la fiscalité des entreprises annoncée dans le *Discours sur le budget 1998-1999* permet de réduire à terme le taux de cotisation au FSS jusqu'à 37 % à partir du 1^{er} janvier 1999.

—Répartition selon le secteur d'activité économique

La cotisation au FSS a diminué dans plusieurs secteurs d'activité économique entre 2000 et 2001, particulièrement dans les secteurs de la construction (- 13,0 %) et des finances, assurances et services immobilier (- 13,8 %).

Tableau 15

**Salaires versés au Québec et cotisation au FSS selon le secteur d'activité économique
Québec – 2001**

Secteur d'activité économique	Nombre de sociétés		Salaires assujettis		Cotisation au FSS	
	Nombre	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
Primaire						
Agriculture, pêche et exploitation forestière	9 924	15,0	1 796	-9,8	65	-5,5
Mines, carrières et puits de pétrole	402	11,4	1 466	8,6	61	8,1
Sous-total	10 326	14,9	3 261	3,1	126	0,7
Secondaire						
Industrie manufacturière	13 304	-9,0	21 697	2,3	859	0,6
Construction	16 618	-13,5	4 427	-3,2	143	-13,0
Sous-total	29 922	-11,5	26 124	1,3	1 002	-1,6
Tertiaire						
Transports, communications et services publics	11 668	5,6	7 524	12,9	301	10,7
Commerce de gros	10 891	-4,1	7 129	13,7	265	10,3
Commerce de détail	26 331	-5,3	8 725	6,9	295	-1,3
Finances, assurances et services immobiliers	14 256	-10,7	6 945	-9,6	262	-13,8
Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises	44 906	7,1	13 770	-3,4	483	-10,9
Sous-total	108 052	0,0	44 093	2,5	1 605	-3,1
Activité économique indéterminée	75	-68,6	31	-32,0	1	-53,9
Total	148 375	-1,8	73 509	2,1	2 735	-2,4

4. Le bilan des sociétés autres que financières

En 2001, l'actif total des sociétés non financières s'élève à 1 072 milliards de dollars, en hausse de 9,5 % par rapport à 2000. L'actif des sociétés non imposées a augmenté de 30,7 %, alors que celui des sociétés imposées a baissé de 10,2 %. Par ailleurs, le total du passif des sociétés non financières s'élève à 662 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 10,7 % par rapport à 2000. Cette hausse résulte principalement d'une croissance du passif à long terme (16,5 %). Enfin, l'avoir des actionnaires a augmenté de 7,6 % pour s'établir à 410 milliards de dollars.

Tableau 16

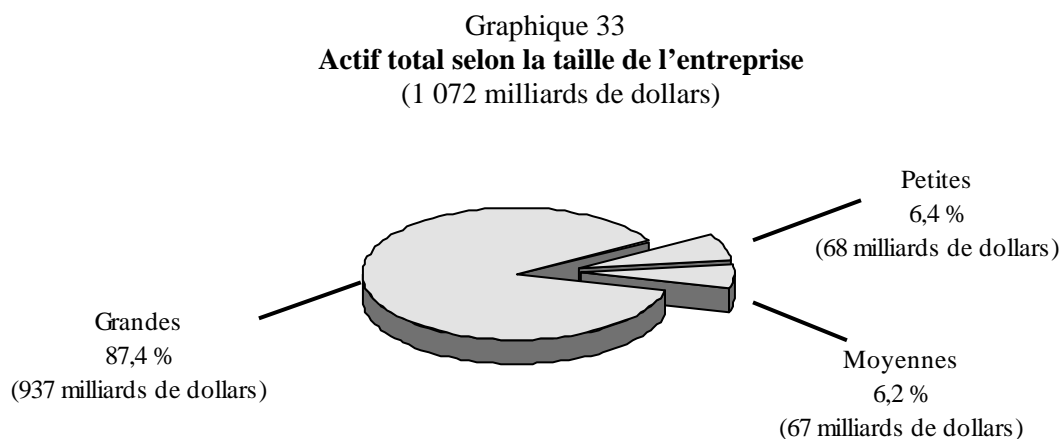
Sommaire des statistiques du bilan des sociétés autres que financières Québec – 2001

	Sociétés non imposées		Sociétés imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
Nombre de sociétés	110 825	2,0	103 269	-2,2	214 094	-0,1
Principales composantes du bilan (en millions de dollars)	Montant	(%)	Montant	(%)	Montant	(%)
— Actif						
Court terme	128 088	20,1	173 732	-6,5	301 819	3,2
Long terme	488 993	33,8	281 028	-12,3	770 022	12,2
Total	617 081	30,7	454 760	-10,2	1 071 841	9,5
— Passif						
Court terme	139 101	18,6	133 257	-8,7	272 358	3,5
Long terme	258 417	35,1	131 105	-8,4	389 522	16,5
Total	397 518	28,8	264 362	-8,5	661 879	10,7
— Avoir des actionnaires						
Capital-actions	217 584	44,3	79 241	-29,1	296 825	13,1
Bénéfices non répartis	60 701	9,4	118 105	5,6	178 806	6,9
Déficits accumulés	-58 723	37,6	-6 948	10,9	-65 670	34,2
Total	219 563	34,2	190 399	-12,4	409 961	7,6
— Total du passif et de l'avoir des actionnaires	617 081	30,7	454 760	-10,2	1 071 841	9,5

4.1 Le portrait de l'actif des sociétés

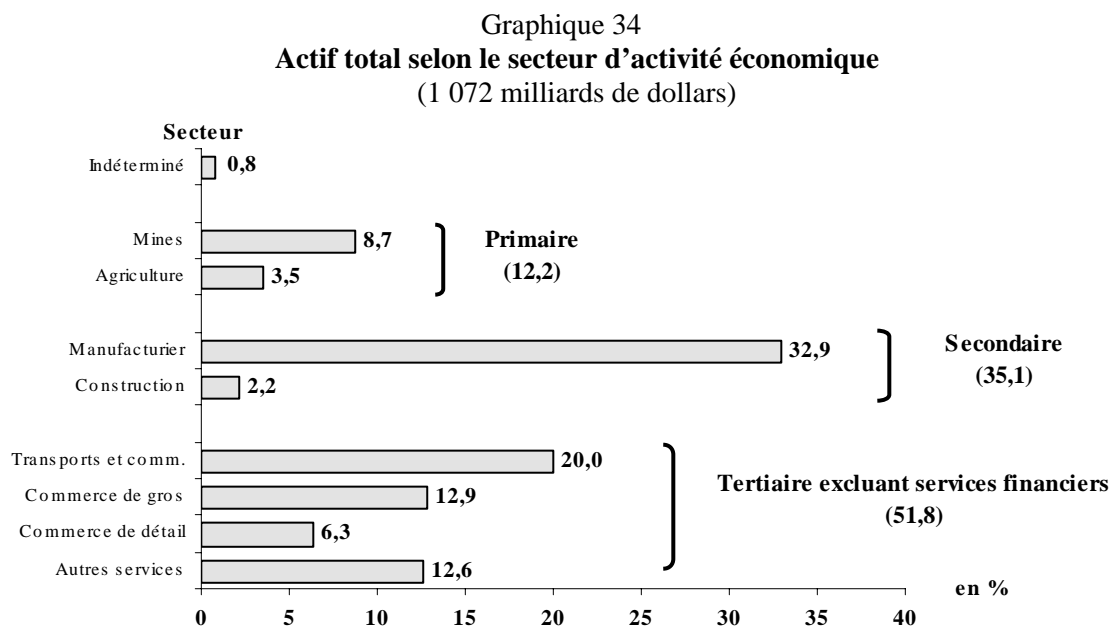
— Répartition selon la taille de l'entreprise

La répartition de l'actif selon la taille de l'entreprise montre que les grandes sociétés détiennent 87,4 % de l'actif total. Les petites sociétés en détiennent quant à elles 6,4 %, alors que la part des sociétés de taille moyenne est de 6,2 %.



— Répartition selon le secteur d'activité économique

La répartition de l'actif selon le secteur d'activité économique montre que le secteur manufacturier détient 32,9 % de l'actif des sociétés non financières. Le secteur des transports et des communications en possède 20,0 %, celui du commerce de gros, 12,9 %, et enfin le secteur des autres services, 12,6 %.



5. L'évolution historique

5.1 Le nombre de sociétés

Entre 1981 et 2001, le nombre de sociétés a augmenté de 138,3 %, soit une croissance annuelle moyenne de 4,4 %.

Par ailleurs, l'évolution du nombre de sociétés imposées est étroitement liée à la conjoncture économique. En effet, après avoir connu une croissance annuelle moyenne de 8,1 % entre 1982 et 1990, le nombre de sociétés imposées a diminué de 8,4 % entre 1990 et 1993 en raison notamment du ralentissement économique du début de la décennie. La situation s'est rétablie depuis lors, le nombre de sociétés imposées augmentant en moyenne de 6,2 % depuis 1993.

Tableau 17

Évolution du nombre de sociétés Québec – 1981 à 2001

Année d'imposition	Sociétés non imposées		Sociétés imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)	Nombre	Var. (%)
1981	61 007		56 049		117 056	
1982	67 675	10,9	54 327	-3,1	122 002	4,2
1983	74 067	9,4	58 638	7,9	132 705	8,8
1984	72 192	-2,5	71 767	22,4	143 959	8,5
1985	76 049	5,3	80 206	11,8	156 255	8,5
1986	80 400	5,7	88 594	10,5	168 994	8,2
1987	87 974	9,4	95 553	7,9	183 527	8,6
1988	99 777	13,4	99 297	3,9	199 074	8,5
1989	113 318	13,6	100 350	1,1	213 668	7,3
1990	120 613	6,4	101 068	0,7	221 681	3,8
1991	131 362	8,9	94 167	-6,8	225 529	1,7
1992	135 038	2,8	92 692	-1,6	227 730	1,0
1993	137 814	2,1	92 541	-0,2	230 355	1,2
1994	142 487	3,4	100 176	8,3	242 663	5,3
1995	138 285	-2,9	111 126	10,9	249 511	2,8
1996	147 884	6,9	117 266	5,5	265 150	6,3
1997	141 954	-4,0	124 709	6,3	266 663	0,6
1998	140 339	-1,1	131 400	5,4	271 739	1,9
1999	138 547	-1,3	129 731	-1,3	268 279	-1,3
2000	139 478	0,7	131 867	1,6	271 345	1,1
2001	146 378	4,9	132 533	0,5	278 911	2,8
Croissance¹ 1981 à 2001		4,5		4,4		4,4

¹ Taux annuel moyen.

5.2 Le revenu imposable, l'impôt à payer et le taux moyen d'imposition

Le revenu imposable au Québec a connu une croissance annuelle moyenne de 16,3 % entre 1985 et 1989. Au cours de la même période, l'impôt à payer au Québec a augmenté en moyenne de 23,6 % par année. La croissance plus élevée de l'impôt à payer au Québec est notamment attribuable à l'augmentation du taux moyen d'imposition en 1989 (18,2 %), résultant de la hausse du taux de la surtaxe des sociétés annoncée en mai 1989 (de 7,25 % à 12 %).

En 1990, en raison de la récession, le revenu imposable au Québec a diminué de 14,3 %, alors que l'impôt à payer au Québec a diminué de 18,2 %. Entre 1991 et 2001, le revenu imposable a augmenté de 107,1 %.

Tableau 18

Revenu imposable, impôt à payer et taux moyen d'imposition Québec – 1985 à 2001

Année d'imposition	Revenu imposable au Québec		Impôt à payer au Québec		Taux moyen d'imposition	
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	%	Var. (%)
1985	7 501		388		5,2	
1986	9 222	22,9	505	30,1	5,5	5,8
1987	10 895	18,1	638	26,3	5,9	6,9
1988	12 641	16,0	706	10,6	5,6	-4,6
1989	13 733	8,6	907	28,4	6,6	18,2
1990	11 763	-14,3	742	-18,2	6,3	-4,5
1991	11 814	0,4	787	6,1	6,7	5,7
1992	11 680	-1,1	862	9,5	7,4	10,8
1993	11 480	-1,7	1 000	16,0	8,7	18,0
1994	12 850	11,9	1 096	9,6	8,5	-2,1
1995	14 822	15,3	1 292	17,9	8,7	2,2
1996	16 835	13,6	1 511	17,0	9,0	3,0
1997	19 474	15,7	1 749	15,8	9,0	0,1
1998	20 942	7,5	1 938	10,8	9,3	3,0
1999	21 938	4,8	2 015	4,0	9,2	-0,7
2000	24 590	12,1	2 346	16,4	9,5	3,9
2001	24 465	-0,5	2 296	-2,1	9,4	-1,6
Croissance¹						
1985 à 1989		16,3		23,6		6,3
1990 à 2000		7,7		12,2		4,2
1985 à 2000		8,2		12,7		4,2
1985 à 2001		7,7		11,7		3,8

¹ Taux annuel moyen.

5.3 Le total des prélèvements fiscaux

Entre 1985 et 2001, la croissance annuelle moyenne des prélèvements fiscaux, soit l'impôt à payer au Québec, la taxe sur le capital et la cotisation au FSS, a été de 9,0 %. Au cours de cette période, les trois prélèvements fiscaux ont connu des croissances annuelles moyennes variant entre 7,7 % et 11,7 %.

Tableau 19
Impôt à payer, taxe sur le capital et cotisation au FSS
Québec – 1985 à 2001

Année d'imposition	Impôt à payer au Québec		Taxe sur le capital		Cotisation au FSS		Total des prélèvements fiscaux	
	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)	M\$	Var. (%)
1985	388		554		840		1 783	
1986	505	30,1	735	32,6	1 094	30,3	2 334	30,9
1987	638	26,3	842	14,5	1 267	15,8	2 747	17,7
1988	706	10,6	919	9,2	1 471	16,1	3 096	12,7
1989	907	28,4	1 019	10,8	1 615	9,8	3 540	14,3
1990	742	-18,2	1 148	12,7	1 634	1,2	3 523	-0,5
1991	787	6,1	1 247	8,6	1 689	3,4	3 723	5,7
1992	862	9,5	1 384	11,0	1 855	9,8	4 101	10,2
1993	1 000	16,0	1 425	2,9	1 835	-1,1	4 260	3,9
1994	1 096	9,6	1 432	0,5	1 900	3,5	4 428	3,9
1995	1 292	17,9	1 550	8,2	2 195	15,5	5 037	13,8
1996	1 511	17,0	1 716	10,7	2 372	8,1	5 599	11,2
1997	1 749	15,8	1 786	4,1	2 558	7,8	6 093	8,8
1998	1 938	10,8	1 909	6,9	2 832	10,7	6 679	9,6
1999	2 015	4,0	1 871	-2,0	3 535	24,8	7 421	11,1
2000	2 346	16,4	1 976	5,6	2 802	-20,7	7 124	-4,0
2001	2 296	-2,1	2 053	3,9	2 735	-2,4	7 084	-0,6
Croissance¹								
1985 à 2001		11,7		8,5		7,7		9,0

¹ Taux annuel moyen.

Partie II : Tableaux statistiques

Définitions des termes utilisés dans les tableaux

- 1— \$ Dollars.
- 2— 000 \$ Milliers de dollars.
- 3— * Donnée peu précise fournie à titre indicatif.
- 4— Néant, zéro ou donnée confidentielle.

TABLEAU 1
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1986		Année d'imposition 1987		Année d'imposition 1988	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	85 253	88 584	92 100	95 553	95 382	99 297
2 Revenu au Québec	90 560 061	142 275 690	110 076 594	171 335 806	119 100 294	188 449 618
3 Revenu imposable au Québec	5 774 597	9 179 896	6 948 598	10 863 778	7 831 658	12 624 027
4 Impôt à payer au Québec	302 619	505 261	400 420	638 096	420 746	705 965
5 Taxe sur le capital	150 201	314 994	191 314	406 377	217 054	458 353
6 Cotisation au FSS	418 834	667 185	488 680	788 083	581 374	938 418
7 Total des prélèvements fiscaux	871 655	1 487 441	1 080 415	1 832 558	1 219 175	2 102 736
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
8 Nombre de sociétés	163 349	168 994	177 446	183 527	192 907	199 074
9 Revenu au Québec	144 346 559	229 316 840	161 615 240	282 018 559	175 832 242	275 152 919
10 Revenu imposable au Québec	5 794 830	9 222 300	6 976 562	10 895 287	7 848 153	12 641 035
11 Impôt à payer au Québec	302 619	505 261	400 420	638 096	420 746	705 965
12 Taxe sur le capital	401 284	734 813	473 698	841 665	526 448	919 186
13 Cotisation au FSS	638 492	1 094 110	755 368	1 267 146	901 869	1 471 117
14 Total des prélèvements fiscaux	1 342 396	2 334 185	1 629 487	2 746 908	1 849 065	3 096 269

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1989		Année d'imposition 1990		Année d'imposition 1991	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	97 171	100 350	97 586	101 068	91 280	94 167
2 Revenu au Québec	117 559 285	176 869 309	118 746 152	176 015 537	109 598 717	158 311 646
3 Revenu imposable au Québec	8 736 375	13 610 389	8 050 927	11 746 806	8 159 136	11 807 422
4 Impôt à payer au Québec	579 856	906 607	501 222	741 694	542 677	787 064
5 Taxe sur le capital	218 614	482 241	240 437	463 738	245 357	478 687
6 Cotisation au FSS	577 706	917 733	577 252	862 751	564 595	831 850
7 Total des prélèvements fiscaux	1 376 176	2 306 581	1 318 912	2 068 184	1 352 629	2 097 596
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
8 Nombre de sociétés	207 637	213 668	209 690	221 680	216 930	225 530
9 Revenu au Québec	184 596 462	287 942 725	191 407 870	295 971 128	188 607 697	285 663 623
10 Revenu imposable au Québec	8 858 047	13 733 330	8 066 086	11 762 735	8 160 633	11 807 422
11 Impôt à payer au Québec	579 856	906 607	501 222	741 694	542 676	787 064
12 Taxe sur le capital	572 297	1 018 818	662 105	1 147 840	720 379	1 246 669
13 Cotisation au FSS	1 029 403	1 614 986	1 004 111	1 633 649	1 036 960	1 689 208
14 Total des prélèvements fiscaux	2 181 556	3 540 411	2 167 440	3 523 184	2 300 015	3 722 941

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1992		Année d'imposition 1993		Année d'imposition 1994	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	89 423	92 692	89 408	92 541	96 772	100 176
2 Revenu au Québec	106 549 954	154 957 106	116 755 711	168 708 435	121 002 935	183 087 949
3 Revenu imposable au Québec	8 386 116	11 557 886	7 780 355	11 435 886	8 448 366	12 713 390
4 Impôt à payer au Québec	613 541	861 944	664 787	999 529	709 511	1 096 061
5 Taxe sur le capital	245 404	405 290	264 318	443 826	275 807	469 335
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	18 019	82 286	22 878	110 057	20 126	107 749
7 Cotisation au FSS	581 479	874 444	621 353	939 794	700 352	1 043 785
8 Total des prélèvements fiscaux	1 458 443	2 223 964	1 573 336	2 493 206	1 705 796	2 716 930
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
9 Nombre de sociétés	218 196	227 730	223 029	230 355	234 874	242 663
10 Revenu au Québec	181 437 973	278 089 540	196 649 280	296 348 460	197 666 872	302 633 461
11 Revenu imposable au Québec	8 507 093	11 680 288	7 821 581	11 479 839	8 575 229	12 850 202
12 Impôt à payer au Québec	613 541	861 944	664 787	999 529	709 511	1 096 061
13 Taxe sur le capital	756 861	1 161 527	785 872	1 197 100	811 618	1 220 737
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	40 402	222 786	58 476	227 887	46 370	211 497
15 Cotisation au FSS	1 133 128	1 854 792	1 135 464	1 835 375	1 211 410	1 900 021
16 Total des prélèvements fiscaux	2 543 932	4 101 049	2 644 599	4 259 891	2 778 909	4 428 316

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1995		Année d'imposition 1996		Année d'imposition 1997	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	107 820	111 226	113 801	117 265	121 330	124 709
2 Revenu au Québec	142 117 654	215 743 913	148 068 225	222 797 657	157 502 200	242 165 094
3 Revenu imposable au Québec	9 512 876	14 812 356	10 608 983	16 827 686	10 608 983	19 375 331
4 Impôt à payer au Québec	817 274	1 291 869	952 015	1 511 175	988 809	1 748 819
5 Taxe sur le capital	336 740	589 573	389 680	687 125	403 060	755 754
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	22 569	98 070	22 687	160 916	27 711	182 713
7 Cotisation au FSS	891 689	1 299 320	891 689	1 423 189	1 080 419	1 609 222
8 Total des prélèvements fiscaux	2 068 272	3 278 832	2 256 071	3 782 405	2 499 999	4 296 508
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
9 Nombre de sociétés	243 479	249 511	259 256	265 150	260 596	266 663
10 Revenu au Québec	227 614 161	344 567 611	232 751 381	349 017 212	238 225 725	366 671 245
11 Revenu imposable au Québec	9 520 912	14 882 048	10 616 044	16 824 909	11 260 715	19 474 254
12 Impôt à payer au Québec	817 274	1 291 869	952 015	1 511 175	988 809	1 748 819
13 Taxe sur le capital	898 099	1 341 572	997 402	1 506 828	999 578	1 548 891
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	41 239	208 704	44 212	209 478	48 529	237 196
15 Cotisation au FSS	1 436 985	2 195 209	1 520 797	2 371 839	1 652 513	2 557 762
16 Total des prélèvements fiscaux	3 193 597	5 037 354	3 514 426	5 599 320	3 689 429	6 092 668

TABLEAU 1 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 1998		Année d'imposition 1999		Année d'imposition 2000	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES						
1 Nombre de sociétés	127 643	131 400	125 446	129 731	127 360	131 867
2 Revenu au Québec	178 059 731	278 175 198	174 848 630	279 016 227	214 795 866	318 077 662
3 Revenu imposable au Québec	12 635 548	20 924 509	12 759 736	21 920 379	14 762 933	24 079 867
4 Impôt à payer au Québec	1 126 269	1 937 610	1 174 010	2 015 268	1 478 731	2 345 930
5 Taxe sur le capital	458 627	870 984	454 091	825 190	512 562	870 863
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	29 346	150 662	37 608	159 571	43 422	197 987
7 Cotisation au FSS	1 171 741	1 870 328	1 263 168	2 005 057	1 098 448	1 745 370
8 Total des prélèvements fiscaux	2 785 983	4 829 584	2 928 877	5 005 086	3 133 163	5 160 150
TOUTES LES SOCIÉTÉS						
9 Nombre de sociétés	264 444	271 739	260 232	268 279	264 319	271 345
10 Revenu au Québec	257 655 556	403 404 601	252 208 823	412 806 913	312 738 765	490 241 955
11 Revenu imposable au Québec	12 635 548	20 924 509	12 759 736	21 920 379	14 762 933	24 079 867
12 Impôt à payer au Québec	1 126 269	1 937 610	1 174 010	2 015 268	1 478 731	2 345 930
13 Taxe sur le capital	756 288	1 679 194	718 259	1 655 543	790 303	1 737 112
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	58 503	229 422	64 877	215 317	55 437	239 367
15 Cotisation au FSS	1 774 249	2 832 048	2 258 918	3 534 513	1 665 153	2 801 849
16 Total des prélèvements fiscaux	3 715 309	6 678 274	4 216 064	7 420 641	3 989 624	7 124 258

TABLEAU 1 (fin)
Sommaire des statistiques fiscales des sociétés
Québec — 1986 à 2001
 (nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Année d'imposition 2001	
	Sociétés faisant des affaires au Québec seulement	Toutes les sociétés
SOCIÉTÉS IMPOSÉES		
1 Nombre de sociétés	128 571	132 533
2 Revenu au Québec	202 036 314	309 714 515
3 Revenu imposable au Québec	15 303 964	23 841 012
4 Impôt à payer au Québec	1 513 959	2 296 445
5 Taxe sur le capital	491 187	851 135
6 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	72 282	199 107
7 Cotisation au FSS	961 013	1 692 520
8 Total des prélèvements fiscaux	3 038 441	5 039 207
TOUTES LES SOCIÉTÉS		
9 Nombre de sociétés	271 997	278 911
10 Revenu au Québec	301 473 790	480 266 311
11 Revenu imposable au Québec	15 303 964	23 841 012
12 Impôt à payer au Québec	1 513 959	2 296 445
13 Taxe sur le capital	861 364	1 806 776
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	80 895	246 028
15 Cotisation au FSS	1 459 108	2 734 638
16 Total des prélèvements fiscaux	3 915 326	7 083 887

TABLEAU 2
Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Moins de 10 %		Entre 10 % et 20 %		Entre 20 % et 30 %		Entre 30 % et 40 %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Sociétés non imposées	1 236		534		352		159	
2 Revenu au Québec	554	9 128 840	401	8 936 494	276	4 116 136	143	5 110 387
3 Taxe sur le capital à payer	1 029	25 528	517	41 620	346	15 209	156	20 338
4 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	71	4 031	14	10 218	7	19 992	0	0
5 Sociétés imposées	1 199		787		369		320	
6 Revenu au Québec	1 018	13 134 318	666	18 256 333	332	10 049 590	188	12 802 530
7 Revenu imposable au Québec	1 199	837 335	787	1 192 209	369	609 297	320	1 255 080
8 Impôt à payer au Québec	1 199	77 280	787	110 495	369	55 584	320	113 606
9 Taxe sur le capital à payer	1 186	38 605	765	56 285	340	32 992	317	65 498
10 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	13	2 619	22	48 152	29 *	23 715	3 *	5 311
11 Toutes les sociétés	2 435		1 321		721		479	
12 Revenu au Québec	1 571	22 263 158	1 068	27 192 827	609	14 165 726	331	17 912 917
13 Taxe sur le capital à payer	2 215	64 133	1 282	97 906	685	48 202	473	85 837
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	84	6 650	36	58 371	36	43 708	6 *	9 377
15 Cotisation au Fonds des services de santé	1 421	89 107	1 009	182 992	581	84 436	451	185 740
16 Total de prélèvements fiscaux	2 307	237 172	1 319	449 765	721	231 932	479	394 561

TABLEAU 2 (suite)
Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Entre 40 % et 50 %		Entre 50 % et 60 %		Entre 60 % et 70 %		Entre 70 % et 80 %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Sociétés non imposées	54		113		155		189	
2 Revenu au Québec	44	3 496 970	110	5 885 205	145 *	4 884 047	147 *	14 057 547
3 Taxe sur le capital à payer	54	26 528	113 *	32 429	155 *	67 239	189	37 271
4 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
5 Sociétés imposées	192		466		108		141	
6 Revenu au Québec	177	4 081 975	341	6 981 254	101	2 540 129	139	17 283 044
7 Revenu imposable au Québec	192	427 438	466 *	858 237	108	328 285	141	373 456
8 Impôt à payer au Québec	192	38 915	466 *	78 587	108	33 270	141	34 469
9 Taxe sur le capital à payer	191	21 816	464 *	31 439	108 *	22 479	140 *	35 173
10 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
11 Toutes les sociétés	246		579		263		330	
12 Revenu au Québec	221	7 578 945	452	12 866 459	246	7 424 177	286 *	31 340 592
13 Taxe sur le capital à payer	245	48 344	578	63 869	263 *	89 718	329	72 445
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
15 Cotisation au Fonds des services de santé	149	72 777	422	94 579	256	91 953	288	180 802
16 Total de prélèvements fiscaux	246	161 917	579	237 036	263	214 942	330	287 716

TABLEAU 2 (fin)
Sommaire des statistiques fiscales selon la proportion des affaires faites au Québec
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Entre 80 % et 90 %		Entre 90 % et 99,9 %		100 %		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Sociétés non imposées	55		106		143 426		146 378	
2 Revenu au Québec	45 *	11 630 972	88	3 867 717	117 609	99 437 475	119 562	170 551 795
3 Taxe sur le capital à payer	55 *	302 624	105 *	16 673	124 745	370 176	127 464	955 640
4 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	12 *	8 612	106	46 920
5 Sociétés imposées	214		166		128 571		132 533	
6 Revenu au Québec	177	12 497 401	139	10 051 621	127 124	202 036 314	130 402	309 714 515
7 Revenu imposable au Québec	214	2 050 260	166	605 446	128 571	15 303 964	132 533	23 841 012
8 Impôt à payer au Québec	214	187 504	166	52 771	128 571	1 513 959	132 533	2 296 445
9 Taxe sur le capital à payer	206	29 881	162	25 774	127 892	491 187	131 769	851 135
10 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	7	4	4 *	45 139	76 *	72 282	158	199 107
11 Toutes les sociétés	269		272		271 997		278 911	
12 Revenu au Québec	221	332 506	227	13 919 339	244 733	301 473 790	249 964	480 266 311
13 Taxe sur le capital à payer	261 *	332 506	266	42 447	252 637	861 364	259 233	1 806 776
14 Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance	7	4	4 *	45 139	88	80 895	264	246 028
15 Cotisation au Fonds des services de santé	245	169 459	267	123 680	143 285	1 459 108	148 375	2 734 638
16 Total de prélèvements fiscaux	269	689 474	272	264 040	257 583	3 915 326	264 367	7 083 888

TABLEAU 3
Statistiques fiscales détaillées des sociétés imposées et non imposées
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Sociétés imposées		Sociétés non imposées		Toutes les sociétés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	132 533		146 378		278 911	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	131 084	762 109 204	120 480	467 457 245	251 564	1 229 566 449
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	132 320	71 691 656	133 695	5 954 264	266 014	77 645 920
4 dont : bénéfice net positif	123 008	73 811 487	52 369	30 450 725	175 377	104 262 212
5 bénéfice net négatif	9 312 *	-2 119 831	81 326	-24 496 461	90 637	-26 616 292
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	106 140	18 387 443	84 039	17 508 873	190 178	35 896 316
7 Autres dépenses non admissibles	113 651	60 919 084	83 598	44 526 858	197 249	105 445 943
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	100 389	17 531 344	58 810	16 962 066	159 198	34 493 410
9 Autres déductions admissibles	93 304	61 315 542	63 332	41 543 184	156 636	102 858 727
10 Revenu net aux fins de l'impôt	132 533	72 151 297	121 994	9 484 745	254 527	81 636 043
11 dont : revenu net positif	132 533	72 151 297	44 857	28 141 996	177 390	100 293 294
12 revenu net négatif	0	0	77 137	-18 657 251	77 137	-18 657 251
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	11 116 *	316 589	1 566	52 998	12 682	369 587
14 Dividendes imposables déductibles	24 329 *	18 292 365	11 708	21 882 140	36 038	40 174 505
15 Pertes d'autres années déductibles	21 109	2 401 472	23 657	6 952 327	44 766	9 353 799
16 Total des déductions	24 329	21 010 426	23 657	28 887 465	44 766	49 897 891
17 Revenu imposable total	132 533	50 923 561	15 368	1 406 186	147 901	52 329 748
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	111 199	51 087 708	30 969	8 594 464	142 167	59 682 173
19 Impôt total	132 533	4 800 449			132 533	4 800 449
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	132 533	47,84			132 533	47,84
21 Impôt à payer au Québec	132 533	2 296 445			132 533	2 296 445
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	126 488	324 146 986	100 106	352 610 454	226 594	676 757 441
23 Taxe sur le capital à payer	131 769	851 135	127 464	955 640	259 233	1 806 776
24 Primes d'assurance de personnes	63	5 238 205	77 *	601 984	140	5 840 189
25 Primes d'assurance de dommages	87	3 144 881	27	1 160 532	114	4 305 414
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	158	199 107	106	46 920	264	246 028
27 Total de la taxe sur le capital	131 927	1 050 242	127 569	1 002 561	259 497	2 052 804
28 Cotisation au FSS	87 529	1 692 520	60 846	1 042 118	148 375	2 734 638
29 Total des prélèvements fiscaux	132 533	5 039 207	131 835	2 044 680	264 367	7 083 888

TABEAU 4
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Bas-Saint-Laurent (01)		Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)		Capitale-Nationale (03)		Mauricie-Bois-Francis (04)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	7 032		8 569		21 237		16 931	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	6 629	6 640 282	7 630	7 403 541	17 585	23 813 304	14 779	16 019 846
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	6 916	541 606	8 296	271 109	20 256	1 839 254	15 078	863 559
4 dont : bénéfice net positif	4 426	599 108	5 085	441 173	11 780	2 253 472	9 378	1 157 430
5 bénéfice net négatif	2 490	-57 502	3 211 *	-170 064	8 476 *	-414 218	5 700	-293 871
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	4 962	239 402	6 391	296 120	15 070	578 889	12 395	578 688
7 Autres dépenses non admissibles	5 286	284 522	6 535	313 690	16 035	2 308 034	12 112	894 016
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	4 049	217 004	5 088	249 937	12 472	662 533	8 581	472 039
9 Autres déductions admissibles	4 593	451 755	5 588 *	317 241	14 817	2 585 467	9 407	967 275
10 Revenu net aux fins de l'impôt	6 028	396 770	8 071	313 741	19 812	1 478 176	14 360	896 949
11 dont : revenu net positif	4 157	469 408	5 015	445 502	12 016	1 734 166	9 318	1 041 578
12 revenu net négatif	1 871 *	-72 638	3 056 *	-131 761	7 796 *	-255 990	5 042	-144 629
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	8	98	80 *	50	449 *	2 522	289 *	631
14 Dividendes imposables déductibles	727 *	163 099	1 093 *	132 972	2 826 *	255 382	2 448 *	175 622
15 Pertes d'autres années déductibles	1 146 *	12 088	843 *	29 280	2 520 *	96 468	1 264	73 875
16 Total des déductions	1 146 *	175 285	1 093 *	162 302	2 826 *	354 372	2 448 *	250 128
17 Revenu imposable total	3 133	269 518	4 248	263 649	10 670	1 382 959	8 442	793 944
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	3 844	283 017	3 701	263 294	9 764	1 384 009	8 299	814 101
19 Impôt total	2 694	23 990	3 953	25 491	9 993	131 824	7 368	70 365
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	2 694	97.88	3 953	100.00	9 993	98.33	7 368	98.70
21 Impôt à payer au Québec	2 694	23 482	3 953	25 491	9 993	129 617	7 368	69 447
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	5 766	2 710 779	7 293	3 538 071	17 436	9 171 276	13 229	7 430 534
23 Taxe sur le capital à payer	6 188	16 249	7 854	22 624	20 044	58 224	14 899	44 489
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	5 *	1 054 899	0 *	0
25 Primes d'assurance de dommages	3	26 899	0	0	47 *	827 177	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	3	806	0	0	52 *	45 913	0 *	0
27 Total de la taxe sur le capital	6 191	17 056	7 855	23 259	20 096	104 137	14 904	46 318
28 Cotisation au FSS	4 660	28 863	5 461	37 646	11 433	126 115	8 457	94 537
29 Total des prélèvements fiscaux	6 571	69 402	8 021	86 397	20 350	359 870	15 023	210 303

TABLEAU 4 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Estrie (05)		Montréal (06)		Outaouais (07)		Abitibi-Témiscamingue (08)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	10 473		82 594		6 718		5 201	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	9 627	9 414 288	74 789	311 041 906	6 174	4 892 681	4 622	4 172 889
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	9 816	600 134	78 252	28 629 349	6 497	203 069	4 904	203 713
4 dont : bénéfice net positif	6 769	734 036	52 088	37 107 280	3 648	350 154	3 165	290 523
5 bénéfice net négatif	3 047	-133 902	26 164	-8 477 931	2 849	-147 085	1 739 *	-86 810
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	6 923	321 141	50 319	9 764 198	5 555	194 992	3 428	163 088
7 Autres dépenses non admissibles	7 473	431 818	50 422	34 144 251	4 533	165 113	3 563	186 159
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	5 712	278 423	45 082	8 726 228	4 717	152 715	2 810	122 404
9 Autres déductions admissibles	6 197	515 210	38 075	36 860 941	2 988	225 858	3 217	253 899
10 Revenu net aux fins de l'impôt	9 536	559 460	75 633	26 950 629	5 793	184 601	4 760	176 658
11 dont : revenu net positif	7 068	714 699	54 770	32 697 449	3 460	298 092	3 269	249 411
12 revenu net négatif	2 468	-155 239	20 863	-5 746 820	2 333	-113 491	1 491 *	-72 753
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	118 *	1 983	6 337 *	180 611	124 *	2 181	5	52
14 Dividendes imposables déductibles	2 045 *	203 712	8 720	14 675 949	424 *	37 627	708 *	45 042
15 Pertes d'autres années déductibles	1 688 *	22 010	18 373 *	3 429 398	1 006 *	18 295	406	18 246
16 Total des déductions	2 045 *	227 705	18 373	18 285 958	1 006 *	58 103	708 *	63 340
17 Revenu imposable total	5 510	495 336	45 173	14 662 625	2 969	240 126	2 642	184 365
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	5 558	459 246	39 540	17 275 252	2 685	237 508	2 857	191 937
19 Impôt total	5 177	46 085	40 361	1 353 584	2 743	20 684	2 305	16 787
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	5 177	95,20	40 361	71,88	2 743	94,68	2 305	97,21
21 Impôt à payer au Québec	5 177	43 875	40 361	972 943	2 743	19 585	2 305	16 318
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	8 770	4 744 662	67 720	211 109 407	5 443	2 438 178	4 233	1 930 817
23 Taxe sur le capital à payer	9 989	29 252	75 982	958 082	6 269	15 172	4 786	11 934
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	11	449 366	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	4 *	756 167	0	0	5 *	31 155
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	14	31 677	0	0	5 *	934
27 Total de la taxe sur le capital	9 991	29 811	75 997	989 759	6 269	15 172	4 790	12 868
28 Cotisation au FSS	4 842	52 895	41 241	1 224 927	3 795	21 133	3 297	24 597
29 Total des prélèvements fiscaux	10 025	126 582	77 562	3 187 630	6 328	55 891	4 887	53 784

TABLEAU 4 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Côte-Nord (09)		Nord-du-Québec (10)		Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)		Chaudière-Appalaches (12)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	2 604		676		2 816		15 076	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	2 307	4 356 158	620 *	1 022 160	2 505	1 576 808	13 114	24 570 901
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	2 586	403 140	669	351 454	2 660	64 994	14 645	604 739
4 dont : bénéfice net positif	1 355	521 327	381 *	361 539	1 262	101 222	9 251	1 900 864
5 bénéfice net négatif	1 231	-118 187	288 *	-10 085	1 398	-36 228	5 394 *	-1 296 125
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	1 920	233 915	460	32 286	1 893	40 869	10 653	588 743
7 Autres dépenses non admissibles	1 974	175 562	454	27 865	1 870	52 201	11 708 *	5 601 792
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	1 707	149 152	389	35 181	1 751	28 943	8 622	599 298
9 Autres déductions admissibles	1 688	124 808	397 *	310 432	1 610	82 134	11 334	4 775 419
10 Revenu net aux fins de l'impôt	2 411	538 657	593	65 992	2 431	46 987	13 962	1 420 557
11 dont : revenu net positif	1 412	589 899	391	70 215	1 329	75 999	10 429	1 583 798
12 revenu net négatif	999	-51 242	202 *	-4 223	1 102 *	-29 012	3 533	-163 241
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	66	445	11	18	0	0	323 *	2 354
14 Dividendes imposables déductibles	154	188 842	89 *	12 423	314	3 337	1 965	525 962
15 Pertes d'autres années déductibles	340 *	9 093	103	2 394	324 *	3 272	2 799 *	103 989
16 Total des déductions	340 *	198 380	103 *	14 835	324 *	6 609	2 799 *	632 305
17 Revenu imposable total	1 139	386 465	316	54 709	1 151	63 042	7 681	995 462
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 160	386 987	307	53 513	1 212	61 113	9 053	1 022 577
19 Impôt total	1 022	35 113	259	4 415	1 100	5 963	6 769	92 992
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	1 022	85,56	259	99,02	1 100	100,00	6 769	97,90
21 Impôt à payer au Québec	1 022	30 044	259	4 372	1 100	5 963	6 769	91 035
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	2 270	3 129 772	527	391 121	2 092	482 704	11 988	10 266 677
23 Taxe sur le capital à payer	2 391	14 541	584	2 186	2 403	3 170	13 935	60 718
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	3 *	1 346 759
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	17 *	910 454
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	20 *	54 249
27 Total de la taxe sur le capital	2 391	14 541	584	2 186	2 403	3 170	13 955	114 968
28 Cotisation au FSS	1 562	24 123	369	4 886	1 775	6 824	9 020	137 556
29 Total des prélèvements fiscaux	2 443	68 709	618	11 445	2 607	15 958	14 647	343 559

TABLEAU 4 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Laval (13)		Lanaudière (14)		Laurentides (15)		Montérégie (16)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	13 620		13 558		17 888		47 005	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	12 286	18 653 030	12 604	11 704 216	16 476	14 955 239	43 574	62 010 459
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	13 178	851 350	12 925	483 354	17 277	751 839	45 847	3 965 824
4 dont : bénéfice net positif	9 448	1 652 050	7 759	630 096	12 573	1 056 839	32 914	5 617 316
5 bénéfice net négatif	3 730 *	-800 700	5 166 *	-146 742	4 704	-305 000	12 933 *	-1 651 492
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	9 865	374 991	10 350	285 679	11 843	367 532	33 165	1 435 833
7 Autres dépenses non admissibles	11 371 *	818 454	9 006	288 530	12 356	345 669	37 074	2 938 113
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	8 013	341 730	9 005	269 150	9 637	394 796	27 090	1 449 151
9 Autres déductions admissibles	7 589	537 610	7 340	342 755	8 955 *	405 851	27 758	3 463 098
10 Revenu net aux fins de l'impôt	12 943	1 165 455	12 633	445 657	17 102	664 392	42 497	3 427 522
11 dont : revenu net positif	9 867	1 629 468	7 511	563 088	12 363	1 062 539	30 670	4 762 784
12 revenu net négatif	3 076 *	-464 013	5 122 *	-117 431	4 739	-398 147	11 827 *	-1 335 262
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	761	2 669	77 *	434	766 *	3 558	1 804	8 471
14 Dividendes imposables déductibles	2 550 *	685 042	1 627 *	51 935	2 733 *	351 946	6 870 *	1 083 519
15 Pertes d'autres années déductibles	2 473 *	72 717	1 416 *	27 425	1 876 *	58 704	6 879 *	209 150
16 Total des déductions	2 550	760 428	1 627 *	79 794	2 733 *	414 208	6 879 *	1 301 140
17 Revenu imposable total	8 434	991 148	6 303	491 265	9 864	660 256	26 849	3 584 282
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	7 160	974 640	6 500	496 717	9 868	659 612	26 724	3 448 473
19 Impôt total	7 822	91 963	4 914	40 748	9 388	60 060	23 453	329 930
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	7 822	93,89	4 914	97,09	9 388	96,21	23 453	96,11
21 Impôt à payer au Québec	7 822	86 347	4 914	39 564	9 388	57 784	23 453	317 096
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	12 116	7 864 818	10 682	4 224 989	15 086	6 291 246	36 209	24 497 437
23 Taxe sur le capital à payer	13 130	42 205	12 720	25 513	17 577	38 886	44 294	147 228
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	3 *	1 615
27 Total de la taxe sur le capital	13 130	42 205	12 721	25 860	17 577	38 886	44 298	148 843
28 Cotisation au FSS	6 218	100 192	8 385	47 577	8 758	70 193	25 246	266 605
29 Total des prélèvements fiscaux	13 132	228 745	13 142	113 001	17 587	166 864	45 057	732 545

TABLEAU 4 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Hors-Québec		Indéterminée		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	6 913		0		278 911	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	6 243	707 318 743	0	0	251 564	1 229 566 449
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	6 210	37 017 434	0	0	266 012	77 645 921
4 dont : bénéfice net positif	4 094	49 487 777	0	0	175 376	104 262 206
5 bénéfice net négatif	2 116	-12 470 343	0	0	90 636	-26 616 285
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	4 986	20 399 943	0	0	190 178	35 896 309
7 Autres dépenses non admissibles	5 478	56 470 146	0	0	197 250	105 445 935
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	4 472	20 344 717	0	0	159 197	34 493 401
9 Autres déductions admissibles	5 085	50 638 966	0	0	156 638	102 858 719
10 Revenu net aux fins de l'impôt	5 963	42 903 839	0	0	254 528	81 636 042
11 dont : revenu net positif	4 347	52 305 191	0	0	177 392	100 293 286
12 revenu net négatif	1 616	-9 401 352	0	0	77 136	-18 657 244
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	1 463	163 504	0	0	12 681	369 581
14 Dividendes imposables déductibles	746 *	21 582 086	0	0	36 039	40 174 497
15 Pertes d'autres années déductibles	1 310	5 167 385	0	0	44 766	9 353 789
16 Total des déductions	1 463	26 912 975	0 *	0	44 766	49 897 867
17 Revenu imposable total	3 375	26 810 590	0	0	147 899	52 329 741
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	3 936	31 670 170	0	0	142 168	59 682 166
19 Impôt total	3 211	2 450 456	0	0	132 532	4 800 449
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	3 211	14,83	0	-	132 532	47,84
21 Impôt à payer au Québec	3 211	363 474	0	0	132 532	2 296 437
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	5 735	376 534 946	0	0	226 595	676 757 434
23 Taxe sur le capital à payer	6 187	316 295	0	0	259 232	1 806 768
24 Primes d'assurance de personnes	114	2 816 955	0	0	133	5 667 979
25 Primes d'assurance de dommages	33	1 702 204	0	0	109	4 254 056
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	158	107 461	0	0	255	242 655
27 Total de la taxe sur le capital	6 345	423 756	0	0	259 497	2 052 795
28 Cotisation au FSS	3 854	465 964	0	0	148 373	2 734 633
29 Total des prélèvements fiscaux	6 368	1 253 195	0	0	264 368	7 083 880

TABLEAU 5
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	0 \$ à 100 \$		100 \$ à 200 \$		200 \$ à 500 \$		500 \$ à 1 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	124 998		34 267		48 159		26 534	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	97 652	3 567 275	34 267	5 020 022	48 159	15 719 967	26 534	18 768 455
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	113 133	-2 746 969	33 995	769 210	47 694	814 835	26 465	1 460 327
4 dont : bénéfice net positif	57 373	927 962	25 626	1 103 886	34 597	1 874 237	21 312	1 977 477
5 bénéfice net négatif	55 760 *	-3 674 931	8 369 *	-334 676	13 097 *	-1 059 402	5 153 *	-517 150
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	55 968 *	498 712	28 796	238 301	41 322	782 564	24 225	708 675
7 Autres dépenses non admissibles	71 976 *	2 604 868	26 490 *	263 972	36 296	1 578 940	22 718	1 093 370
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	41 366 *	377 569	22 075	194 099	35 744	699 042	22 360	597 500
9 Autres déductions admissibles	51 167 *	39 402	21 670 *	145 967	30 304 *	948 426	18 578 *	1 230 505
10 Revenu net aux fins de l'impôt	108 875	-60 360	32 833	931 416	45 048	1 528 872	25 132	1 434 368
11 dont : revenu net positif	61 239	1 257 757	25 049	1 246 117	34 837	2 267 141	20 565	1 814 222
12 revenu net négatif	47 636 *	-1 318 117	7 784 *	-314 701	10 211 *	-738 269	4 567 *	-379 854
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	1 618 *	689	623 *	428	1 884 *	3 740	2 213 *	1 566
14 Dividendes imposables déductibles	20 025 *	432 101	2 872 *	319 699	5 660 *	797 479	2 412 *	193 674
15 Pertes d'autres années déductibles	21 753	104 977	4 773 *	30 287	9 136	159 799	2 782 *	58 067
16 Total des déductions	21 753 *	537 767	4 773 *	350 414	9 136 *	961 018	2 782	253 307
17 Revenu imposable total	44 596	775 386	22 476	907 833	29 530	1 320 421	19 219	1 558 026
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	36 174	547 115	21 587	833 513	31 152	1 210 757	18 939	1 238 470
19 Impôt total	39 242	85 758	17 391	51 601	26 575	123 239	18 291	162 776
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	39 242	99,93	17 391	99,68	26 575	99,10	18 291	99,09
21 Impôt à payer au Québec	39 242 *	85 697	17 391	51 435	26 575	122 125	18 291 *	161 287
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	94 371	19 190 818	25 149	7 060 036	41 722	14 101 558	24 263 *	12 561 528
23 Taxe sur le capital à payer	110 219	123 030	33 293 *	32 034	46 325	81 355	26 108 *	74 718
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	110 219	123 030	33 294 *	32 034	46 325	81 355	26 108 *	74 718
28 Cotisation au FSS	26 971 *	34 808	21 272	25 552	37 117	87 129	23 342	114 992
29 Total des prélèvements fiscaux	112 622	243 536	33 393	109 023	47 809	290 610	26 504	350 997

TABLEAU 5 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	1 000 \$ à 5 000 \$		5 000 \$ à 15 000 \$		15 000 \$ à 25 000 \$		25 000 \$ à 50 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	31 090		7 906		1 874		1 668	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	31 090	64 300 168	7 906	66 015 722	1 874	36 015 393	1 668	57 216 575
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	30 917	4 052 652	7 876	4 475 960	1 870	2 501 867	1 662	4 512 850
4 dont : bénéfice net positif	25 225	6 020 117	6 559	5 639 978	1 511 *	2 943 524	1 383 *	6 028 478
5 bénéfice net négatif	5 692	-1 967 465	1 317	-1 164 018	359	-441 657	279	-1 515 628
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	27 136	2 003 185	7 320	1 382 857	1 688	909 274	1 485	1 440 485
7 Autres dépenses non admissibles	26 639	3 496 649	7 457	2 772 268	1 741	1 190 814	1 586 *	3 215 631
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	25 534	1 883 778	7 025	1 268 648	1 631	1 028 891	1 468	1 565 391
9 Autres déductions admissibles	22 654 *	4 220 616	6 774	3 717 286	1 675	1 514 170	1 490 *	1 491 545
10 Revenu net aux fins de l'impôt	29 219	3 448 092	7 707	3 645 151	1 831	2 058 894	1 637	9 095 120
11 dont : revenu net positif	24 543	4 902 333	6 515	4 294 269	1 493	2 472 501	1 368 *	10 069 279
12 revenu net négatif	4 676 *	-1 454 241	1 192	-649 118	338	-413 607	269	-974 159
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	2 709 *	74 323	1 476	16 975	440 *	4 800	570	24 736
14 Dividendes imposables déductibles	3 087 *	1 206 144	829	927 476	288 *	712 296	278 *	6 798 017
15 Pertes d'autres années déductibles	3 715	271 291	1 528 *	508 111	288	172 368	296 *	760 485
16 Total des déductions	3 715 *	1 551 758	1 528	1 452 562	440	889 464	570	7 583 238
17 Revenu imposable total	22 454	3 335 695	5 611	2 823 574	1 319	1 558 408	1 222	2 537 208
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	23 711	3 912 076	6 255	2 997 142	1 395	1 571 662	1 283	2 532 723
19 Impôt total	21 546	322 121	5 537	274 301	1 289	145 544	1 211	245 883
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	21 546	97,02	5 537	82,19	1 289	83,50	1 211	58,80
21 Impôt à payer au Québec	21 546	312 527	5 537	225 444	1 289	121 534	1 211	144 574
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	28 132	35 656 413	7 511	23 381 093	1 784	16 932 080	1 569	25 841 812
23 Taxe sur le capital à payer	30 010	196 736	7 674	118 319	1 836	68 296	1 641	75 510
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	66 *	47 626	0	0	9 *	126 139
25 Primes d'assurance de dommages	45 *	228 175	16 *	139 485	6 *	95 473	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	45 *	6 845	82 *	5 174	6 *	2 864	9 *	2 522
27 Total de la taxe sur le capital	30 055	203 582	7 756	123 493	1 842	71 160	1 650	78 033
28 Cotisation au FSS	27 406	342 143	7 067	346 967	1 659	152 687	1 508	217 592
29 Total des prélèvements fiscaux	30 398	858 253	7 845	695 906	1 867	345 382	1 663	440 200

TABLEAU 5 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	50 000 \$ à 200 000 \$		200 000 \$ et plus		Toutes les tranches	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	1 657		759		278 911	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	1 657	158 242 193	759	804 700 680	251 564	1 229 566 449
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	1 647	9 525 513	756	76 017 758	266 014	130 878 504
4 dont : bénéfice net positif	1 220	13 597 833	570	64 148 716	175 377	104 262 212
5 bénéfice net négatif	427 *	-4 072 320	186	11 869 042	90 637	26 616 292
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	1 543	4 543 032	695	23 389 226	190 178	35 896 316
7 Autres dépenses non admissibles	1 606	15 243 218	742	73 986 208	197 249	105 445 943
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	1 340	4 250 907	655	22 627 580	159 198	34 493 410
9 Autres déductions admissibles	1 588	13 817 557	736	78 716 339	156 636	102 858 727
10 Revenu net aux fins de l'impôt	1 507	11 243 299	737	48 311 190	254 527	81 636 043
11 dont : revenu net positif	1 199	13 338 364	582	58 631 306	177 390	100 293 294
12 revenu net négatif	308	-2 095 065	155	-10 320 116	77 137	-18 657 251
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	716	53 227	432	189 098	12 682	369 587
14 Dividendes imposables déductibles	285	2 997 120	300	25 790 495	36 038	40 174 505
15 Pertes d'autres années déductibles	291 *	1 682 963	204	5 605 446	44 766	9 353 799
16 Total des déductions	716	4 733 310	432	31 585 039	44 766	49 897 891
17 Revenu imposable total	1 017	8 382 507	456	29 130 686	147 901	52 329 748
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 134	9 711 663	537	35 127 046	142 167	59 682 173
19 Impôt total	1 004	762 452	447	2 626 773	132 533	4 800 449
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	1 004	42,87	447	28,36	132 533	47,84
21 Impôt à payer au Québec	1 004	326 854	447	744 963	132 533	2 296 445
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	1 427	89 056 236	666	432 975 861	226 594	676 757 441
23 Taxe sur le capital à payer	1 441	200 519	685	836 254	259 233	1 806 776
24 Primes d'assurance de personnes	36 *	545 358	29	5 121 065	140	5 840 189
25 Primes d'assurance de dommages	21 *	924 062	26	2 918 217	114	4 305 414
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	69 *	38 648	51	189 971	264	246 028
27 Total de la taxe sur le capital	1 510	239 168	736	1 026 226	259 497	2 052 804
28 Cotisation au FSS	1 362	501 020	671	911 743	148 375	2 734 638
29 Total des prélèvements fiscaux	1 525	1 067 043	741	2 682 933	264 367	7 083 888

TABLEAU 6
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs en milliers de dollars
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	0 \$ à 100 \$		100 \$ à 200 \$		200 \$ à 500 \$		500 \$ à 1 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	102 852		41 018		51 730		31 673	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	86 312 *	23 684 455	39 789	15 064 586	47 847	20 985 299	27 424	25 617 460
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	92 335	400 764	40 817	857 433	50 801	990 903	31 138	1 227 348
4 dont : bénéfice net positif	52 642	1 800 978	29 553	1 065 549	35 055	1 563 028	20 933	1 892 369
5 bénéfice net négatif	39 693 *	-1 400 214	11 264	-208 116	15 746 *	-572 125	10 205	-665 021
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	59 483 *	743 350	32 393	350 606	40 521	582 620	20 835	859 139
7 Autres dépenses non admissibles	60 514 *	1 495 523	29 775	223 679	37 798	679 479	25 489 *	1 270 890
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	46 572 *	326 844	25 824	274 052	35 772	493 353	17 936	500 119
9 Autres déductions admissibles	40 789 *	4 307 234	23 539 *	297 077	31 859 *	500 719	20 307	1 026 239
10 Revenu net aux fins de l'impôt	88 960	6 620 027	38 985	860 589	49 552	1 258 931	29 588	1 831 019
11 dont : revenu net positif	53 728 *	7 277 256	29 331	1 045 196	35 488	1 648 915	22 018	2 207 699
12 revenu net négatif	35 232 *	-657 229	9 654	-184 607	14 064 *	-389 984	7 570	-376 680
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	1 841 *	753	1 410 *	1 276	1 655 *	1 921	852 *	2 717
14 Dividendes imposables déductibles	3 491 *	5 889 402	2 931 *	50 751	9 563 *	359 678	6 693 *	507 710
15 Pertes d'autres années déductibles	18 249	109 024	5 744 *	76 497	12 065	132 514	2 491 *	246 740
16 Total des déductions	18 249 *	5 999 179	5 744 *	128 524	12 065 *	494 113	6 693 *	757 167
17 Revenu imposable total	42 375	1 278 365	25 260	920 247	28 382	1 176 755	19 812	1 446 356
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	48 401	1 344 222	25 270	908 661	26 898	1 163 161	14 764	1 515 071
19 Impôt total	31 733	86 758	22 483	69 163	27 235	104 486	19 392	139 045
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	31 733	63,39	22 483	98,89	27 235	98,96	19 392	98,89
21 Impôt à payer au Québec	31 733	54 992	22 483	68 392	27 235	103 402	19 392	137 502
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	64 666	2 399 472	35 142	3 757 189	48 020	9 469 229	30 140	14 355 672
23 Taxe sur le capital à payer	87 727	25 978	39 974	24 806	50 997	61 315	30 883	85 672
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	87 728	25 979	39 974	24 806	50 997	61 315	30 883	85 672
28 Cotisation au FSS	42 334	69 659	26 394	84 302	30 647	106 142	17 422	127 691
29 Total des prélèvements fiscaux	90 292	150 631	40 773	177 500	51 551	270 860	31 431	350 866

TABLEAU 6 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs en milliers de dollars
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	1 000 \$ à 5 000 \$		5 000 \$ à 15 000 \$		15 000 \$ à 25 000 \$		25 000 \$ à 50 000 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	38 898		6 787		1 799		1 426	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	37 862	88 378 695	6 423	65 021 325	1 784	40 879 381	1 409	48 945 981
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	38 247	3 714 114	6 752	2 409 152	1 794	1 027 993	1 416	2 508 194
4 dont : bénéfice net positif	27 623	6 138 945	4 915 *	5 068 055	1 349 *	2 852 033	1 125	3 928 651
5 bénéfice net négatif	10 624 *	-2 424 831	1 837 *	-2 658 903	445 *	-1 824 040	291	-1 420 457
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	27 057	2 095 070	4 981	1 456 736	1 476	1 025 591	1 217	1 252 783
7 Autres dépenses non admissibles	32 089	4 225 880	5 942 *	3 014 246	1 746	1 646 300	1 389	2 436 893
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	23 633	1 959 507	4 663	1 337 259	1 369	1 093 106	1 217	1 368 209
9 Autres déductions admissibles	28 150	3 578 089	6 320 *	2 984 563	1 720	1 628 711	1 379	2 833 000
10 Revenu net aux fins de l'impôt	35 819	4 497 467	5 866	2 558 313	1 751	978 065	1 399	1 996 662
11 dont : revenu net positif	27 540	6 074 951	4 662	3 661 159	1 323	2 527 767	1 154	3 125 797
12 revenu net négatif	8 279 *	-1 577 484	1 204 *	-1 102 846	428 *	-1 549 702	245	-1 129 135
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	3 997	15 798	978	14 690	443 *	12 258	522 *	79 941
14 Dividendes imposables déductibles	10 211 *	1 576 968	1 429 *	662 922	579 *	633 613	412 *	415 245
15 Pertes d'autres années déductibles	3 891 *	248 774	1 092 *	315 418	222 *	166 568	338	243 135
16 Total des déductions	10 211 *	1 841 540	1 429 *	993 030	579 *	812 439	522	738 321
17 Revenu imposable total	24 659	4 232 841	3 578	2 694 001	1 131	1 684 478	1 043	2 380 444
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	18 563	3 747 938	4 394 *	3 343 141	868	1 634 747	1 081	2 468 306
19 Impôt total	24 377	424 403	3 515	276 999	1 123	168 983	1 033	215 552
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	24 377	94,64	3 515	88,83	1 123	72,07	1 033	56,65
21 Impôt à payer au Québec	24 377	401 651	3 515 *	246 067	1 123	121 778	1 033	122 120
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	37 443	43 604 495	5 727	24 263 326	1 692	20 001 588	1 389	22 030 019
23 Taxe sur le capital à payer	38 038	245 680	6 019	123 873	1 757 *	94 143	1 400	79 351
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	4	47 626	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	51 *	285 274	11 *	97 559	5	80 300
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	51 *	8 558	15 *	3 879	5	2 409
27 Total de la taxe sur le capital	38 039	245 681	6 070	132 431	1 772 *	98 022	1 404	81 760
28 Cotisation au FSS	22 880	427 188	3 973	266 252	1 310	134 642	1 274	175 285
29 Total des prélèvements fiscaux	38 343	1 074 520	6 123	644 751	1 796	354 444	1 411	379 167

TABEAU 6 (fin)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs en milliers de dollars
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	50 000 \$ à 200 000 \$		200 000 \$ et plus		Toutes les tranches	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	1 721		1 006 #		278 911	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	1 712	147 433 076	1 003	753 556 191	251 564	1 229 566 449
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	1 710	8 364 219	796	68 483 531	175 377	104 262 212
4 dont : bénéfice net positif	1 386	11 469 068	208	12 337 731	90 637	26 616 292
5 bénéfice net négatif	324	-3 104 849	823	23 667 265	190 178	35 896 316
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	1 393	3 863 152	823	23 667 265	190 178	35 896 316
7 Autres dépenses non admissibles	1 597	8 452 761	910	82 000 289	197 249	105 445 943
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	1 458	3 374 824	755	23 766 133	159 198	34 493 410
9 Autres déductions admissibles	1 648	9 686 103	926	84 631 455	156 636	102 858 727
10 Revenu net aux fins de l'impôt	1 625	7 619 205	981	53 415 765	254 527	81 636 043
11 dont : revenu net positif	1 347	9 427 831	798	63 296 718	177 390	100 293 294
12 revenu net négatif	278	-1 808 626	183	-9 880 953	77 137	-18 657 251
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	539	43 418	446	196 811	12 682	369 587
14 Dividendes imposables déductibles	266	2 010 017	463	28 068 193	36 038	40 174 505
15 Pertes d'autres années déductibles	391 *	1 139 556	283	6 675 567	44 766	9 353 799
16 Total des déductions	539	3 192 991	463	28 068 193	44 766	49 897 891
17 Revenu imposable total	1 065	6 381 405	597	30 134 851	147 901	52 329 748
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	1 208	6 649 410	721	36 907 511	142 167	59 682 173
19 Impôt total	1 053	594 713	589	2 720 346	0	4 800 449
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	1 053	45,42	589	28,32	132 533	47,84
21 Impôt à payer au Québec	1 053	270 091	589	770 445	132 533	2 296 445
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	1 553	70 476 188	821	466 400 258	226 594	676 757 441
23 Taxe sur le capital à payer	1 562	155 453	877	910 500	259 233	1 806 776
24 Primes d'assurance de personnes	84 *	500 634	52	5 291 929	140	5 840 189
25 Primes d'assurance de dommages	4	124 681	41	3 717 596	114	4 305 414
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	88 *	13 790	103	217 389	264	246 028
27 Total de la taxe sur le capital	1 650	169 244	980	1 127 890	259 497	2 052 804
28 Cotisation au FSS	1 386	340 402	754	1 003 070	148 375	2 734 638
29 Total des prélèvements fiscaux	1 661	779 738	987	2 901 406	264 367	7 083 888

TABLEAU 7
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Agriculture, pêche et exploitation forestière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	12 270		584		80		12 934	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	11 624	4 525 457	584	2 854 742	80 *	22 086 950	12 288 *	29 467 148
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	12 021	284 906	584	104 734	79	-20 892	12 684	368 748
4 dont : bénéfice net positif	7 345	503 565	471	123 801	61 *	390 950	7 877	1 018 316
5 bénéfice net négatif	4 676 *	-218 659	113 *	-19 067	18 *	-411 842	4 807 *	-649 568
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	10 912	511 121	515	106 613	76 *	816 857	11 503	1 434 591
7 Autres dépenses non admissibles	10 412	1 447 861	530 *	320 356	80 *	5 132 695	11 022 *	6 900 912
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	9 305	356 713	487 *	92 601	75	644 413	9 867	1 093 727
9 Autres déductions admissibles	10 181	1 544 198	494 *	367 073	80 *	1 199 222	10 755	3 110 493
10 Revenu net aux fins de l'impôt	10 087	342 978	523	72 030	76	4 085 025	10 686	4 500 033
11 dont : revenu net positif	7 329	437 203	434	86 485	66 *	4 165 376	7 829 *	4 689 064
12 revenu net négatif	2 758 *	-94 225	89 *	-14 455	10 *	-80 351	2 857 *	-189 031
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	23 *	51	21 *	174	16 *	2 187	60 *	2 412
14 Dividendes imposables déductibles	1 081 *	36 331	42 *	670	35 *	2 739 742	1 158 *	2 776 743
15 Pertes d'autres années déductibles	1 212 *	17 126	105 *	7 012	28 *	1 336 373	1 345 *	1 360 511
16 Total des déductions	1 212 *	53 508	105 *	7 856	35	4 078 302	1 352 *	4 139 666
17 Revenu imposable total	5 957	385 900	341	77 944	48	168 899	6 346	632 743
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	6 783	382 573	424	82 246	61 *	1 495 557	7 268 *	1 960 376
19 Impôt total	5 842	35 772	332	6 973	45	14 987	6 219	57 732
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	5 842	100,00	332	96,56	45	40,39	6 219	84,11
21 Impôt à payer au Québec	5 842	35 772	332	6 733	45	6 053	6 219	48 558
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	10 218	4 595 007	491	1 228 754	60	9 114 989	10 769	14 938 750
23 Taxe sur le capital à payer	11 938	29 395	521	6 342	54 *	9 371	12 513	45 108
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	11 938	29 395	521	6 342	54 *	9 371	12 513	45 108
28 Cotisation au FSS	9 322	13 743	530	12 449	72 *	38 604	9 924 *	64 796
29 Total des prélèvements fiscaux	12 125	78 910	581	25 524	74 *	54 030	12 780	158 464

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Mines, carrières et puits de pétrole							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	656		73		53		782	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	537	161 664	73	465 873	53	27 439 536	663	28 067 072
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	605	-265 333	73	-50 144	53	2 601 601	731	2 286 124
4 dont : bénéfice net positif	274	18 879	51	41 634	37 *	3 028 232	362 *	3 088 745
5 bénéfice net négatif	331	-284 212	22	-91 778	16	-426 631	369	-802 621
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	402	14 407	65	24 481	52	1 583 182	519	1 622 070
7 Autres dépenses non admissibles	496	191 010	70	80 462	53 *	3 861 283	619 *	4 132 755
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	307 *	9 606	59	16 750	43	1 470 533	409	1 496 889
9 Autres déductions admissibles	403	28 468	67 *	45 295	52	2 179 647	522	2 253 410
10 Revenu net aux fins de l'impôt	590	-97 991	66	-7 245	50	4 395 885	706	4 290 649
11 dont : revenu net positif	286	21 707	51	24 367	38 *	4 544 022	375 *	4 590 096
12 revenu net négatif	304 *	-119 698	15 *	-31 612	12	-148 137	331	-299 447
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	5	0	10	33	24	11 126	39	11 159
14 Dividendes imposables déductibles	53	2 626	4 *	120	16 *	3 382 669	73 *	3 385 415
15 Pertes d'autres années déductibles	69	6 779	17	2 994	17	119 295	103	129 068
16 Total des déductions	69 *	9 405	17	3 147	24 *	3 513 090	110	3 525 642
17 Revenu imposable total	241	12 935	42	20 579	23 *	1 375 663	306 *	1 409 177
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	243	14 397	45	22 600	36 *	1 624 676	324 *	1 661 673
19 Impôt total	234	1 229	42	1 910	21	118 507	297	121 647
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	234	99,64	42	93,65	21	31,22	297	32,89
21 Impôt à payer au Québec	234	1 225	42	1 789	21 *	36 994	297 *	40 008
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	529 *	598 071	68	426 664	52	34 901 777	649	35 926 512
23 Taxe sur le capital à payer	612	2 001	68	2 421	53	69 829	733	74 251
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	612	2 001	68	2 421	53	69 829	733	74 251
28 Cotisation au FSS	286 *	10 547	70	4 544	46	46 346	402	61 437
29 Total des prélèvements fiscaux	619	13 774	73	8 755	53	153 170	745	175 699

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Industrie manufacturière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	16 486		1 846		1 377		19 709	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	14 513	14 083 323	1 800	15 540 556	1 368	297 759 084	17 681	327 382 963
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	15 243	221 394	1 847	611 513	1 358	15 796 935	18 448	16 629 842
4 dont : bénéfice net positif	9 711	809 553	1 338 *	991 419	1 082	22 303 667	12 131	24 104 639
5 bénéfice net négatif	5 532 *	-588 159	509 *	-379 906	276	-6 506 732	6 317	-7 474 797
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	13 246	379 235	1 732 *	569 985	1 326	10 216 216	16 304	11 165 436
7 Autres dépenses non admissibles	13 151 *	431 448	1 840	295 976	1 350	25 667 762	16 341	26 395 186
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	10 347	316 461	1 663 *	522 086	1 255	10 084 420	13 265	10 922 967
9 Autres déductions admissibles	10 029 *	181 891	1 762 *	487 696	1 306 *	23 780 638	13 097 *	24 450 225
10 Revenu net aux fins de l'impôt	15 093	533 724	1 710	467 692	1 313	17 815 854	18 116	18 817 270
11 dont : revenu net positif	9 878	908 969	1 264	772 958	1 031	23 050 805	12 173	24 732 732
12 revenu net négatif	5 215 *	-375 245	446 *	-305 266	282	-5 234 951	5 943	-5 915 462
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	368 *	1 584	368 *	4 734	701	107 234	1 437	113 552
14 Dividendes imposables déductibles	638	128 858	140 *	7 960	228	7 059 588	1 006	7 196 406
15 Pertes d'autres années déductibles	2 099 *	89 614	350 *	169 089	255	1 401 422	2 704	1 660 125
16 Total des déductions	2 099 *	220 056	368 *	181 783	701	8 568 244	3 168	8 970 083
17 Revenu imposable total	9 344	683 330	1 022	581 513	900	15 157 046	11 266	16 421 889
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	9 569	747 614	1 248	739 501	989	16 232 116	11 806	17 719 231
19 Impôt total	8 327	60 680	996	53 260	891	1 394 711	10 214	1 508 651
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	8 327	93,61	996	92,47	891	39,83	10 214	43,85
21 Impôt à payer au Québec	8 327	56 801	996	49 252	891	555 496	10 214	661 549
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	12 283	4 999 307	1 832	6 494 291	1 330	151 186 661	15 445	162 680 259
23 Taxe sur le capital à payer	15 240	29 599	1 844	35 741	1 360	310 520	18 444	375 860
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	15 240	29 599	1 844	35 741	1 360	310 520	18 444	375 860
28 Cotisation au FSS	10 392	88 909	1 623	101 625	1 289	668 692	13 304	859 226
29 Total des prélèvements fiscaux	15 258	175 310	1 846	186 619	1 365	1 534 709	18 469	1 896 638

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Construction							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	25 222		2 045		148		27 415	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	21 944	7 212 662	2 045	10 550 206	148	11 428 716	24 137	29 191 585
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	24 737	-128 900	2 043	506 231	147	425 887	26 927	803 218
4 dont : bénéfice net positif	14 888	500 516	1 866	588 596	119	513 324	16 873	1 602 436
5 bénéfice net négatif	9 849 *	-629 416	177 *	-82 365	28	-87 437	10 054 *	-799 218
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	18 695	273 577	1 970	187 578	144	238 075	20 809	699 230
7 Autres dépenses non admissibles	18 304 *	663 595	1 926	535 885	146	860 143	20 376	2 059 623
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	15 820	239 297	1 890	182 891	141	257 245	17 851	679 433
9 Autres déductions admissibles	12 394 *	142 246	1 759	487 688	145	907 966	14 298	1 537 900
10 Revenu net aux fins de l'impôt	23 940	426 728	2 016	559 115	145	358 894	26 101	1 344 737
11 dont : revenu net positif	15 661	652 164	1 704	673 204	117	456 824	17 482	1 782 192
12 revenu net négatif	8 279 *	-225 436	312 *	-114 089	28	-97 930	8 619	-437 455
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	598 *	311	249 *	1 357	56	2 685	903	4 353
14 Dividendes imposables déductibles	1 949 *	173 067	129 *	138 519	30	85 907	2 108 *	397 493
15 Pertes d'autres années déductibles	3 662 *	46 204	232 *	44 092	21	28 259	3 915	118 555
16 Total des déductions	3 662 *	219 582	249 *	183 968	56	116 851	3 967	520 401
17 Revenu imposable total	12 943	442 885	1 642	488 585	101	363 153	14 686	1 294 623
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	13 933	452 277	1 637	499 306	111	375 016	15 681	1 326 599
19 Impôt total	11 092	38 211	1 615	46 430	101	34 159	12 808	118 800
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	11 092	99,51	1 615	97,97	101	48,38	12 808	84,21
21 Impôt à payer au Québec	11 092	38 024	1 615	45 489	101	16 528	12 808	100 041
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	21 495	5 923 761	2 007	3 132 164	147	3 655 307	23 649	12 711 232
23 Taxe sur le capital à payer	23 841	38 595	2 027	18 692	148	8 671	26 016	65 958
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	23 841	38 595	2 027	18 692	148	8 671	26 016	65 958
28 Cotisation au FSS	14 555	44 040	1 926	63 398	137	35 751	16 618	143 189
29 Total des prélèvements fiscaux	23 849	120 660	2 044	127 580	148	60 951	26 041	309 191

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Transports, communications et services publics							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	15 514		1 255		276		17 045	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	14 892	3 890 813	1 255	6 827 846	276	86 105 236	16 423	96 823 895
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	14 783	119 330	1 237	150 619	275	3 876 302	16 295	4 146 251
4 dont : bénéfice net positif	9 937	285 329	903	336 653	182	7 685 826	11 022	8 307 808
5 bénéfice net négatif	4 846 *	-165 999	334 *	-186 034	93	-3 809 524	5 273	-4 161 557
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	12 318	364 264	1 177	377 271	264	5 496 139	13 759	6 237 674
7 Autres dépenses non admissibles	11 160 *	103 450	1 144 *	171 987	273	7 022 124	12 577	7 297 561
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	9 651	308 593	1 063	339 601	246	4 841 176	10 960	5 489 370
9 Autres déductions admissibles	8 503 *	134 113	988	75 594	255	8 915 380	9 746	9 125 087
10 Revenu net aux fins de l'impôt	14 019	144 337	1 214	284 682	266	2 638 009	15 499	3 067 028
11 dont : revenu net positif	10 010	285 766	995	393 741	184	6 278 743	11 189	6 958 250
12 revenu net négatif	4 009 *	-141 429	219 *	-109 059	82	-3 640 734	4 310	-3 891 222
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	297 *	134	176 *	553	99	14 444	572	15 131
14 Dividendes imposables déductibles	372 *	9 708	134 *	29 828	45	2 022 046	551	2 061 582
15 Pertes d'autres années déductibles	2 605 *	26 848	149 *	30 895	62	979 565	2 816	1 037 308
16 Total des déductions	2 605 *	36 690	176 *	61 276	99	3 016 055	2 880	3 114 021
17 Revenu imposable total	9 236	249 152	893	335 538	148	3 244 977	10 277	3 829 667
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	9 379	260 807	973	364 307	171	4 157 529	10 523	4 782 643
19 Impôt total	7 179	18 282	827	30 131	146	296 230	8 152	344 643
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	7 179	99,90	827	78,10	146	41,63	8 152	47,91
21 Impôt à payer au Québec	7 179	18 263	827	23 532	146	123 314	8 152	165 109
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	11 364 *	3 535 787	1 149 *	3 504 462	266	115 218 200	12 779	122 258 449
23 Taxe sur le capital à payer	14 742 *	23 558	1 248	15 765	270 *	385 455	16 260	424 778
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	14 742 *	23 558	1 248	15 765	270 *	385 455	16 260	424 778
28 Cotisation au FSS	10 287	20 489	1 126	41 342	255	238 810	11 668	300 641
29 Total des prélèvements fiscaux	14 816	62 310	1 255	80 640	274	747 580	16 345	890 530

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de gros							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	13 955		3 419		984		18 358	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	13 113	5 502 204	3 419	21 282 954	984	204 836 411	17 516	231 621 569
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	13 496	142 708	3 419	325 257	980	4 854 693	17 895	5 322 658
4 dont : bénéfice net positif	9 082	315 088	2 908	771 396	795	6 604 794	12 785	7 691 278
5 bénéfice net négatif	4 414	-172 380	511 *	-446 139	185	-1 750 101	5 110	-2 368 620
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	9 368	95 692	3 307	306 930	936	3 284 379	13 611	3 687 001
7 Autres dépenses non admissibles	10 230	94 189	3 234 *	455 644	964	5 991 009	14 428	6 540 842
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	8 185	87 090	3 098	246 767	903	3 414 039	12 186	3 747 896
9 Autres déductions admissibles	6 429 *	30 107	2 659 *	276 496	907	5 390 097	9 995	5 696 700
10 Revenu net aux fins de l'impôt	13 477	215 392	3 403	564 569	967	5 325 946	17 847	6 105 907
11 dont : revenu net positif	9 409	348 372	2 967	814 327	791	6 501 024	13 167	7 663 723
12 revenu net négatif	4 068 *	-132 980	436 *	-249 758	176	-1 175 078	4 680	-1 557 816
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	981 *	290	753 *	4 729	390	33 714	2 124	38 733
14 Dividendes imposables déductibles	254 *	6 199	191 *	19 213	108	1 234 897	553	1 260 309
15 Pertes d'autres années déductibles	2 524 *	45 433	378 *	52 211	137	626 490	3 039	724 134
16 Total des déductions	2 524 *	51 922	753	76 153	390	1 895 101	3 667	2 023 176
17 Revenu imposable total	7 844	296 523	2 850	735 400	717	4 741 239	11 411	5 773 162
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	8 122	327 020	2 951	783 966	760	5 298 069	11 833	6 409 055
19 Impôt total	6 515	24 073	2 824	66 438	705	417 183	10 044	507 695
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	6 515	94,11	2 824	81,89	705	26,12	10 044	36,64
21 Impôt à payer au Québec	6 515 *	22 654	2 824	54 409	705	108 948	10 044	186 011
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	11 108 *	2 649 789	3 143	6 782 536	973	63 885 548	15 224	73 317 873
23 Taxe sur le capital à payer	13 466	14 412	3 382	34 140	974	79 353	17 822	127 905
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	13 466	14 412	3 382	34 140	974	79 353	17 822	127 905
28 Cotisation au FSS	6 686	23 933	3 262	74 007	943	166 702	10 891	264 642
29 Total des prélèvements fiscaux	13 485	61 000	3 388	162 557	977	355 004	17 850	578 561

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de détail							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	30 096		4 352		715		35 163	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	28 635	13 524 834	4 352	24 516 357	715	94 110 446	33 702	132 151 638
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	29 033	305 072	4 335	395 973	714	1 809 379	34 082	2 510 424
4 dont : bénéfice net positif	20 744	640 116	3 444	510 842	578	2 561 266	24 766	3 712 224
5 bénéfice net négatif	8 289 *	-335 044	891 *	-114 869	136	-751 887	9 316	-1 201 800
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	23 733	262 845	4 222	244 614	693	2 041 279	28 648	2 548 738
7 Autres dépenses non admissibles	20 626 *	255 664	3 870 *	217 466	686	2 054 456	25 182	2 527 586
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	21 222	185 319	4 004	280 587	652	2 449 806	25 878	2 915 712
9 Autres déductions admissibles	15 863 *	247 686	3 462 *	173 281	659	1 076 622	19 984	1 497 589
10 Revenu net aux fins de l'impôt	27 707	390 575	4 311	404 186	714	2 378 687	32 732	3 173 448
11 dont : revenu net positif	20 383	555 113	3 453	509 770	587	3 176 662	24 423	4 241 545
12 revenu net négatif	7 324 *	-164 538	858 *	-105 584	127	-797 975	8 309	-1 068 097
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	663 *	1 600	361 *	1 054	188	18 821	1 212	21 475
14 Dividendes imposables déductibles	1 149 *	10 567	373 *	1 374	80	281 346	1 602	293 287
15 Pertes d'autres années déductibles	7 178	88 360	566 *	24 828	133	929 431	7 877	1 042 619
16 Total des déductions	7 178 *	100 527	566 *	27 256	188	1 229 598	7 932	1 357 381
17 Revenu imposable total	15 473	455 871	3 126	482 480	523	2 015 271	19 122	2 953 622
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	18 217	480 946	3 429	497 516	565	2 912 018	22 211	3 890 480
19 Impôt total	15 116	43 706	3 100	43 691	513	182 448	18 729	269 845
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	15 116	99,88	3 100	96,03	513	45,82	18 729	62,71
21 Impôt à payer au Québec	15 116	43 652	3 100	41 958	513	83 597	18 729	169 207
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	26 602	4 845 371	4 186	4 382 386	683	18 267 339	31 471	27 495 096
23 Taxe sur le capital à payer	28 925	31 069	4 307	27 098	711	50 918	33 943	109 085
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	28 925	31 069	4 307	27 098	711	50 918	33 943	109 085
28 Cotisation au FSS	21 446	65 057	4 186	75 044	699	155 054	26 331	295 155
29 Total des prélèvements fiscaux	28 990	139 779	4 352	144 102	714	289 570	34 056	573 451

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Finances, assurances et services immobiliers							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	61 529		2 613		675		64 817	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	50 344	8 787 185	2 613	15 620 508	675	219 787 435	53 632	244 195 128
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	58 268	2 350 318	2 613	3 673 659	676	34 324 807	61 557	40 348 784
4 dont : bénéfice net positif	35 248	4 161 552	2 269	4 090 833	598	36 380 644	38 115	44 633 029
5 bénéfice net négatif	23 020 *	-1 811 234	344 *	-417 174	78 *	-2 055 837	23 442 *	-4 284 245
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	25 141 *	498 038	1 945 *	434 807	377	2 553 706	27 463	3 486 551
7 Autres dépenses non admissibles	38 063 *	2 335 905	2 339 *	2 090 817	543	37 413 104	40 945	41 839 826
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	21 178 *	431 743	1 984 *	316 490	385 *	2 517 283	23 547 *	3 265 516
9 Autres déductions admissibles	30 755 *	-1 651 268	2 410	3 916 329	595	42 738 539	33 760	45 003 600
10 Revenu net aux fins de l'impôt	56 203	3 101 251	2 573	1 966 464	669	29 035 795	59 445	34 103 510
11 dont : revenu net positif	35 899	3 402 960	2 227	2 399 764	592	30 105 570	38 718	35 908 294
12 revenu net négatif	20 304 *	-301 709	346 *	-433 300	77	-1 069 775	20 727	-1 804 784
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	1 559 *	67 510	304 *	5 895	224	63 025	2 087 *	136 430
14 Dividendes imposables déductibles	18 889 *	1 521 903	683 *	1 155 326	385 *	17 736 664	19 957 *	20 413 893
15 Pertes d'autres années déductibles	12 091 *	101 219	567 *	194 074	160 *	1 819 101	12 818 *	2 114 394
16 Total des déductions	18 889 *	1 690 632	683 *	1 355 295	385	19 618 790	19 957	22 664 717
17 Revenu imposable total	27 304	1 761 752	1 844 *	1 046 138	473	10 938 934	29 621	13 746 824
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	15 601 *	1 627 757	1 842	870 443	467	12 315 820	17 910	14 814 020
19 Impôt total	26 979	223 974	1 815	112 720	469	999 855	29 263	1 336 548
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	26 979	98,95	1 815	93,74	469	29,68	29 263	46,69
21 Impôt à payer au Québec	26 979	221 626	1 815 *	105 668	469	296 754	29 263	624 048
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	54 534	32 842 525	2 430 *	9 546 185	474	106 717 579	57 438	149 106 289
23 Taxe sur le capital à payer	57 580	175 605	2 463 *	61 028	543	187 062	60 586	423 695
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	66 *	47 626	74	5 792 563	140	5 840 189
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	67 *	463 134	47	3 842 279	114	4 305 413
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	133 *	14 883	130	231 143	263	246 026
27 Total de la taxe sur le capital	57 582	175 606	2 596 *	75 912	673	418 205	60 851	669 723
28 Cotisation au FSS	12 131 *	30 806	1 762	43 087	363	187 675	14 256	261 568
29 Total des prélèvements fiscaux	57 981	428 039	2 601	224 668	675	902 635	61 257	1 555 342

TABLEAU 7 (suite)
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Services gouvernementaux, personnels et aux entreprises							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	76 394		3 744		677		80 815	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	70 151	18 836 320	3 744	18 812 596	677	69 551 731	74 572	107 200 647
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	71 835	539 664	3 739	345 863	664	3 496 002	76 238	4 381 529
4 dont : bénéfice net positif	47 312	2 411 987	2 889 *	1 251 708	407	5 380 567	50 608	9 044 262
5 bénéfice net négatif	24 523 *	-1 872 323	850 *	-905 845	257	-1 884 565	25 630	-4 662 733
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	53 288	686 901	3 317	768 026	624	3 553 442	57 229	5 008 369
7 Autres dépenses non admissibles	51 280	1 235 613	3 371	1 252 587	645	4 891 163	55 296	7 379 363
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	41 568	517 583	3 074 *	828 938	482	3 529 161	45 124	4 875 682
9 Autres déductions admissibles	40 397 *	377 119	2 953 *	962 055	624	4 423 242	43 974	5 762 416
10 Revenu net aux fins de l'impôt	68 425	1 567 476	3 509	575 484	528	3 988 203	72 462	6 131 163
11 dont : revenu net positif	48 113	2 951 394	2 861	1 047 381	406	5 212 708	51 380	9 211 483
12 revenu net négatif	20 312 *	-1 383 918	648 *	-471 897	122	-1 224 505	21 082	-3 080 320
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	3 331 *	3 515	670 *	4 136	235	18 479	4 236	26 130
14 Dividendes imposables déductibles	8 605 *	676 431	297 *	67 726	81	1 635 662	8 983	2 379 819
15 Pertes d'autres années déductibles	9 439 *	124 198	486 *	117 896	118	912 170	10 043	1 154 264
16 Total des déductions	9 439 *	804 144	670 *	189 758	235	2 566 311	10 344	3 560 213
17 Revenu imposable total	41 351	2 143 434	2 563	859 373	327	2 771 875	44 241	5 774 682
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	40 755	2 011 769	2 831	957 690	387	3 646 258	43 973	6 615 717
19 Impôt total	33 534	163 822	2 428	76 405	321	249 957	36 283	490 183
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	33 534	99,61	2 428	77,72	321	29,79	36 283	60,60
21 Impôt à payer au Québec	33 534	163 178	2 428	59 380	321	74 471	36 283	297 029
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	54 035	11 671 089	3 373	8 084 613	532	46 435 271	57 940	66 190 973
23 Taxe sur le capital à payer	67 722	72 856	3 576	35 264	543	50 611	71 841	158 731
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	67 722	72 856	3 576	35 264	543	50 611	71 841	158 731
28 Cotisation au FSS	40 977	135 030	3 422	168 208	507	179 849	44 906	483 087
29 Total des prélèvements fiscaux	71 469	371 064	3 717	262 853	553	304 933	75 739	938 850

TABLEAU 7 (fin)

Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Activité économique indéterminée							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	1 838		22		14		1 874	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	917 *	65 507	22 *	119 018	14 *	3 280 278	953	3 464 803
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	1 130	18 938	16	18 326	14	811 078	1 160	848 342
4 dont : bénéfice net positif	822 *	24 520	9 *	19 421	8 *	1 015 520	839	1 059 461
5 bénéfice net négatif	308 *	-5 582	7 *	-1 095	6 *	-204 442	321	-211 119
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	311 *	781	13 *	1 836	8	4 024	332	6 641
7 Autres dépenses non admissibles	438 *	8 288	11 *	7 608	14 *	356 379	463	372 275
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	90 *	493	13 *	2 935	7	2 776	110	6 204
9 Autres déductions admissibles	480 *	-7 340	11 *	8 690	14 *	1 102 724	505	1 104 074
10 Revenu net aux fins de l'impôt	906	20 173	14	16 145	13	65 981	933	102 299
11 dont : revenu net positif	634 *	20 997	10 *	16 366	9 *	478 536	653	515 899
12 revenu net négatif	272 *	-824	4	-221	4 *	-412 555	280	-413 600
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	6	45	0	0	0	0	6	45
14 Dividendes imposables déductibles	40 *	2 590	0	0	3 *	6 952	43	9 542
15 Pertes d'autres années déductibles	98 *	370	4	4	5 *	12 435	107	12 809
16 Total des déductions	98 *	3 005	4 *	4	5 *	19 387	107	22 396
17 Revenu imposable total	607 *	17 991	10 *	16 326	8 *	459 029	625	493 346
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	619 *	14 570	10 *	16 250	9 *	471 544	638	502 364
19 Impôt total	505	1 711	10	1 484	7	41 509	522	44 705
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	505	54,57	10	71,34	7	6,93	522	10,90
21 Impôt à payer au Québec	505 *	934	10 *	1 059	7 *	2 878	522	4 871
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	1 209 *	137 063	14 *	45 220	8 *	1 566 627	1 231	1 748 910
23 Taxe sur le capital à payer	1 044 *	566	21 *	119	10 *	707	1 075	1 392
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	0	0	0	0	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	0	0	0	0	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	0	0	0	0	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	1 044 *	566	21 *	119	10 *	707	1 075	1 392
28 Cotisation au FSS	57 *	385	12 *	338	6 *	159	75	882
29 Total des prélèvements fiscaux	1 055 *	1 886	21 *	1 516	10 *	3 745	1 086	7 147

TABLEAU 8
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Toutes les entreprises	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	253 960		19 952		4 999		278 911	
IMPÔT SUR LE REVENU								
2 Revenu brut	219 145	76 589 968	19 754	116 590 659	4 688	1 036 385 800	243 587	1 229 566 426
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt								
3 Bénéfice net selon les états financiers	241 151	3 588 096	19 903	6 082 032	4 959	67 975 793	266 013	77 645 921
4 dont : bénéfice net positif	155 363	9 671 110	16 146	8 726 308	3 867	85 864 794	175 376	104 262 212
5 bénéfice net négatif	85 788 *	-6 083 014	3 757	-2 644 276	1 092	-17 889 001	90 637	-26 616 291
Éléments à ajouter								
6 Amortissement	167 415	3 086 865	18 264	3 022 147	4 499	29 787 304	190 178	35 896 316
7 Autres dépenses non admissibles	174 160	6 767 027	18 336	5 428 793	4 753	93 250 122	197 249	105 445 942
Éléments à retrancher								
8 Allocation du coût en capital	137 671	2 452 902	17 337	2 829 650	4 190	29 210 857	159 198	34 493 409
9 Autres déductions admissibles	135 434	4 344 442	16 566	6 800 202	4 637	91 714 082	156 637	102 858 726
10 Revenu net aux fins de l'impôt	230 446	6 644 644	19 340	4 903 121	4 741	70 088 278	254 527	81 636 043
11 dont : revenu net positif	157 602	9 584 650	15 967	6 738 367	3 822	83 970 276	177 391	100 293 293
12 revenu net négatif	72 844	-2 940 006	3 373	-1 835 246	919	-13 881 998	77 136	-18 657 250
Déductions								
13 Dons de charité déductibles	7 832 *	75 044	2 914	22 704	1 936	271 838	12 682	369 586
14 Dividendes imposables déductibles	33 031 *	2 568 284	1 994	1 420 742	1 013	36 185 478	36 038	40 174 504
15 Pertes d'autres années déductibles	40 977	546 154	2 854	643 100	935	8 164 544	44 766	9 353 798
16 Total des déductions	40 977 *	3 189 482	2 914 *	2 086 546	1 936	44 621 860	44 766	49 897 888
17 Revenu imposable total	130 300	6 449 777	14 332	4 643 880	3 269	41 236 090	147 901	52 329 747
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	123 222	6 319 736	15 390	4 833 828	3 556	48 528 608	142 168	59 682 172
19 Impôt total	115 323	611 461	13 990	439 442	3 220	3 749 547	132 533	4 800 449
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	115 323	98,47	13 990	88,58	3 220	34,81	132 533	47,84
21 Impôt à payer au Québec	115 323	602 131	13 990	389 273	3 220	1 305 039	132 533	2 296 443
TAXE SUR LE CAPITAL								
22 Capital versé	203 378	71 797 774	18 692	45 142 964	4 524	559 816 702	226 594	676 757 440
23 Taxe sur le capital à payer	235 109	417 660	19 458	236 613	4 666	1 152 502	259 233	1 806 775
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	66 *	47 626	74	5 792 563	140	5 840 189
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	67 *	463 134	47	3 842 279	114	4 305 413
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	133 *	14 883	130	231 143	263	246 026
27 Total de la taxe sur le capital	235 110	417 660	19 591	251 497	4 795	1 383 645	259 496	2 052 802
28 Cotisation au FSS	126 141	432 944	17 918	584 047	4 316	1 717 647	148 375	2 734 638
29 Total des prélèvements fiscaux	239 647	1 452 737	19 877	1 224 818	4 843	4 406 332	264 367	7 083 887

TABLEAU 9
Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le taux d'imposition
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	16,25%		8,90%		5,75%	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Déclarations	21 334		110 639		560	
IMPÔT SUR LE REVENU						
2 Revenu brut	20 260	37 282 464	110 265	719 148 358	560	5 678 382
Rapprochement du bénéfice net selon les états financiers et du revenu net aux fins de l'impôt						
3 Bénéfice net selon les états financiers	21 185	7 751 953	110 575	63 162 986	560	776 716
4 dont : bénéfice net positif	16 788	8 122 351	105 675	64 910 075	545	779 059
5 bénéfice net négatif	4 397 *	-370 398	4 900 *	-1 747 089	15 *	-2 343
Éléments à ajouter						
6 Amortissement	9 211 *	1 066 135	96 370	17 226 418	559	94 889
7 Autres dépenses non admissibles	20 283 *	11 160 828	92 809	48 438 075	560	1 320 181
Éléments à retrancher						
8 Allocation du coût en capital	6 949 *	259 545	92 882	17 188 037	558	83 760
9 Autres déductions admissibles	17 448 *	14 957 886	75 296	44 723 039	560	1 634 616
10 Revenu net aux fins de l'impôt	21 334	4 761 484	110 639	66 916 403	560	473 409
11 dont : revenu net positif	21 334	4 761 484	110 639	66 916 403	560	473 409
12 revenu net négatif						
Déductions						
13 Dons de charité déductibles	1 858 *	35 101	9 258 *	281 487	0	0
14 Dividendes imposables déductibles	12 429 *	3 533 615	11 894 *	14 664 531	6 *	94 217
15 Pertes d'autres années déductibles	5 147 *	54 323	15 932	2 339 064	30	8 083
16 Total des déductions	12 429 *	3 623 039	15 932	17 285 082	30 *	102 300
17 Revenu imposable total	21 334	1 952 690	110 639	48 599 762	560	371 108
18 Revenu d'entreprise admissible moins perte admissible	0	0	110 639	50 709 113	560	378 595
19 Impôt total	21 334	322 331	110 639	4 454 990	560	23 128
20 Proportion des affaires faites au Québec (%)	21 334	92,1	110 639	44,4	560	99,9
21 Impôt à payer au Québec	21 334	296 729	110 639	1 976 603	560	23 112
TAXE SUR LE CAPITAL						
22 Capital versé	21 210 *	20 366 856	104 779	302 618 042	499	1 162 088
23 Taxe sur le capital à payer	21 327 *	97 407	109 884	740 357	559	13 371
24 Primes d'assurance de personnes	0	0	63	5 238 205	0	0
25 Primes d'assurance de dommages	0	0	87	3 144 881	0	0
26 Taxe sur le cap. à payer par une société d'assurance	0	0	158	199 107	0	0
27 Total de la taxe sur le capital	21 327 *	97 407	110 042	939 464	559	13 371
28 Cotisation au FSS	3 741 *	79 459	83 243	1 572 245	544	40 815
29 Total des prélèvements fiscaux	21 334	473 595	110 639	4 488 313	560	77 298

TABLEAU 10
Statistiques du bilan des sociétés non financières imposées et non imposées
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Sociétés imposées		Sociétés non imposées		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	103 269		110 825		214 094	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	73 526	53 937 652	59 562	32 809 844	133 088	86 747 496
3 Inventaires	53 500	57 532 351	40 021	30 652 207	93 521	88 184 559
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	15 050	1 487 389	10 465	2 469 518	25 515	3 956 908
5 Autres disponibilités	98 747	60 774 440	95 296	62 155 934	194 044	122 930 374
6 Total de l'actif à court terme	102 589	173 731 833	100 799	128 087 505	203 388	301 819 339
7 Placements	34 803	121 596 449	24 997	232 603 851	59 800	354 200 301
8 Immobilisations nettes	91 556	102 222 135	78 369	187 595 326	169 925	289 817 462
9 Autres actifs	50 808	57 209 915	50 547	68 793 827	101 355	126 003 743
10 Total de l'actif	103 123	454 760 335	110 809	617 080 510	213 932	71 840 846
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	16 421	2 481 275	17 066	2 776 390	33 487	5 257 665
12 Comptes à payer aux fournisseurs	90 923	61 170 971	84 416	48 608 232	175 339	109 779 203
13 Autres exigibilités	92 465	69 604 572	79 435	87 716 063	171 900	157 320 635
14 Total du passif à court terme	101 200	133 256 818	99 407	139 100 685	200 607	272 357 504
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	66 319	111 779 370	68 849	231 599 403	135 168	343 378 773
16 Autres passifs	30 479	19 325 504	22 623	26 817 701	53 103	46 143 205
17 Total du passif	103 269	264 361 692	110 825	397 517 789	214 094	661 879 482
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	101 976	79 241 486	103 103	217 583 857	205 079	296 825 344
19 Bénéfices non répartis	87 950	118 104 720	50 088	60 701 410	138 038	178 806 130
20 Déficit accumulés	13 628	-6 947 565	48 590	-58 722 547	62 217	-65 670 112
21 Total de l'avoir des actionnaires	103 269	190 398 641	110 825	219 562 720	214 094	409 961 362

TABLEAU 11
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Bas-St-Laurent (01)		Saguenay - Lac-St-Jean (02)		Capitale-Nationale (03)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	5 699		6 960		16 023	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	4 017	491 145	4 758	586 660	9 890	1 802 981
3 Inventaires	3 008	723 400	3 060	515 204	6 593	1 760 248
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	571	151 415	574 *	75 141	2 667 *	128 206
5 Autres disponibilités	5 433	513 666	5 896 *	893 029	14 846	2 082 673
6 Total de l'actif à court terme	5 495	1 879 627	6 524	2 070 035	15 126	5 774 110
7 Placements	1 562 *	633 290	1 975 *	870 406	3 729	1 465 498
8 Immobilisations nettes	5 123	1 575 509	6 231	1 754 017	13 454	4 355 742
9 Autres actifs	4 035 *	404 386	4 347 *	383 248	7 413	1 159 724
10 Total de l'actif	5 699	4 492 814	6 947	5 077 707	16 023	12 755 076
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	1 847	182 472	1 882	175 115	2 403	265 574
12 Comptes à payer aux fournisseurs	4 833	384 768	5 974	511 973	12 397	1 814 262
13 Autres exigibilités	5 094	751 599	6 567	995 267	13 480	1 987 240
14 Total du passif à court terme	5 509	1 318 839	6 657	1 682 356	15 005	4 067 076
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	4 483	1 365 191	4 600	1 485 151	9 037	3 110 369
16 Autres passifs	2 131	175 619	2 137	157 421	3 818 *	843 143
17 Total du passif	5 699	2 859 649	6 960	3 324 928	16 023	8 020 588
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	5 244	632 847	6 435 *	630 615	15 114	1 765 852
19 Bénéfices non répartis	3 273	1 183 549	3 431	1 427 854	9 915	3 977 074
20 Déficit accumulés	1 888 *	-183 234	3 079 *	-305 693	4 462	-1 008 439
21 Total de l'avoir des actionnaires	5 699	1 633 162	6 960	1 752 776	16 023	4 734 487

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Mauricie - Bois-Francs (04)		Estrie (05)		Montréal (06)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	13 513		8 043		58 451	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	7 684	1 294 571	5 038	846 937	34 344	22 108 534
3 Inventaires	6 811	1 917 096	3 770	983 252	22 137	23 106 012
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 437 *	90 730	520 *	67 881	5 479	1 145 808
5 Autres disponibilités	12 517	1 369 049	7 159	871 010	53 566	31 944 494
6 Total de l'actif à court terme	12 750	4 671 447	7 397	2 769 081	55 127	78 304 849
7 Placements	4 406 *	1 963 450	2 582 *	1 478 383	14 681	122 055 455
8 Immobilisations nettes	11 659	4 338 110	5 852	1 937 236	41 941	109 845 983
9 Autres actifs	7 952	804 936	4 628	833 249	23 083	40 398 388
10 Total de l'actif	13 513	11 777 945	8 043	7 017 950	58 451	350 604 676
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	4 343	384 287	1 358	130 916	3 857	727 426
12 Comptes à payer aux fournisseurs	10 450	1 050 409	6 320	754 319	47 793	30 717 870
13 Autres exigibilités	12 205	2 058 339	6 517	1 121 545	41 435	44 652 469
14 Total du passif à court terme	12 825	3 493 037	7 635	2 006 780	53 667	76 097 767
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	10 378	3 243 449	5 780	2 155 616	30 249	126 569 858
16 Autres passifs	3 023	574 265	2 404 *	695 391	13 863	13 203 521
17 Total du passif	13 513	7 310 751	8 043	4 857 787	58 451	215 871 146
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	13 133	2 479 353	7 740	733 069	54 290	104 471 086
19 Bénéfices non répartis	8 121	2 880 008	5 176	1 969 351	39 298	50 802 010
20 Déficit accumulés	4 539	-892 170	2 490	-542 259	14 077	-20 539 567
21 Total de l'avoir des actionnaires	13 513	4 467 191	8 043	2 160 161	58 451	134 733 529

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Outaouais (07)		Abitibi- Témiscamingue (08)		Côte-Nord (09)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	5 519		4 142		2 064	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	3 309	265 405	2 450	269 570	1 547	319 727
3 Inventaires	2 159	439 205	1 945	402 220	1 038	572 114
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 100	18 153	393 *	30 101	206	123 577
5 Autres disponibilités	4 924	430 075	3 494	287 731	1 914	1 679 607
6 Total de l'actif à court terme	5 405	1 152 840	3 683	989 623	2 050	2 695 026
7 Placements	802 *	250 674	1 319	1 876 431	559	240 205
8 Immobilisations nettes	4 985	1 173 670	3 341	952 794	1 916	1 654 625
9 Autres actifs	2 879	362 786	2 485	208 068	1 189	1 445 665
10 Total de l'actif	5 519	2 939 972	4 130	4 026 918	2 064	6 035 522
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	812 *	61 679	823	93 560	231	23 602
12 Comptes à payer aux fournisseurs	4 943	392 304	3 202	425 225	1 930	452 334
13 Autres exigibilités	3 885	482 639	3 274	437 718	1 661	774 195
14 Total du passif à court terme	5 335	936 623	3 593	956 504	1 963	1 250 132
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	3 106	1 013 885	3 165	841 166	1 764	1 114 471
16 Autres passifs	704	78 211	1 187	128 666	543	744 321
17 Total du passif	5 519	2 028 719	4 142	1 926 336	2 064	3 108 924
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	5 388	370 005	4 066	1 759 652	2 051	1 346 870
19 Bénéfices non répartis	3 566	746 975	2 309	993 065	1 089	1 683 839
20 Déficit accumulés	1 897	-205 728	1 649 *	-652 137	923 *	-104 113
21 Total de l'avoir des actionnaires	5 519	911 252	4 142	2 100 580	2 064	2 926 596

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Nord-du-Québec (10)		Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine (11)		Chaudières - Appalaches (12)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	571		2 350		12 136	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	402	52 764	1 424	64 847	9 230	1 796 944
3 Inventaires	216	65 138	965	130 911	6 828	2 086 020
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	79	3 909	264 *	8 938	1 555 *	64 194
5 Autres disponibilités	533 *	203 019	1 923	153 502	11 294	1 297 570
6 Total de l'actif à court terme	544 *	324 832	2 147	358 200	11 885	5 244 729
7 Placements	175 *	4 301 018	628 *	147 445	3 086	1 873 060
8 Immobilisations nettes	471	194 557	1 978	296 531	9 606	3 552 688
9 Autres actifs	289	16 108	1 290	41 522	6 896	1 082 397
10 Total de l'actif	571 *	4 836 517	2 350	843 699	12 135	11 752 875
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	141 *	5 643	381	30 707	3 524 *	619 379
12 Comptes à payer aux fournisseurs	508	77 023	1 929	77 508	10 754	1 519 689
13 Autres exigibilités	461	45 223	1 825	126 229	10 088	1 820 448
14 Total du passif à court terme	553	127 890	2 067	234 445	12 123	3 959 516
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	424 *	3 704 853	1 660	230 058	9 280	3 289 222
16 Autres passifs	167	27 225	803	36 533	3 593	390 530
17 Total du passif	571	3 859 968	2 350	501 036	12 136	7 639 268
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	531	811 695	2 167 *	123 629	11 943	1 201 018
19 Bénéfices non répartis	325	230 462	1 344	258 832	7 182	3 275 713
20 Déficit accumulés	169 *	-65 609	688 *	-39 800	4 492 *	-363 125
21 Total de l'avoir des actionnaires	571	976 548	2 350	342 661	12 136	4 113 606

TABLEAU 11 (suite)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Laval (13)		Lanaudière (14)		Laurentides (15)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	10 489		11 084		14 222	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	7 380	1 459 400	6 996	706 927	7 574	1 093 940
3 Inventaires	3 917	1 468 183	4 810	934 166	5 041	1 612 898
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	2 443 *	160 168	1 389 *	34 171	1 607 *	60 337
5 Autres disponibilités	10 301 *	4 016 005	9 424	943 143	12 742	1 268 181
6 Total de l'actif à court terme	10 488	7 103 757	10 528	2 618 407	13 790	4 035 357
7 Placements	3 335 *	4 306 067	3 029 *	669 455	4 885 *	1 007 713
8 Immobilisations nettes	8 114	2 950 229	8 997	1 813 441	10 213	2 618 174
9 Autres actifs	3 216 *	1 079 490	4 947	345 866	5 001	648 150
10 Total de l'actif	10 489	15 439 544	10 950	5 447 170	14 222	8 309 396
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	1 838	149 694	1 799 *	152 569	2 144 *	415 455
12 Comptes à payer aux fournisseurs	8 912	1 529 589	8 680	655 591	11 989	1 253 256
13 Autres exigibilités	8 403 *	3 123 807	9 417	937 505	10 619	1 533 877
14 Total du passif à court terme	10 085	4 803 091	10 446	1 745 666	12 863	3 202 589
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	6 583	2 853 751	7 068	1 641 945	8 402	2 311 259
16 Autres passifs	2 429 *	394 443	2 315	110 601	2 850 *	277 491
17 Total du passif	10 489	8 051 285	11 084	3 498 212	14 222	5 791 339
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	10 341 *	5 183 038	10 669	602 909	14 078	903 796
19 Bénéfices non répartis	7 019	3 399 132	6 642	1 591 661	10 590	2 180 101
20 Déficit accumulés	3 292 *	-1 193 911	3 550 *	-245 613	3 614 *	-565 842
21 Total de l'avoir des actionnaires	10 489	7 388 259	11 084	1 948 957	14 222	2 518 055

TABLEAU 11 (fin)
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Montérégie (16)		Hors-Québec		Indéterminée	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	37 581		5 246		0	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	23 267	4 794 844	3 778	48 792 294	0	0
3 Inventaires	18 832	6 180 748	2 393	45 287 737	0	0
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	5 117	371 876	113	1 422 294	0	0
5 Autres disponibilités	33 443	4 341 036	4 634	70 636 578	0	0
6 Total de l'actif à court terme	35 689	15 688 505	4 759	166 138 905	0	0
7 Placements	11 101	10 525 443	1 946	200 536 300	0	0
8 Immobilisations nettes	31 855	10 005 951	4 189	140 798 198	0	0
9 Autres actifs	18 726	2 714 052	2 979	74 075 701	0	0
10 Total de l'actif	37 581	38 933 953	5 244	581 549 105	0	0
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	5 954	949 688	149	889 892	0	0
12 Comptes à payer aux fournisseurs	30 548	4 863 017	4 175	63 300 058	0	0
13 Autres exigibilités	32 763	6 928 739	4 208	89 543 789	0	0
14 Total du passif à court terme	35 518	12 741 445	4 764	153 733 740	0	0
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	26 201	10 119 743	2 987	178 328 779	0	0
16 Autres passifs	9 263 *	1 397 280	1 872	26 908 537	0	0
17 Total du passif	37 581	24 258 468	5 246	358 971 056	0	0
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	36 933	5 152 828	4 959	168 657 074	0	0
19 Bénéfices non répartis	25 681	12 476 298	3 078	89 730 196	0	0
20 Déficit accumulés	9 623 *	-2 953 641	1 784	-35 809 223	0	0
21 Total de l'avoir des actionnaires	37 581	14 675 485	5 246	222 578 047	0	0

TABLEAU 12

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Moins de 100 \$		100 \$ à 199 \$		200 \$ à 499 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	77 392		31 632		42 145	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	29 378 *	504 309	18 877	264 301	30 125	924 302
3 Inventaires	14 491 *	624 424	9 208 *	230 162	24 109	1 408 673
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	8 164 *	173 502	4 517 *	208 569	4 710 *	104 492
5 Autres disponibilités	64 272 *	3 338 067	28 975 *	1 635 420	39 785	2 994 597
6 Total de l'actif à court terme	68 378	4 640 303	31 158 *	2 338 454	41 255	5 432 065
7 Placements	18 087 *	8 673 816	7 851 *	1 109 762	10 370 *	5 536 735
8 Immobilisations nettes	44 131 *	2 955 934	28 446	1 630 265	37 734	4 747 291
9 Autres actifs	26 443	880 337	15 472 *	744 796	22 245	1 523 648
10 Total de l'actif	77 246	17 150 391	31 632	5 823 278	42 145	17 239 740
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	6 563 *	577 234	3 881 *	55 768	9 537 *	308 375
12 Comptes à payer aux fournisseurs	48 933	804 696	28 861	404 163	37 793	1 242 250
13 Autres exigibilités	50 652 *	3 574 032	25 770 *	871 711	37 050	2 514 381
14 Total du passif à court terme	65 956 *	4 955 963	30 890	1 331 643	41 156	4 065 007
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	38 826	6 822 350	18 308 *	1 944 419	29 407	5 678 155
16 Autres passifs	14 042 *	1 190 011	7 173 *	121 215	9 183 *	713 781
17 Total du passif	77 392	12 968 324	31 632	3 397 277	42 145	10 456 943
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	71 151 *	6 222 135	30 419 *	777 371	41 478 *	3 499 294
19 Bénéfices non répartis	38 392	3 571 285	21 387 *	2 283 979	28 331 *	5 637 106
20 Déficit accumulés	30 831 *	-5 611 354	8 209	-635 351	11 622 *	-2 353 605
21 Total de l'avoir des actionnaires	77 392	4 182 066	31 632	2 425 999	42 145	6 782 795

TABLEAU 12 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	500 \$ à 999 \$		1 000 \$ à 4 999 \$		5 000 \$ à 14 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	24 428		26 602		6 783	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	19 941	1 645 747	23 481	5 769 931	6 513	6 961 435
3 Inventaires	18 161	1 682 506	18 179	5 731 435	5 248	6 339 645
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	2 271 *	131 418	4 542 *	346 581	847 *	306 774
5 Autres disponibilités	23 482	2 204 152	25 923	7 476 375	6 710	6 015 593
6 Total de l'actif à court terme	24 372	5 663 824	26 515	19 324 323	6 746	19 623 449
7 Placements	7 264	1 833 878	9 736	5 881 281	3 425 *	12 015 177
8 Immobilisations nettes	23 578	4 266 113	24 737	11 005 941	6 536	7 194 674
9 Autres actifs	13 951	1 461 492	15 337	3 482 247	4 105 *	3 363 783
10 Total de l'actif	24 428	13 225 309	26 602	39 693 793	6 770	42 197 085
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	5 051	271 467	6 261	1 006 007	1 583	1 043 874
12 Comptes à payer aux fournisseurs	23 015	1 505 163	25 430	5 779 628	6 553	7 551 309
13 Autres exigibilités	22 001	1 635 064	25 184	7 039 727	6 495	8 791 105
14 Total du passif à court terme	24 355	3 411 695	26 539	13 825 363	6 746	17 386 289
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	19 262	4 240 044	20 264	11 965 977	5 386 *	12 228 751
16 Autres passifs	7 067 *	305 813	9 156	1 390 008	3 609 *	1 852 508
17 Total du passif	24 428	7 957 552	26 602	27 181 348	6 783	31 467 548
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	24 082	1 992 548	26 359	7 108 692	6 592	6 464 436
19 Bénéfices non répartis	19 514	4 617 839	21 055	10 229 462	5 437	8 032 930
20 Déficit accumulés	4 385 *	-1 342 632	5 081	-4 825 710	1 168	-3 767 830
21 Total de l'avoir des actionnaires	24 428	5 267 755	26 602	12 512 444	6 783	10 729 536

TABLEAU 12 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	15 000 \$ à 24 999 \$		25 000 \$ à 49 999 \$		50 000 \$ à 199 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	1 603		1 460		1 435	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	1 534	3 854 142	1 401	6 022 709	1 243	16 311 290
3 Inventaires	1 337	3 299 874	1 212	5 380 245	1 059	13 459 635
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	168	112 912	180	211 144	80	600 793
5 Autres disponibilités	1 586	3 441 427	1 419	5 796 506	1 289	22 429 281
6 Total de l'actif à court terme	1 599	10 708 356	1 452	17 410 605	1 303	52 801 000
7 Placements	925 *	7 960 974	920	7 599 438	786	58 954 779
8 Immobilisations nettes	1 511 *	5 658 888	1 397	8 165 699	1 261	27 354 807
9 Autres actifs	1 090 *	3 131 290	997	3 423 713	1 175	17 710 990
10 Total de l'actif	1 603	27 459 510	1 460	36 599 456	1 432	156 821 577
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	250	244 317	238	427 539	100	539 256
12 Comptes à payer aux fournisseurs	1 535	3 124 676	1 393	5 055 147	1 245	14 574 841
13 Autres exigibilités	1 516	5 529 757	1 406	8 498 156	1 250	21 120 498
14 Total du passif à court terme	1 597	8 898 750	1 454	13 980 844	1 304	36 234 596
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	1 163	9 039 135	1 058	7 270 178	973	43 314 861
16 Autres passifs	805 *	883 982	814	1 194 010	822	6 742 732
17 Total du passif	1 603	18 821 867	1 460	22 445 032	1 435	86 292 189
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	1 570	4 957 537	1 429	10 083 310	1 406	58 939 054
19 Bénéfices non répartis	1 317	4 814 254	1 190	7 876 373	980	21 875 130
20 Déficit accumulés	230	-1 134 151	229	-3 805 260	295	-10 284 796
21 Total de l'avoir des actionnaires	1 603	8 637 640	1 460	14 154 423	1 435	70 529 388

TABLEAU 12 (fin)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	200 000 \$ et plus		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	614		214 094	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
2 Comptes à recevoir des clients	594	44 489 326	133 088	86 747 496
3 Inventaires	517	50 027 956	93 521	88 184 559
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	35	1 760 719	25 515	3 956 908
5 Autres disponibilités	603	67 598 952	194 044	122 930 374
6 Total de l'actif à court terme	609	163 876 955	203 388	301 819 339
7 Placements	435	244 634 456	59 800	354 200 301
8 Immobilisations nettes	595	216 837 846	169 925	289 817 462
9 Autres actifs	540	90 281 443	101 355	126 003 743
10 Total de l'actif	614	715 630 701	213 932	71 840 846
ÉLÉMENTS DU PASSIF				
11 Emprunts bancaires	23	783 824	33 487	5 257 665
12 Comptes à payer aux fournisseurs	580	69 737 326	175 339	109 779 203
13 Autres exigibilités	576	97 746 198	171 900	157 320 635
14 Total du passif à court terme	609	168 267 349	200 607	272 357 504
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	521	240 874 898	135 168	343 378 773
16 Autres passifs	429	31 749 140	53 103	46 143 205
17 Total du passif	614	440 891 387	214 094	661 879 482
AVOIR DES ACTIONNAIRES				
18 Capital-actions	595	196 780 964	205 079	296 825 344
19 Bénéfices non répartis	434	109 867 767	138 038	178 806 130
20 Déficit accumulés	167	-31 909 419	62 217	65 670 112
21 Total de l'avoir des actionnaires	614	274 739 312	214 094	541 301 586

TABLEAU 13

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Moins de 100 \$		100 \$ à 199 \$		200 \$ à 499 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	86 221		37 551		37 911	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	41 276	478 954	23 918	635 953	26 744	1 565 931
3 Inventaires	22 102	284 976	18 170	641 155	21 448	1 698 110
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	6 903 *	87 226	5 332 *	116 991	5 780 *	209 265
5 Autres disponibilités	70 694	986 330	36 248	1 473 029	36 129	2 056 867
6 Total de l'actif à court terme	76 320	1 837 488	37 489	2 867 128	37 421	5 530 175
7 Placements	8 819 *	192 420	8 353 *	361 028	14 687	2 058 878
8 Immobilisations nettes	57 404	787 368	33 308	1 837 474	31 850	3 453 884
9 Autres actifs	31 402	171 608	16 945	344 326	20 735	1 030 087
10 Total de l'actif	86 059	2 988 885	37 551	5 409 957	37 911	12 073 026
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	6 861 *	80 942	6 687 *	113 889	8 139	325 060
12 Comptes à payer aux fournisseurs	60 784	697 760	34 645	880 123	32 772	1 564 874
13 Autres exigibilités	60 606 *	1 137 357	31 045	1 012 366	32 369	1 818 824
14 Total du passif à court terme	76 125	1 916 060	36 708	2 006 378	36 354	3 708 759
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	42 432	1 543 570	24 049	1 893 166	27 895	3 695 025
16 Autres passifs	11 672 *	183 055	7 865 *	75 715	9 575 *	568 713
17 Total du passif	86 221	3 642 685	37 551	3 975 259	37 911	7 972 497
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	78 768	678 400	37 271 *	571 553	37 611	1 356 420
19 Bénéfices non répartis	42 856	813 097	26 963	1 779 810	28 586	4 115 258
20 Déficit accumulés	33 121 *	-2 145 298	9 297 *	-916 667	8 809	-1 371 151
21 Total de l'avoir des actionnaires	86 221	-653 801	37 551	1 434 696	37 911	4 100 527

TABLEAU 13 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	500 \$ à 999 \$		1 000 \$ à 4 999 \$		5 000 \$ à 14 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	21 573		23 051		4 375	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	15 206	1 996 504	19 131	8 049 460	3 665	5 953 626
3 Inventaires	12 347	2 233 528	14 118	8 151 116	2 828	6 612 527
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	3 253 *	235 882	3 473 *	374 767	573 *	196 035
5 Autres disponibilités	20 598	2 825 604	22 726	8 656 596	4 310	5 714 193
6 Total de l'actif à court terme	21 429	7 291 520	22 989	25 231 942	4 359	18 476 382
7 Placements	10 315 *	2 553 755	12 519 *	7 756 004	2 881 *	6 023 518
8 Immobilisations nettes	18 759	4 129 803	21 262	12 036 903	4 122	8 228 749
9 Autres actifs	12 812	1 310 111	13 797	3 183 288	2 879	2 232 001
10 Total de l'actif	21 573	15 285 190	23 051	48 208 138	4 375	34 960 652
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	4 345 *	555 194	6 274	1 506 987	850	737 094
12 Comptes à payer aux fournisseurs	19 668	2 061 346	20 158	7 228 077	4 092	5 496 909
13 Autres exigibilités	18 382 *	2 744 778	22 184	9 100 894	4 114	7 697 473
14 Total du passif à court terme	20 667	5 361 319	23 001	17 835 959	4 362	13 931 476
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	17 103	5 399 496	17 415	11 887 463	3 616	9 213 984
16 Autres passifs	8 005 *	758 070	11 443	1 410 379	2 354	1 212 541
17 Total du passif	21 573	11 518 885	23 051	31 133 801	4 375	24 358 001
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	21 491	1 838 701	22 338	5 621 026	4 278 *	7 510 930
19 Bénéfices non répartis	15 813	4 643 578	18 356	15 021 638	3 127	7 599 459
20 Déficit accumulés	4 915 *	-2 715 975	3 913	-3 568 330	1 171	-4 507 739
21 Total de l'avoir des actionnaires	21 573	3 766 304	23 051	17 074 334	4 375	10 602 650

TABLEAU 13 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	15 000 \$ à 24 999 \$		25 000 \$ à 49 999 \$		50 000 \$ à 199 999 \$	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	1 063		860		914	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	976	4 332 992	802	6 302 911	832	14 119 609
3 Inventaires	773	3 552 263	614	4 407 722	685	11 977 971
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	74 *	76 782	40	130 616	56	541 553
5 Autres disponibilités	1 024	4 223 920	856	5 395 080	898	13 923 334
6 Total de l'actif à court terme	1 049	12 185 958	859	16 236 330	905	40 562 468
7 Placements	647 *	1 804 196	533	4 008 926	586 *	17 421 165
8 Immobilisations nettes	1 011	4 654 044	819	7 358 723	851	18 217 676
9 Autres actifs	796 *	1 907 252	697	2 535 762	773	12 831 286
10 Total de l'actif	1 063	20 551 452	860	30 139 742	914	89 032 598
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	161	387 021	88 *	348 713	72	624 290
12 Comptes à payer aux fournisseurs	1 002	3 656 508	824	5 288 520	862	14 353 529
13 Autres exigibilités	1 014	5 406 885	820	6 581 213	826	18 137 928
14 Total du passif à court terme	1 062	9 450 415	850	12 218 447	909	33 115 748
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	761	4 498 479	663	7 843 918	723	21 511 244
16 Autres passifs	612 *	625 237	529	1 949 602	619	4 262 770
17 Total du passif	1 063	14 574 131	860	22 011 967	914	58 889 762
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	1 046	4 113 229	842	7 150 017	871	21 005 213
19 Bénéfices non répartis	762	5 044 712	578	5 849 527	604	17 484 787
20 Déficit accumulés	283 *	-3 180 621	270	-4 871 770	265	-8 347 166
21 Total de l'avoir des actionnaires	1 063	5 977 320	860	8 127 774	914	30 142 834

TABLEAU 13 (fin)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs en milliers de dollars

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	200 000 \$ et plus		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	574		214 094	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF				
2 Comptes à recevoir des clients	539	43 311 552	133 088	86 747 496
3 Inventaires	436	48 625 186	93 521	88 184 559
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	32	1 987 787	25 515	3 956 908
5 Autres disponibilités	561	77 675 417	194 044	122 930 374
6 Total de l'actif à court terme	568	171 599 943	203 388	301 819 339
7 Placements	463	312 020 408	59 800	354 200 301
8 Immobilisations nettes	539	229 112 833	169 925	289 817 462
9 Autres actifs	519	100 458 017	101 355	126 003 743
10 Total de l'actif	574	813 191 201	213 932	71 840 846
ÉLÉMENTS DU PASSIF				
11 Emprunts bancaires	9	578 471	33 487	5 257 665
12 Comptes à payer aux fournisseurs	531	68 551 553	175 339	109 779 203
13 Autres exigibilités	539	103 682 913	171 900	157 320 635
14 Total du passif à court terme	569	172 812 938	200 607	272 357 504
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	510	275 892 423	135 168	343 378 773
16 Autres passifs	428	35 097 118	53 103	46 143 205
17 Total du passif	574	483 802 479	214 094	661 879 482
AVOIR DES ACTIONNAIRES				
18 Capital-actions	563	246 979 851	205 079	296 825 344
19 Bénéfices non répartis	393	116 454 260	138 038	178 806 130
20 Déficit accumulés	171	-34 045 391	62 217	65 670 112
21 Total de l'avoir des actionnaires	574	329 388 720	214 094	541 301 586

TABLEAU 14
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Agriculture, pêche et exploitation forestière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	12 270		584		80		12 934	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	8 205	287 289	516	219 583	80	1 037 219	8 801 *	1 544 091
3 Inventaires	7 218	949 191	416	307 908	68	1 527 686	7 702 *	2 784 785
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 364 *	49 839	46 *	6 128	7	2 455	1 417 *	58 422
5 Autres disponibilités	11 638	752 128	583	209 421	80	1 576 600	12 301 *	2 538 149
6 Total de l'actif à court terme	11 802	2 038 448	583	743 041	80	4 143 962	12 465 *	6 925 451
7 Placements	6 283 *	1 136 433	399 *	274 248	60 *	14 412 950	6 742 *	15 823 631
8 Immobilisations nettes	11 203	3 460 308	557	722 183	80	5 822 152	11 840 *	10 004 643
9 Autres actifs	9 477	2 008 762	457 *	241 107	69 *	2 766 349	10 003 *	5 016 218
10 Total de l'actif	12 136	8 643 952	584	1 980 580	80 *	27 145 415	12 800 *	37 769 947
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	4 219	297 114	233 *	111 039	21	78 597	4 473 *	486 750
12 Comptes à payer aux fournisseurs	9 472	259 556	519	195 785	72	1 601 160	10 063 *	2 056 501
13 Autres exigibilités	10 834	963 003	583	296 506	74	536 955	11 491 *	1 796 464
14 Total du passif à court terme	11 743	1 519 674	583	603 330	80	2 216 713	12 406 *	4 339 717
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	10 314	4 400 888	480 *	531 675	72	5 862 900	10 866 *	10 795 463
16 Autres passifs	4 352 *	285 651	361	149 356	67	1 130 927	4 780 *	1 565 934
17 Total du passif	12 270	6 206 213	584	1 284 361	80	9 210 540	12 934	16 701 114
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	11 894	1 473 862	529 *	166 019	64 *	17 424 197	12 487 *	19 064 078
19 Bénéfices non répartis	8 043	1 749 880	472	559 401	53	3 301 147	8 568 *	5 610 428
20 Déficit accumulés	3 905	-786 005	52 *	-29 203	8 *	-2 790 470	3 965 *	-3 605 678
21 Total de l'avoir des actionnaires	12 270	2 437 737	584	696 217	80	17 934 874	12 934	21 068 828

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Mines, carrières et puits de pétrole							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	656		73		53		782	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	408	30 256	69	63 899	49	2 177 903	526 *	2 272 058
3 Inventaires	160	27 878	58	65 154	45	4 233 555	263 *	4 326 587
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	70 *	27 419	9 *	27 706	4 *	25 559	83 *	80 684
5 Autres disponibilités	583 *	266 856	71	68 940	53	6 748 155	707 *	7 083 951
6 Total de l'actif à court terme	597 *	352 410	73	225 701	53	13 185 173	723 *	13 763 284
7 Placements	263 *	1 111 009	46 *	316 888	41	47 020 947	350 *	48 448 844
8 Immobilisations nettes	447	127 520	70	189 875	50	19 390 306	567 *	19 707 701
9 Autres actifs	417	372 190	52	121 519	45	10 997 767	514 *	11 491 476
10 Total de l'actif	644	1 963 131	73	853 984	53	90 594 196	770	93 411 311
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	62	5 846	21 *	25 455	6	11 116	89 *	42 417
12 Comptes à payer aux fournisseurs	489	58 246	70	55 367	52	4 190 365	611 *	4 303 978
13 Autres exigibilités	432	609 982	69 *	83 884	49	7 673 454	550 *	8 367 320
14 Total du passif à court terme	593	674 075	73	164 707	53	11 874 936	719	12 713 718
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	345 *	376 874	71	327 714	53	20 321 609	469 *	21 026 197
16 Autres passifs	181 *	64 282	51 *	18 063	41	4 190 081	273 *	4 272 426
17 Total du passif	656	1 115 231	73	510 484	53	36 386 626	782	38 012 341
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	628	1 904 696	68	670 090	51	36 674 018	747 *	39 248 804
19 Bénéfices non répartis	339 *	523 554	57	140 700	42	19 003 970	438 *	19 668 224
20 Déficit accumulés	267	-1 580 351	15	-467 291	11	-1 470 419	293 *	-3 518 061
21 Total de l'avoir des actionnaires	656	847 899	73	343 499	53	54 207 569	782	55 398 967

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Industrie manufacturière							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	16 486		1 846		1 377		19 709	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	11 405	1 633 449	1 747	2 207 294	1 300	23 850 104	14 452	27 690 847
3 Inventaires	10 328	1 200 322	1 581	2 329 182	1 271	31 432 644	13 180	34 962 148
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	780 *	20 239	162 *	50 843	63	1 056 951	1 005 *	1 128 033
5 Autres disponibilités	13 980	1 339 223	1 824	1 684 166	1 347	34 005 941	17 151	37 029 330
6 Total de l'actif à court terme	14 453	4 193 235	1 846	6 271 487	1 374	90 345 642	17 673	100 810 364
7 Placements	3 530 *	616 298	1 100 *	1 113 534	916	136 749 827	5 546 *	138 479 659
8 Immobilisations nettes	12 982	2 023 538	1 709	2 727 297	1 337	75 846 001	16 028	80 596 836
9 Autres actifs	9 085 *	423 435	1 349	414 698	1 143	32 076 082	11 577	32 914 215
10 Total de l'actif	16 484	7 256 508	1 846	10 527 017	1 377	335 017 553	19 707	352 801 078
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	2 709 *	223 279	346 *	283 902	161	707 458	3 216	1 214 639
12 Comptes à payer aux fournisseurs	13 270	1 404 526	1 778	1 934 226	1 335	36 073 930	16 383	39 412 682
13 Autres exigibilités	13 401	953 618	1 645	1 517 947	1 275	49 741 415	16 321	52 212 980
14 Total du passif à court terme	14 971	2 581 424	1 845	3 736 076	1 371	86 522 804	18 187	92 840 304
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	12 202	1 807 865	1 612	2 972 055	1 076	92 492 369	14 890	97 272 289
16 Autres passifs	4 136 *	192 936	1 339 *	345 571	977	15 152 294	6 452 *	15 690 801
17 Total du passif	16 486	4 582 225	1 846	7 053 702	1 377	194 167 467	19 709	205 803 394
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	15 932	963 966	1 844	1 406 050	1 355	92 964 031	19 131	95 334 047
19 Bénéfices non répartis	10 999	2 638 449	1 549	2 717 473	1 053	64 738 034	13 601	70 093 956
20 Déficit accumulés	4 493 *	-928 134	292 *	-650 209	308	-16 851 980	5 093 *	-18 430 323
21 Total de l'avoir des actionnaires	16 486	2 674 281	1 846	3 473 314	1 377	140 850 085	19 709	146 997 680

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Construction							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	25 222		2 045		148		27 415	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	17 567	952 731	2 018	1 470 660	143	1 483 704	19 728	3 907 095
3 Inventaires	9 926 *	890 899	1 230	637 199	91	490 967	11 247	2 019 065
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	3 512 *	99 770	537 *	51 294	19	30 178	4 068 *	181 242
5 Autres disponibilités	23 138	1 630 001	2 027	1 470 578	145	1 537 069	25 310	4 637 648
6 Total de l'actif à court terme	24 496	3 573 403	2 042	3 629 733	147	3 541 919	26 685	10 745 055
7 Placements	7 519 *	3 210 059	892 *	975 892	97	1 232 848	8 508 *	5 418 799
8 Immobilisations nettes	19 040 *	2 601 878	1 971	1 201 373	140	1 439 158	21 151	5 242 409
9 Autres actifs	8 897 *	968 413	1 200 *	219 362	97	813 647	10 194	2 001 422
10 Total de l'actif	25 222	10 353 755	2 045	6 026 361	148	7 027 574	27 415	23 407 690
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	5 492 *	660 682	392 *	141 894	18	38 619	5 902 *	841 195
12 Comptes à payer aux fournisseurs	21 799	823 792	1 986	1 367 818	146	1 587 348	23 931	3 778 958
13 Autres exigibilités	20 913 *	1 762 023	2 028	1 078 826	145	1 184 622	23 086	4 025 471
14 Total du passif à court terme	23 949 *	3 246 499	2 045	2 588 539	147	2 810 590	26 141	8 645 628
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	14 848 *	3 391 952	1 642 *	1 488 890	99	1 657 305	16 589 *	6 538 147
16 Autres passifs	4 885 *	334 661	884 *	61 547	72	461 508	5 841 *	857 716
17 Total du passif	25 222	6 973 112	2 045	4 138 976	148	4 929 403	27 415	16 041 491
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	24 562 *	1 212 644	2 042 *	494 688	148	1 300 307	26 752 *	3 007 639
19 Bénéfices non répartis	17 911	3 249 620	1 863	1 847 677	130	1 027 791	19 904	6 125 088
20 Déficit accumulés	6 493 *	-1 081 623	179 *	-454 982	17	-229 930	6 689 *	-1 766 535
21 Total de l'avoir des actionnaires	25 222	3 380 641	2 045	1 887 383	148	2 098 168	27 415	7 366 192

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Transports, communications et services publics							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	15 514		1 255		276		17 045	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	9 789	353 233	1 121	921 739	257	10 496 359	11 167 *	11 771 331
3 Inventaires	1 127 *	60 835	333 *	111 140	116	1 355 166	1 576 *	1 527 141
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 709 *	45 867	206 *	35 847	23	752 580	1 938 *	834 294
5 Autres disponibilités	14 398 *	723 423	1 241 *	1 124 016	271	15 462 966	15 910 *	17 310 405
6 Total de l'actif à court terme	14 946	1 183 359	1 254	2 192 743	272	28 067 072	16 472 *	31 443 174
7 Placements	2 353 *	593 009	514 *	768 755	173	45 384 375	3 040 *	46 746 139
8 Immobilisations nettes	12 942 *	2 651 898	1 144 *	3 615 033	267	97 895 141	14 353	104 162 072
9 Autres actifs	6 926 *	239 769	792 *	500 090	207	31 580 470	7 925 *	32 320 329
10 Total de l'actif	15 514 *	4 668 036	1 255 *	7 076 623	276	202 927 059	17 045 *	214 671 718
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	2 160 *	53 587	155 *	39 205	13	23 398	2 328 *	116 190
12 Comptes à payer aux fournisseurs	13 421	357 825	1 175 *	954 429	258	11 504 061	14 854 *	12 816 315
13 Autres exigibilités	12 784	727 082	1 096	977 760	262	27 742 523	14 142 *	29 447 365
14 Total du passif à court terme	14 803	1 138 494	1 227	1 971 394	274	39 269 983	16 304 *	42 379 871
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	10 625 *	2 498 769	864 *	3 348 198	220	101 018 199	11 709 *	106 865 166
16 Autres passifs	3 906 *	165 203	674 *	537 057	199	7 609 745	4 779 *	8 312 005
17 Total du passif	15 514	3 802 466	1 255	5 856 649	276	147 897 927	17 045	157 557 042
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	15 057 *	528 549	1 225 *	990 162	271	45 292 459	16 553 *	46 811 170
19 Bénéfices non répartis	9 234	879 023	959	1 011 397	185	19 282 481	10 378 *	21 172 901
20 Déficit accumulés	4 949 *	-542 005	266 *	-781 587	83	-9 545 810	5 298 *	-10 869 402
21 Total de l'avoir des actionnaires	15 514	865 567	1 255	1 219 972	276	55 029 130	17 045	57 114 669

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de gros							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	13 955		3 419		984		18 358	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	9 381 *	915 779	3 156	3 068 550	956	17 897 498	13 493	21 881 827
3 Inventaires	7 808	654 576	2 998	3 021 651	923	18 366 461	11 729	22 042 688
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 288 *	44 152	300 *	12 677	87	296 939	1 675 *	353 768
5 Autres disponibilités	12 091	596 921	3 348	1 851 630	967	12 525 092	16 406	14 973 643
6 Total de l'actif à court terme	13 350	2 211 429	3 364	7 954 509	980	49 085 991	17 694	59 251 929
7 Placements	3 383 *	884 332	1 232 *	3 227 942	556	28 335 053	5 171 *	32 447 327
8 Immobilisations nettes	10 177 *	1 140 712	3 350	1 686 963	939	28 932 601	14 466	31 760 276
9 Autres actifs	5 430 *	146 830	1 505 *	1 527 891	715	12 963 974	7 650	14 638 695
10 Total de l'actif	13 955	4 383 304	3 419	14 397 307	983	119 317 619	18 357	138 098 230
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	1 699 *	101 178	732	267 457	129	886 079	2 560	1 254 714
12 Comptes à payer aux fournisseurs	12 192	736 010	3 273 *	3 251 095	923	17 993 860	16 388	21 980 965
13 Autres exigibilités	10 369 *	1 346 385	3 243 *	4 052 873	951	21 526 456	14 563	26 925 714
14 Total du passif à court terme	13 304 *	2 183 574	3 409 *	7 571 426	979	40 406 396	17 692	50 161 396
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	9 447 *	1 742 233	2 212 *	3 078 485	665	32 216 269	12 324	37 036 987
16 Autres passifs	2 700 *	70 281	1 073 *	465 964	498	3 679 569	4 271 *	4 215 814
17 Total du passif	13 955	3 996 088	3 419	11 115 875	984	76 302 234	18 358	91 414 197
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	13 601 *	591 163	3 351 *	1 235 613	957	27 752 805	17 909	29 579 581
19 Bénéfices non répartis	8 728 *	1 358 266	2 779	3 235 556	816	20 496 685	12 323	25 090 507
20 Déficit accumulés	4 856 *	-1 562 214	577 *	-1 189 739	145	-5 234 106	5 578 *	-7 986 059
21 Total de l'avoir des actionnaires	13 955	387 215	3 419	3 281 430	984	43 015 384	18 358	46 684 029

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Commerce de détail							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	30 096		4 352		715		35 163	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	18 319	612 467	4 040	937 153	670	3 454 686	23 029	5 004 306
3 Inventaires	21 802	2 258 351	4 141	3 533 695	678	11 652 235	26 621	17 444 281
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	4 503 *	197 999	549 *	59 333	124	262 814	5 176 *	520 146
5 Autres disponibilités	26 796 *	988 573	4 271	978 425	709	6 208 680	31 776	8 175 678
6 Total de l'actif à court terme	28 772	4 057 391	4 339	5 508 608	713	21 578 417	33 824	31 144 416
7 Placements	6 803 *	1 263 243	1 957 *	534 937	493	13 195 021	9 253 *	14 993 201
8 Immobilisations nettes	25 349	1 751 374	4 219	1 607 965	690	11 798 166	30 258	15 157 505
9 Autres actifs	15 856	583 244	2 945	319 848	488	5 466 069	19 289	6 369 161
10 Total de l'actif	30 096	7 655 253	4 339	7 971 361	715	52 037 675	35 150	67 664 289
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	7 339 *	340 478	1 342	374 348	109	124 556	8 790	839 382
12 Comptes à payer aux fournisseurs	25 631	1 273 110	4 214	1 655 451	706	9 749 913	30 551	12 678 474
13 Autres exigibilités	23 990	1 050 988	4 194	1 922 440	691	6 850 298	28 875	9 823 726
14 Total du passif à court terme	28 124	2 664 577	4 352	3 952 240	714	16 724 768	33 190	23 341 585
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	21 466	2 750 460	3 610	1 494 724	551	15 078 014	25 627	19 323 198
16 Autres passifs	5 504 *	174 822	1 596	168 677	364	1 422 772	7 464 *	1 766 271
17 Total du passif	30 096	5 589 859	4 352	5 615 641	715	33 225 554	35 163	44 431 054
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	29 299 *	646 353	4 297	509 298	707	14 667 523	34 303 *	15 823 174
19 Bénéfices non répartis	17 611	2 462 301	3 505	2 076 531	567	7 215 461	21 683	11 754 293
20 Déficit accumulés	11 367 *	-1 043 261	757	-230 112	119	-3 070 865	12 243 *	-4 344 238
21 Total de l'avoir des actionnaires	30 096	2 065 393	4 352	2 355 717	715	18 812 119	35 163	23 233 229

TABLEAU 14 (suite)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise
Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Services gouvernementaux, aux entreprises et personnels							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	76 394		3 744		677		80 815	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	37 587	1 566 797	3 395	2 658 886	497	8 350 917	41 479	12 576 600
3 Inventaires	19 468	529 733	1 470 *	682 811	213	1 496 401	21 151	2 708 945
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	9 395 *	333 079	552 *	196 342	52	270 484	9 999	799 905
5 Autres disponibilités	69 252	6 542 486	3 620	3 963 351	539	19 867 022	73 411	30 372 859
6 Total de l'actif à court terme	72 359	8 972 097	3 724	7 501 390	547	29 984 826	76 630	46 458 313
7 Placements	18 886 *	7 284 083	1 594 *	4 913 960	327	35 390 455	20 807 *	47 588 498
8 Immobilisations nettes	56 934	5 567 360	3 431	2 827 803	505	11 645 578	60 870 *	20 040 741
9 Autres actifs	30 430	1 462 892	2 223 *	2 590 149	536	16 918 982	33 189	20 972 023
10 Total de l'actif	76 394	23 286 432	3 744 *	17 833 304	677	93 939 842	80 815	135 059 578
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	5 552	174 472	557 *	252 516	21	35 379	6 130	462 367
12 Comptes à payer aux fournisseurs	57 656	1 661 895	3 670	2 804 830	505	8 041 885	61 831	12 508 610
13 Autres exigibilités	58 182	3 797 242	3 581 *	3 242 935	513	17 001 696	62 276	24 041 873
14 Total du passif à court terme	70 676	5 633 611	3 730	6 300 282	549	25 078 961	74 955	37 012 854
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	38 902	6 388 803	2 496 *	6 987 831	370	30 750 889	41 768 *	44 127 523
16 Autres passifs	17 339 *	1 284 284	1 379 *	1 245 942	269	4 402 662	18 987 *	6 932 888
17 Total du passif	76 394	13 306 698	3 744	14 534 055	677	60 232 512	80 815	88 073 265
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	71 329 *	6 819 979	3 675	3 697 421	659	33 224 565	75 663	43 741 965
19 Bénéfices non répartis	47 434 *	7 699 238	2 669	2 016 056	366	8 422 928	50 469 *	18 138 222
20 Déficit accumulés	21 331	-4 539 482	894	-2 414 230	163	-7 940 165	22 388	-14 893 877
21 Total de l'avoir des actionnaires	76 394	9 979 735	3 744	3 299 247	677	33 707 328	80 815	46 986 310

TABLEAU 14 (fin)

Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise

Québec — 2001

(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Activités économiques indéterminées							
	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	1 839		22		14		1 875	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	392 *	19 421	13 *	9 854	10 *	70 053	415 *	99 328
3 Inventaires	41	34 778	7 *	5 552	6 *	328 577	54 *	368 907
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	151 *	401	0	0	0	0	151 *	401
5 Autres disponibilités	1 045 *	75 060	15 *	14 185	11 *	719 454	1 071 *	808 699
6 Total de l'actif à court terme	1 196 *	129 663	15 *	29 593	11 *	1 118 085	1 222 *	1 277 341
7 Placements	369 *	79 861	7 *	15 969	8 *	4 158 362	384 *	4 254 192
8 Immobilisations nettes	374 *	19 060	9 *	7 994	10 *	3 118 210	393 *	3 145 264
9 Autres actifs	987 *	26 519	19 *	16 104	10 *	237 569	1 016 *	280 192
10 Total de l'actif	1 839 *	255 105	22 *	69 661	14 *	8 632 227	1 875 *	8 956 993
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	0	0	0	0	0	0	0	0
12 Comptes à payer aux fournisseurs	702 *	56 206	15 *	15 913	11 *	170 589	728 *	242 708
13 Autres exigibilités	572 *	6 473	14 *	9 374	13 *	663 861	599 *	679 708
14 Total du passif à court terme	979 *	62 679	22 *	25 287	14 *	834 451	1 015 *	922 417
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	906 *	91 542	14 *	76 588	8 *	225 660	928 *	393 790
16 Autres passifs	242 *	8 906	3 *	1 303	10 *	2 519 126	255 *	2 529 335
17 Total du passif	1 839	163 127	22	103 178	14	3 579 237	1 875	3 845 542
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	1 505 *	74 151	18 *	5 592	11 *	4 135 130	1 534 *	4 214 873
19 Bénéfices non répartis	655 *	44 061	5 *	15 560	9 *	1 092 878	669 *	1 152 499
20 Déficit accumulés	655 *	-26 236	12 *	-54 671	3 *	-175 019	670 *	-255 926
21 Total de l'avoir des actionnaires	1 839	91 976	22	-33 519	14	5 052 989	1 875	5 111 446

TABLEAU 15
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la taille de l'entreprise
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	Petite entreprise		Moyenne entreprise		Grande entreprise		Ensemble	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	192 431		17 340		4 323		214 094	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF								
2 Comptes à recevoir des clients	113 053	6 371 426	16 074	11 557 622	3 961	68 818 447	133 088	86 747 495
3 Inventaires	77 878	6 606 566	12 232	10 694 296	3 411	70 883 696	93 521	88 184 558
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	22 774	818 770	2 361 *	440 172	379	2 697 965	25 514	3 956 907
5 Autres disponibilités	172 921	12 914 675	17 001	11 364 717	4 122	98 650 981	194 044	122 930 373
6 Total de l'actif à court terme	181 970	26 711 438	17 241	34 056 809	4 177	241 051 091	203 388	301 819 338
7 Placements	49 389	16 178 331	7 742 *	12 142 128	2 670	325 879 841	59 801	354 200 300
8 Immobilisations nettes	149 447	19 343 652	16 460	14 586 491	4 018	255 887 318	169 925	289 817 461
9 Autres actifs	87 504	6 232 057	10 542 *	5 950 771	3 309	113 820 913	101 355	126 003 741
10 Total de l'actif	192 283	68 465 480	17 327	66 736 200	4 322	936 639 164	213 932	1 071 840 844
ÉLÉMENTS DU PASSIF								
11 Emprunts bancaires	29 231	1 856 640	3 777	1 495 818	479	1 905 206	33 487	5 257 664
12 Comptes à payer aux fournisseurs	154 631	6 631 169	16 701	12 234 917	4 007	90 913 116	175 339	109 779 202
13 Autres exigibilités	151 477	11 216 801	16 452	13 182 550	3 971	132 921 283	171 900	157 320 634
14 Total du passif à court terme	179 141	19 704 611	17 285	26 913 286	4 181	225 739 606	200 607	272 357 503
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	119 055	23 449 391	13 000	20 306 164	3 113	299 623 217	135 168	343 378 772
16 Autres passifs	43 244	2 581 030	7 361	2 993 485	2 499	40 568 689	53 104	46 143 204
17 Total du passif	192 431	45 735 032	17 340	50 212 935	4 323	565 931 512	214 094	661 879 479
AVOIR DES ACTIONNAIRES								
18 Capital-actions	183 807 *	14 215 367	17 049	9 174 937	4 223	273 435 039	205 079	296 825 343
19 Bénéfices non répartis	120 955	20 604 395	13 860	13 620 355	3 222	144 581 379	138 037	178 806 129
20 Déficit accumulés	58 316	-12 089 316	3 045	-6 272 028	856	-47 308 767	62 217	-65 670 111
21 Total de l'avoir des actionnaires	192 431	22 730 446	17 340	16 523 264	4 323	370 707 651	214 094	409 961 361

TABLEAU 16
Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le taux d'imposition
Québec — 2001
(nombre de sociétés; montants en milliers de dollars)

Composantes	16,25%		8,90%		5,75%	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1 Bilan	7 169		96 100		0	
ÉLÉMENTS DE L'ACTIF						
2 Comptes à recevoir des clients	2 537	681 848	70 989	53 255 804	0	0
3 Inventaires	362 *	5 948 510	53 138	51 583 840	0	0
4 Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées	1 092 *	43 778	13 958	1 443 610	0	0
5 Autres disponibilités	7 022 *	3 815 901	91 725	56 958 538	0	0
6 Total de l'actif à court terme	7 023 *	10 490 039	95 566	163 241 794	0	0
7 Placements	4 426 *	9 808 647	30 377	111 787 802	0	0
8 Immobilisations nettes	4 524 *	2 069 218	87 032	100 152 917	0	0
9 Autres actifs	1 666	1 137 458	49 142	56 072 457	0	0
10 Total de l'actif	7 024 *	23 505 363	96 099	431 254 972	0	0
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
11 Emprunts bancaires	681 *	19 460	15 740	2 461 815	0	0
12 Comptes à payer aux fournisseurs	4 313 *	3 552 825	86 610	57 618 145	0	0
13 Autres exigibilités	6 190 *	2 094 445	86 275	67 510 126	0	0
14 Total du passif à court terme	6 996 *	5 666 731	94 204	127 590 087	0	0
15 Dus aux actionnaires et dettes à long terme	2 737 *	8 215 591	63 582	103 563 779	0	0
16 Autres passifs	2 600 *	722 191	27 879	18 603 313	0	0
17 Total du passif	7 169	14 604 513	96 100	249 757 179	0	0
AVOIR DES ACTIONNAIRES						
18 Capital-actions	7 010 *	2 409 701	94 966	76 831 784	0	0
19 Bénéfices non répartis	5 710 *	6 679 343	82 240	111 425 376	0	0
20 Déficit accumulés	1 307 *	-188 196	12 321	-6 759 368	0	0
21 Total de l'avoir des actionnaires	7 169	8 900 848	96 100	181 497 792	0	0

ANNEXE 1 : Description du contenu des tableaux statistiques

A1.1 Données historiques

Le tableau 1 présente des séries chronologiques du nombre de sociétés, du revenu brut au Québec, du revenu imposable au Québec, de l'impôt à payer au Québec, de la taxe sur le capital et de la cotisation au Fonds des services de santé pour la période de 1986 à 1999. Ces variables sont ventilées selon le statut d'imposition des sociétés.

A1.2 Sommaire des statistiques fiscales

Le tableau 2 présente les statistiques fiscales sommaires des sociétés imposées et non imposées ventilées selon la proportion des affaires faites au Québec.

A1.3 Statistiques fiscales détaillées

Les tableaux 3 à 9 présentent les montants demandés ou déclarés pour 29 composantes de la déclaration de revenus ainsi que le nombre de sociétés ayant inscrit des montants à ces rubriques. Chaque composante est décrite dans l'annexe 2 intitulée « Composantes des tableaux détaillés ». Les sept tableaux sont :

Tableau 3 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés imposées et non imposées.

Tableau 4 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la région administrative.

Tableau 5 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche de revenus bruts, en milliers de dollars.

Tableau 6 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la tranche d'actifs, en milliers de dollars.

Tableau 7 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise.

Tableau 8 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon la taille de l'entreprise.

Tableau 9 : Statistiques fiscales détaillées des sociétés selon le taux d'imposition.

A1.4 Statistiques détaillées du bilan

Les tableaux 10 à 16 présentent les montants inscrits au bilan des sociétés autres que financières pour 21 composantes du bilan ainsi que le nombre de sociétés ayant inscrit des montants à ces rubriques. Chaque composante est décrite dans l'annexe 2 intitulée « Composantes des tableaux détaillés ». Les sept tableaux sont :

Tableau 10 : Statistiques du bilan des sociétés non financières imposées et non imposées.

Tableau 11 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la région administrative.

Tableau 12 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche de revenus bruts, en milliers de dollars.

Tableau 13 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la tranche d'actifs, en milliers de dollars.

Tableau 14 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise.

Tableau 15 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon la taille de l'entreprise.

Tableau 16 : Statistiques du bilan des sociétés non financières selon le taux d'imposition.

A1.5 Ventilation des tableaux détaillés

Six éléments sont utilisés pour ventiler les statistiques fiscales des sociétés ainsi que les bilans financiers.

Région administrative

La région administrative s'entend d'une communauté de territoires municipaux à laquelle se rallient la plupart des ministères du gouvernement québécois dans l'application de leurs programmes, de leurs mesures administratives ou de leurs traitements statistiques¹. Les statistiques sont réparties en 17 régions, en plus des sociétés hors-Québec et de celles dont la région est indéterminée.

Revenu

Somme de tous les revenus bruts inscrits sur la déclaration de revenus. Les statistiques sont réparties selon 10 tranches de revenus bruts.

Actif

Somme de tous les actifs inscrits sur la déclaration de revenus. Les statistiques sont réparties selon 10 tranches d'actifs.

Secteur d'activité

Le secteur d'activité représente l'activité principale de la société. Les statistiques sont réparties selon 10 secteurs d'activité :

- l'agriculture, la pêche et l'exploitation forestière;
- les mines, les carrières et les puits de pétrole;
- l'industrie manufacturière;
- la construction;
- les transports, les communications et les autres services publics;
- le commerce de gros;
- le commerce de détail;
- les finances, les assurances et les services immobiliers;
- les services gouvernementaux, aux entreprises et personnels;
- les entreprises pour lesquelles le secteur d'activité est indéterminé.

¹ Ministère des Affaires municipales et des Régions, Répertoire des municipalités du Québec, édition 1999.

Taille de l'entreprise

La taille de l'entreprise est déterminée par la tranche d'actifs pour le secteur manufacturier et par la tranche de revenus pour les autres secteurs.

	Secteur manufacturier	Autres secteurs d'activité
	Tranche d'actifs	Tranche de revenus
Petite	Moins de 3 000 000 \$	Moins de 2 000 000 \$
Moyenne	3 000 000 \$ à 12 000 000 \$	2 000 000 \$ à 20 000 000 \$
Grande	12 000 000 \$ et plus	20 000 000 \$ et plus

Taux d'imposition

Les statistiques sont ventilées en trois catégories de taux d'imposition : les entreprises dont le revenu imposable est entièrement imposé au taux de 16,25 %, celles qui sont imposées au taux d'imposition général de 8,9 % sur le revenu imposable actif et celles qui sont imposées uniquement au taux de 5,75 %. Ce dernier taux s'applique aux premiers 200 000 \$ de revenus imposables actifs.

ANNEXE 2 : Composantes des tableaux détaillés

Actif

La valeur de l'actif inscrit aux états financiers de la société.

Activité économique

L'activité la plus importante de la société.

Allocation du coût en capital

La proportion du montant du prix coûtant de la valeur d'achat des actifs ou de la valeur nette résiduelle imputée à l'année en cours à des fins fiscales.

Amortissement

La proportion du montant du prix coûtant de la valeur d'achat des actifs ou de la valeur nette résiduelle imputée à l'année en cours à des fins comptables.

Autres actifs

La différence entre l'actif et la somme des disponibilités, des placements et des actifs amortissables (e.g., achalandage).

Autres déductions admissibles

Ce poste représente la somme du bénéfice net selon les états financiers et des dépenses non admissibles moins le revenu net aux fins de l'impôt.

Autres dépenses non admissibles

Ce poste représente l'ensemble des éléments qui sont ajoutés au bénéfice net selon les états financiers dans le but d'établir le revenu net aux fins de l'impôt.

Autres disponibilités

La différence entre le total de l'actif à court terme et la somme des comptes à recevoir, des inventaires et des avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées.

Autres exigibilités

La différence entre le total du passif à court terme et la somme des emprunts bancaires et des comptes à payer.

Autres passifs

La différence entre l'actif total et la somme des exigibilités, des dus et des dettes à long terme, du capital-actions, des profits réinvestis et des déficits accumulés (e.g., impôts reportés).

Avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées

Les montants dus à la société par les actionnaires ou par les sociétés affiliées.

Bénéfice net selon les états financiers

Correspond à la différence entre les revenus et les dépenses selon les états financiers. Ce revenu peut être positif ou négatif.

Bénéfices non répartis

Les bénéfices accumulés et disponibles pour déclarer un dividende ou pour d'autres fins (e.g., réinvestissement dans la société).

Capital-actions

La valeur du capital-actions souscrit et payé par les actionnaires.

Capital versé

L'ensemble de l'avoir des actionnaires et du passif à long terme.

Comptes à payer aux fournisseurs

La valeur des comptes et des billets commerciaux à payer aux fournisseurs.

Comptes à recevoir des clients

Les montants dus à la société pour la valeur des ventes de marchandises et de services à la date de production des états financiers.

Cotisations de l'employeur au Fonds des services de santé

Les cotisations de l'employeur sont basées sur le total des salaires assujettis qu'il verse durant l'année. Il n'y a pas de maximum pour chaque employé.

Déficits accumulés

La valeur des pertes nettes accumulées jusqu'à l'exercice courant.

Dividendes imposables déductibles

Le montant des dividendes imposables qu'une société a reçu d'une autre société et qu'elle peut déduire de son revenu net à des fins fiscales selon les règles prescrites.

Dons de charité déductibles

La déduction fiscale accordée à titre de dons de charité, limitée à 20 % du revenu net.

Dus aux actionnaires et dettes à long terme

Le total des emprunts à long terme effectués par la société auprès des actionnaires, des sociétés affiliées et de tout établissement bancaire.

Emprunts bancaires

Les prêts à court terme consentis par les établissements bancaires.

Immobilisations nettes

La valeur nette des immeubles ou de l'actif dépréciable à la fin de l'exercice financier.

Impôt total

Le montant de l'impôt total calculé à partir du revenu imposable mondial de la société. Cet impôt ne correspond pas à l'impôt à payer au Québec puisqu'il ne tient pas compte de la proportion des affaires faites au Québec.

Impôt à payer au Québec

L'impôt à payer au Québec est obtenu en appliquant la proportion des affaires faites au Québec de la société à son impôt total.

Inventaires

Tout actif acquis dans le but de le revendre dans le cours normal des affaires.

Montants servant de base au calcul de la déduction fédérale

Le montant de la déduction fédérale de la société.

Pertes d'autres années déductibles

Le montant des pertes subies au cours des sept années d'imposition précédentes que la société utilise pour réduire le revenu imposable de l'année courante.

Placements

Les actions et autres valeurs détenues comme placements à long terme par la société.

Proportion des affaires faites au Québec

De façon générale, la moyenne des proportions des revenus réalisés et des salaires versés au Québec par rapport à la totalité des revenus réalisés et des salaires versés par la société.

Revenu au Québec

Les revenus bruts réalisés par la société dans ses activités au Québec. Dans le cas des sociétés ayant des activités au Québec et ailleurs, il correspond au revenu brut au Québec ayant servi de base dans la détermination du pourcentage des affaires faites au Québec.

Revenu brut

La totalité des revenus réalisés par la société au cours de son exercice financier.

Revenu d'entreprise admissible moins perte d'entreprise admissible

Le revenu net d'entreprise admissible à la déduction fédérale pour petite entreprise provenant d'une société associée.

Revenu imposable au Québec

Les règles fiscales déterminent le revenu imposable de la société ayant des activités au Québec. Dans le cas où une société réalise une partie de ses revenus à l'extérieur du Québec, le revenu imposable au Québec est obtenu en multipliant le revenu imposable mondial de la société par sa proportion des affaires faites au Québec.

Revenu net aux fins de l'impôt

Il correspond au revenu net tel qu'établi selon les règles fiscales. Il peut différer du revenu net selon les états financiers, lequel est calculé sur des bases comptables. La différence est généralement attribuable à l'écart entre l'amortissement comptable et l'allocation du coût en capital. Ce revenu peut être positif ou négatif.

Salaires versés au Québec

Le montant des rémunérations que la société verse à ses employés dans le cadre de ses activités au Québec. Dans le cas où une société exerce une partie de ses activités à l'extérieur du Québec, il correspond à la partie des salaires qui ont été versés au Québec, lesquels ont servi de base au calcul de la proportion des affaires faites au Québec.

Société active au Québec et ailleurs

Toute société qui, au sens de la loi, exploite des établissements au Québec et à l'extérieur du Québec ou est tenue de payer une taxe minimale de 250 \$ sur le capital ou de 125 \$ dans le cas d'une société agricole, de pêche, ou encore d'une société minière.

Société active au Québec seulement

Toute société qui, au sens de la loi, exploite des établissements au Québec seulement ou est tenue de payer une taxe minimale de 250 \$ sur le capital ou de 125 \$ dans le cas d'une société agricole, de pêche, ou encore d'une société minière.

Société d'assurance

L'expression « société d'assurance » signifie une société qui exerce un commerce d'assurance et comprend une association ou un groupe de personnes qui exercent un tel commerce.

Société imposée

Toute société dont l'impôt à payer avant les crédits d'impôt remboursables est supérieur à zéro.

Société autre que financière

Cette appellation désigne toute société dont l'activité économique principale est autre que l'exploitation d'une institution bancaire ou de nature similaire, le financement du crédit aux entreprises ou aux consommateurs, le courtage en valeurs mobilières, la gestion de placements, l'émission de polices d'assurance ou le commerce de valeurs immobilières.

Taxe sur le capital des sociétés d'assurance

Le montant de la taxe qu'un assureur doit verser sur les primes d'assurance payées au Québec.

Taxe sur le capital versé ou exonération

Le montant de la taxe sur le capital payable pour l'année d'imposition. Dans le cas des sociétés d'assurance, il s'agit de la taxe sur les primes d'assurance. Selon le règlement 1144R2 du chapitre III de la *Loi sur les impôts*, une société qui n'a pas exercé ses activités au cours d'une année d'imposition et dont le montant de l'actif n'excède pas 1 000 \$ est exonérée de la taxe sur le capital pour cette année.

Total de l'actif

Correspond au total de l'actif à court terme auquel il faut ajouter les placements, les immobilisations nettes et les autres actifs.

Total de l'actif à court terme

Correspond à la somme des comptes à recevoir des clients, des inventaires, des avances aux actionnaires ou aux sociétés affiliées et des autres disponibilités.

Total de la taxe sur le capital

Correspond à la somme de la taxe sur le capital et de l'en-lieu de taxe sur le capital applicable aux primes d'assurance.

Total des impôts et des taxes

Correspond à la somme de l'impôt à payer, de la taxe sur le capital, de la taxe sur les primes d'assurance et de la contribution de l'employeur au Fonds des services de santé.

Total du passif à court terme

Correspond à la somme des emprunts bancaires, des comptes à payer aux fournisseurs et des autres exigibilités.

Trimestre de clôture de l'année financière

Le trimestre au cours duquel se termine l'exercice financier de la société.

ANNEXE 3 : Méthodologie d'échantillonnage

Les objectifs de l'échantillon des sociétés

L'échantillon des sociétés a pour but premier d'obtenir, pour une année d'imposition, des informations fiscales et financières sur les sociétés qui ont des activités au Québec. Il est aussi utilisé pour le développement de la politique fiscale du Québec.

La base d'échantillonnage

La population étudiée est celle constituée à partir de l'ensemble des déclarations de revenus des sociétés produites pour l'année d'imposition 2001.

Le plan d'échantillonnage

L'échantillon des sociétés est construit selon un plan stratifié déterminé par quatre critères : le type de sociétés, le secteur d'activité économique, la tranche monétaire (chiffre d'affaires ou actif) et la région administrative.

La population des sociétés est divisée en 3 808 strates mutuellement exclusives, en tenant compte des cinq types de sociétés, des dix secteurs d'activité économique, des sept tranches monétaires et des dix-sept régions administratives. À noter que dans le cas des types de sociétés minières et des caisses d'épargne et de crédit, on y retrouve un seul secteur d'activité économique soit respectivement, « mines, carrières et puits de pétrole » et « finances, assurances et services immobiliers ».

Les cinq types de sociétés sont :

- sociétés R&D (sociétés qui ont bénéficié d'une superdéduction ou d'un crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental);
- sociétés minières;
- caisses d'épargne et de crédits;
- coopératives;
- autres sociétés.

Les dix secteurs d'activité économique sont :

- agriculture, pêche et exploitation forestière;
- mines, carrières et puits de pétrole;
- industrie manufacturière;
- construction;
- transports, communications et autres services publics;
- commerce de gros;
- commerce de détail;
- finances, assurances et services immobiliers;
- services gouvernementaux, aux entreprises et personnels;
- indéterminé.

Les sept tranches monétaires sont :

De façon générale, le chiffre d'affaires est utilisé pour stratifier l'ensemble des sociétés, à l'exception des coopératives et des sociétés manufacturières pour lesquelles la stratification se fait sur une base d'actif.

Sept strates sont construites à partir de ces informations :

- Une strate pour les valeurs incohérentes ou inconnues;
- Six strates, entre la valeur minimum et la valeur maximum, construites à partir de la méthode itérative d'Hidirolou et de Lavallée.

Les dix-sept régions administratives sont :

- Bas-Saint-Laurent
- Saguenay–Lac-Saint-Jean
- Capitale-Nationale
- Mauricie et Centre-du-Québec
- Estrie
- Montréal
- Outaouais
- Abitibi-Témiscamingue
- Côte-Nord
- Nord-du-Québec
- Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Chaudière-Appalaches
- Laval
- Lanaudière
- Laurentides
- Montérégie
- Hors du Québec

La taille de l'échantillon

Les ressources allouées à la saisie des données fiscales et financières permettent la sélection d'un nombre suffisant de sociétés pour assurer la qualité des estimations. En 2001, 12 613 déclarations de sociétés ont été sélectionnées.

La méthode de sélection

Pour les types « sociétés R&D » et « sociétés minières » un recensement de toutes les déclarations de l'année 2001 est effectué. Pour les types « coopératives », « caisses d'épargne et de crédit » et « autres sociétés » la sélection est effectuée selon un tirage aléatoire, sauf dans les tranches monétaires de valeurs incohérentes et de valeurs extrêmes pour lesquelles un recensement est effectué.

La collecte des données

Les données fiscales et financières sont extraites de la déclaration de revenus des sociétés et des états financiers qui y sont annexés. Cette information est saisie et vérifiée pour les 11 482 déclarations de revenus reçues parmi celles sélectionnées.

La méthode d'estimation

De façon générale, les techniques d'estimation usuelles associées à un plan d'échantillonnage aléatoire stratifié sont utilisées. Les estimations par domaine sont réalisées selon la technique de l'estimation séparée par strate.

L'évaluation de la qualité des résultats et de la confidentialité

La fiabilité des estimations des totaux est évaluée au moyen du coefficient de variation obtenu en effectuant le rapport entre l'écart type de l'estimation et la valeur estimée. Lorsque le coefficient de variation est égal ou supérieur à 20 %, l'estimation ne peut être considérée comme fiable et n'est fournie qu'à titre indicatif. Un astérisque (*) suit alors l'estimation en guise d'avertissement.

Les estimations qui se rapportent à moins de trois sociétés ne sont pas divulguées pour respecter le caractère confidentiel des déclarations de revenus.

ANNEXE 4 : Principaux changements apportés aux lois fiscales en 2001

MESURES POUR LES RÉGIONS

CONGÉ FISCAL POUR LES PME MANUFACTURIÈRES DES RÉGIONS RESSOURCES ÉLOIGNÉES

Afin de stimuler le développement économique dans les régions du Québec où la situation de l'emploi est la plus difficile, un congé fiscal temporaire sera accordé aux petites et moyennes entreprises (PME) manufacturières des régions ressources éloignées du Québec.

Une société admissible qui exploitera une entreprise de fabrication ou de transformation dans une des régions ressources éloignées du Québec pourra bénéficier, jusqu'au 31 décembre 2010, d'un congé fiscal relativement à cette entreprise, à l'égard des mêmes assiettes d'imposition que celles couvertes par le congé fiscal pour les nouvelles sociétés, soit à l'égard de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur le capital et de la cotisation des employeurs au Fonds des services de santé (FSS).

De plus, contrairement à la situation qui prévaut dans le cas du congé fiscal pour les nouvelles sociétés, les assiettes d'imposition couvertes par ce nouveau congé ne seront sujettes à aucun plafond.

Une société admissible pourra bénéficier d'un congé fiscal partiel, pour une année d'imposition, lorsque son capital versé applicable pour cette année, calculé sur une base consolidée, se situera entre 10 et 15 millions de dollars.

Finalement, lorsque le capital versé d'une société admissible applicable pour une année d'imposition, calculé sur une base consolidée, sera de 15 millions de dollars ou plus, celle-ci ne pourra bénéficier du congé fiscal à l'égard de cette année d'imposition.

Société admissible

De façon générale, toute société, autre qu'une société exclue, qui, au cours d'une année d'imposition, réalisera l'ensemble de ses activités exclusivement à partir d'un établissement situé dans une région ressource éloignée, se qualifiera à titre de société admissible pour cette année.

Par ailleurs, l'ensemble des activités d'une société admissible, pour une année d'imposition, devra consister principalement en l'exploitation d'une entreprise de fabrication ou de transformation.

Or, les activités d'une société étant généralement exercées par ses employés, particulièrement dans le cas d'une entreprise de fabrication ou de transformation, la masse salariale des employés sera le principal critère qui sera pris en considération pour déterminer si l'ensemble des activités d'une société est principalement de la fabrication ou de la transformation.

Les activités de fabrication ou de transformation comprendront également certaines activités afférentes à la fabrication ou à la transformation, dans la mesure où elles y sont accessoires, telles que :

- la conception technique des produits et des installations de production;
- la réception et l'emmagasiner des matières premières;
- la production, l'assemblage et la manutention des marchandises en voie de transformation;
- l'inspection et l'emballage des produits finis;
- la surveillance axiale;

- les activités de soutien à la production, y compris la sécurité, le nettoyage, le chauffage et l’entretien de l’usine;
- le contrôle de la qualité et de la production;
- la réparation des installations de production;
- la lutte antipollution.

Pour des fins de référence seulement, les activités de fabrication ou de transformation regroupées sous les codes 31 à 33 du Système de classification des industries de l’Amérique du Nord (codes SCIAN) seront généralement des activités de fabrication ou de transformation pour l’application du congé fiscal.

Activités exclues

Pour l’application de ce congé fiscal, les activités exclues désigneront :

- l’exploitation agricole ou la pêche;
- l’exploitation forestière;
- la construction;
- l’exploitation d’un puits de pétrole ou de gaz, ou l’extraction de pétrole ou de gaz naturel d’un gisement naturel de pétrole ou de gaz naturel;
- l’extraction de minéraux d’une ressource minérale;
- le traitement :
 - du minerai, à l’exception du minerai de fer ou du minerai de sables asphaltiques, provenant d’une ressource minérale, jusqu’à un stade qui ne dépasse pas celui du métal primaire ou son équivalent;
 - du minerai de fer provenant d’une ressource minérale, jusqu’à un stade qui ne dépasse pas celui de la boulette ou son équivalent;
 - du minerai de sables asphaltiques provenant d’une ressource minérale, jusqu’à un stade qui ne dépasse pas celui du pétrole brut ou son équivalent;
- la production de minéraux industriels autres que le soufre obtenu par la transformation du gaz naturel;
- le traitement du gaz, si celui-ci est traité dans le cadre d’une entreprise de vente ou de distribution de gaz dans l’exploitation d’un service public;
- le traitement, au Canada, de pétrole lourd brut extrait d’un réservoir naturel au Canada, jusqu’à un stade qui ne dépasse pas celui du pétrole brut ou l’équivalent.

Régions ressources éloignées

Les régions ressources éloignées seront constituées des territoires compris dans les régions administratives suivantes :

- Bas-Saint-Laurent (région 01);
- Saguenay–Lac-Saint-Jean (région 02);
- en Mauricie (région 04), la MRC du Haut-Saint-Maurice et la MRC de Mékinac;
- Abitibi-Témiscamingue (région 08);
- Côte-Nord (région 09);
- Nord-du-Québec (région 10);
- Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (région 11).

ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION DANS LES RÉGIONS RESSOURCES

Afin de favoriser la diversification économique des régions ressources et de stimuler le développement et l'expansion d'entreprises, un crédit d'impôt remboursable temporaire sera instauré à l'égard d'activités spécifiques, autres que les activités de première transformation, exercées dans les secteurs de la fabrication et de la transformation.

De façon plus particulière, ce crédit d'impôt sera accordé, dès l'année civile 2001, à l'égard de la hausse de la masse salariale attribuable aux employés admissibles d'une société admissible œuvrant dans une région ressource du Québec, dans le secteur de la transformation des ressources naturelles ou de certains produits, de la production d'énergie ou encore de l'aquaculture.

Une société admissible pourra bénéficier de ce crédit d'impôt à l'égard de cinq années civiles. Afin de bénéficier de ce crédit d'impôt, une société admissible devra débiter l'exploitation d'une entreprise agréée dans une région admissible au plus tard au cours de l'année civile 2004.

Société admissible

De façon générale, toute société, autre qu'une société exclue, qui, au cours d'une année civile, exploitera une entreprise agréée dans une région admissible et y aura un établissement, pourra, à certaines conditions, bénéficier du crédit d'impôt à l'égard de cette année civile.

Entreprise agréée

Pour l'application de ce crédit d'impôt, une « entreprise agréée » désignera une entreprise à l'égard de laquelle un certificat d'admissibilité aura été délivré par Investissement Québec, et dont les activités sont, relativement aux secteurs suivants :

- secteur de la transformation du bois;
- secteur de la transformation des métaux;
- secteur de la transformation des aliments;
- secteur de l'énergie;
- autres secteurs :
 - la fabrication et la transformation de produits finis ou semi-finis à partir de la tourbe, la valorisation et le recyclage des déchets et résidus résultant de l'exploitation ou de la transformation des ressources naturelles, l'aquaculture d'eau douce ou la fabrication d'équipements spécialisés destinés à l'aquaculture d'eau douce.

Régions admissibles

Les régions admissibles seront constituées des territoires compris dans les régions administratives suivantes :

- Bas-Saint-Laurent (région 01);
- Saguenay–Lac-Saint-Jean (région 02);
- Mauricie (région 04);
- Abitibi-Témiscamingue (région 08);
- Côte-Nord (région 09);
- Nord-du-Québec (région 10);
- Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (région 11).

Employé admissible

Un « employé admissible » d'une société admissible désignera un employé d'un établissement de cette société située dans une région admissible.

De plus, les fonctions de cet employé, auprès de la société admissible, devront être consacrées, dans une proportion d'au moins 75 %, à entreprendre, à superviser ou à supporter directement les activités de l'entreprise agréée conduites par la société admissible.

Modalités de détermination du crédit d'impôt

Une société admissible pourra, à l'égard d'une année civile, bénéficier du crédit d'impôt remboursable basé sur l'accroissement de la masse salariale attribuable à ses employés admissibles, selon la formule suivante :

$$\text{Montant du crédit d'impôt} = 40 \% \times (A - B)$$

Dans cette formule :

- la lettre A représente l'ensemble des salaires versés par la société à ses employés admissibles pour l'année civile;
- la lettre B représente l'ensemble des salaires versés par la société à ses employés admissibles pour son année civile de référence.

Vallée de l'aluminium

Ce crédit d'impôt, dont le taux est de 40 %, est accordé à l'égard de l'accroissement de la masse salariale attribuable aux employés de production ou de commercialisation d'une société admissible œuvrant dans le domaine de la fabrication de certains produits ou équipements reliés à l'aluminium, dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean (région 02). Ce crédit d'impôt s'applique actuellement à l'égard des années civiles 2000 à 2003.

De façon plus particulière, pour l'application de ce crédit d'impôt, une société doit exploiter, dans la région administrative du Saguenay-Lac-Saint-Jean, une entreprise agréée pour laquelle Investissement Québec a délivré un certificat d'admissibilité et dont les activités consistent :

- à fabriquer, en tout ou en partie, des produits finis ou semi-finis à partir de l'aluminium qui a déjà subi une première transformation et, accessoirement, le cas échéant, à les commercialiser; ou
- à fabriquer des équipements spécialisés destinés aux entreprises de production d'aluminium ou de transformation de l'aluminium et, accessoirement, le cas échéant, à les commercialiser.

Élargissement de la notion d'« entreprise agréée »

La notion d'« entreprise agréée » sera élargie, à compter de l'année civile 2000, afin de désigner également une entreprise dont l'activité est la valorisation et le recyclage des déchets et résidus résultant de la transformation de l'aluminium.

Uniformisation des mesures relatives à la création d'emplois

Le crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources permettra aux sociétés admissibles de bénéficier d'un crédit d'impôt à l'égard de cinq années civiles, et ce, même si l'accroissement de la masse salariale se limite à une seule année.

Afin d'uniformiser les mesures relatives aux activités de transformation dans les régions, les modalités d'application du crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium seront harmonisées avec celles du crédit d'impôt remboursable pour les activités de transformation dans les régions ressources.

Ainsi, de façon sommaire, le crédit d'impôt remboursable pour la Vallée de l'aluminium sera accordé à l'égard de cinq années civiles consécutives, à compter de celle où débutera l'exploitation d'une entreprise agréée.

Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec

Le 17 novembre 2000, l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour la Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec a été annoncée. Ce crédit d'impôt, dont le taux est de 40 %, est accordé à l'égard de l'accroissement de la masse salariale attribuable aux employés admissibles d'une société admissible œuvrant dans certaines régions maritimes du Québec, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et la MRC de Matane.

De façon générale, ce crédit d'impôt remboursable est accordé à l'égard d'activités spécifiques exercées dans les secteurs de l'exploitation des ressources maritimes ou éoliennes, afin de compenser les coûts liés à la création ou à l'expansion d'une entreprise agréée dans ces secteurs.

Élargissement de la notion d'« entreprise agréée »

Afin de favoriser le développement de l'énergie éolienne au Québec, une « entreprise agréée » désignera également une entreprise dont l'activité est la production d'énergie éolienne.

La région admissible, à l'égard d'une entreprise agréée dont les activités sont la production d'énergie éolienne, la fabrication d'éoliennes ou d'équipements spécialisés destinés à la production d'énergie éolienne, sera constituée du territoire compris dans la région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (région 11) et dans la MRC de Matane.

Cette modification s'appliquera rétroactivement à compter de l'année civile 2000.

Remplacement du régime des actions accréditatives par un crédit d'impôt remboursable

Dans le cadre des modifications envisagées, le gouvernement a indiqué son intention de remplacer l'ensemble des avantages fiscaux relatifs aux actions accréditatives, y compris les déductions de base de 100 %, par un mécanisme d'aide plus direct, soit un crédit d'impôt remboursable à l'égard des dépenses d'exploration. Il a également précisé que ce nouveau mécanisme d'aide fiscale s'appliquerait aussi aux frais liés aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie au Canada, puisque ces frais bénéficient actuellement d'un mécanisme d'actions accréditatives.

Ce nouveau mécanisme d'aide fiscale devrait permettre d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs, puisque l'aide apportée à une société pour lui permettre d'engager des dépenses sera la même, que les investisseurs soient des particuliers, des sociétés, ou encore des investisseurs étrangers. De plus, ce nouveau mécanisme d'aide fiscale évitera un problème important inhérent à l'octroi d'une aide fiscale indirecte, soit les conséquences d'une révision à la baisse, par les autorités fiscales, des montants ayant fait l'objet de renoncations en faveur des investisseurs.

Ainsi, une société admissible qui engagera des frais admissibles, au cours d'une année d'imposition, pourra dorénavant bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable, pour cette année, pouvant atteindre 45 % du montant de ces frais admissibles.

Frais admissibles

L'expression « frais admissibles » d'une société admissible, pour une année d'imposition, désignera l'ensemble des frais engagés par celle-ci, au cours de cette année, et attribuables :

- soit aux frais d'exploration qui, en vertu du régime actuel des actions accréditatives, permettent à un particulier de bénéficier d'une déduction d'au moins 125 %;
- soit aux frais engagés au Québec et liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie qui permettent actuellement à un particulier de bénéficier d'une déduction de 100 %.

Pour plus de précision, les frais d'exploration qui, en vertu du régime actuel des actions accréditives, permettent à un particulier de bénéficier d'une déduction d'au moins 125 %, comprennent certains frais canadiens de mise en valeur engagés au Québec qui sont réputés être des frais d'exploration engagés au Québec, permettant ainsi à un particulier de bénéficier d'une déduction de 125 %, et les frais québécois d'exploration minière de surface ou d'exploration pétrolière ou gazière qui permettent à un particulier, à l'aide d'une autre déduction additionnelle de 50 %, de bénéficier d'une déduction totale de 175 %.

Taux du crédit d'impôt remboursable

Le taux de base du crédit d'impôt dont pourra bénéficier une société sera de 20 %. Ce taux sera par ailleurs majoré à 40 % à l'égard des frais admissibles engagés par une société qui n'exploite aucune ressource minérale ni aucun puits de pétrole ou de gaz, et qui n'est pas liée à une société qui exploite une ressource minérale ou un puits de pétrole ou de gaz. De plus, les taux de 20 % et de 40 % seront majorés à 25 % et à 45 %, respectivement, à l'égard des frais admissibles engagés par une société admissible dans le Moyen-Nord ou dans le Grand-Nord québécois. Dans le cas particulier des frais engagés au Québec et liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie, un taux unique de 40 % sera applicable.

Pour plus de précision, l'exploitation d'une ressource minérale ou d'un puits de pétrole ou de gaz s'entendra d'une telle exploitation en quantité commerciale raisonnable.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que le niveau d'aide apportée à l'égard des frais d'exploration engagés au Québec, des frais canadiens de mise en valeur engagés au Québec qui sont réputés être des frais d'exploration engagés au Québec et des frais engagés au Québec et liés aux énergies renouvelables et à l'économie d'énergie, en vertu du nouveau crédit d'impôt, a été établi en fonction de la déduction maximale de 175 % dont pouvait bénéficier un particulier en vertu du régime des actions accréditives.

Modification à la définition de Moyen-Nord et de Grand-Nord

En vertu des règles actuelles, le Moyen-Nord désigne, pour l'application de la *Loi sur les impôts*, le territoire qui était visé par le Programme d'exploration minière du Moyen-Nord du MRN au moment de l'instauration d'une déduction additionnelle de 25 % à l'égard des frais d'exploration engagés sur ce territoire, soit à l'occasion du Discours sur le budget du 31 mars 1998. Le territoire visé était alors celui situé au nord des villes de Matagami et de Chibougamau, compris entre 50°30' et 54°00' de latitude et limité à l'est par le front de Grenville, ainsi qu'une partie du territoire de la Côte-Nord située entre Baie-Johan-Beetz et la rivière du Petit Mécatina. Le Grand-Nord désignait alors le territoire situé au nord du 54e degré de latitude.

Le territoire visé par le Programme d'exploration minière du Moyen-Nord du MRN a depuis été agrandi. Ainsi, le territoire visé par ce programme d'aide est maintenant celui situé au nord des villes de Matagami et de Chibougamau, compris entre 50°30' et 55°00' de latitude et limité à l'est par le front de Grenville, ainsi qu'une partie du territoire de la Côte-Nord située entre le 59e et le 66e degré de longitude.

Une modification sera apportée à la définition de zone d'exploration nordique de la *Loi sur les impôts* afin que le Moyen-Nord désigne, pour l'application de cette loi, le territoire actuellement visé par le Programme d'exploration minière du Moyen-Nord du MRN. En corollaire, le Grand-Nord désignera le territoire situé au nord du 55e degré de latitude.

Interaction du régime des actions accréditives et du nouveau crédit d'impôt remboursable

Le régime des actions accréditives pourra continuer d'être utilisé pour le reste de l'année 2001, avant son remplacement complet par le nouveau crédit d'impôt. Ainsi, les dépenses canadiennes d'exploration et les frais liés aux énergies renouvelables et aux économies d'énergie au Canada, qu'ils soient engagés au Québec ou à l'extérieur du Québec, pourront, pour l'année civile 2001, continuer de faire l'objet d'une renonciation en faveur d'un investisseur en vertu du régime des actions accréditives. En conséquence, seuls les frais admissibles n'ayant pas fait l'objet d'une renonciation pour l'application de la *Loi sur les*

impôts en vertu du régime des actions accréditives pourront permettre à une société admissible de bénéficier du nouveau mécanisme d'aide.

Par ailleurs, la déduction additionnelle de 25 % dont peut bénéficier une société, en vertu de la Loi sur les impôts et de la Loi concernant les droits sur les mines, à l'égard de certains frais d'exploration engagés dans le Moyen-Nord ou dans le Grand-Nord québécois, sera également abolie à compter du 1er janvier 2002. Les frais donnant droit à cette déduction additionnelle pourront toutefois continuer, pour le reste de l'année 2001, de faire l'objet d'une renonciation en faveur de l'investisseur lorsque celui-ci est une société et que ces frais d'exploration seront financés par actions accréditives. Par contre, cette déduction additionnelle ne pourra plus être demandée par la société qui engage des frais admissibles lorsqu'elle peut demander le nouveau crédit d'impôt, soit à l'égard des frais engagés après le jour du Discours sur le budget.

MESURES CONCERNANT L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

CITÉ DE LA BIOTECHNOLOGIE ET DE LA SANTÉ HUMAINE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Afin de favoriser le déploiement d'entreprises dans le secteur des biotechnologies et de la santé humaine, un nouveau crédit d'impôt remboursable sera instauré, pour une période de cinq ans débutant le 1er janvier 2001, pour compenser les coûts liés à la période d'apprentissage de nouveaux employés à l'emploi d'entreprises œuvrant dans le domaine de la biotechnologie et de la santé humaine.

De façon plus particulière, ce crédit d'impôt sera accordé à l'égard de l'accroissement de la masse salariale attribuable aux employés de fabrication ou de commercialisation d'une société admissible œuvrant dans ce domaine, dans le Parc scientifique et de haute technologie de Laval. Le taux de ce nouveau crédit d'impôt remboursable sera de 40 %.

Région admissible

Essentiellement, la région admissible correspondra au territoire actuel du Parc scientifique et de haute technologie de Laval. Ce territoire est composé de 53 parcelles de terrain. Ces terrains formeront la Cité de la biotechnologie et de la santé humaine du Montréal métropolitain (Cité).

Modalités de détermination du crédit d'impôt

Une société admissible pourra, à l'égard d'une année civile, bénéficier du crédit d'impôt basé sur l'accroissement de la masse salariale attribuable à ses employés admissibles, selon la formule suivante :

$$\text{Montant du crédit d'impôt} = 40 \% \times (A - B)$$

Dans cette formule :

- la lettre A représente l'ensemble des salaires versés par la société à ses employés admissibles pour l'année civile;
- la lettre B représente le montant de référence de la société pour l'année civile.

Ainsi, une société nouvellement formée qui s'établira dans la région admissible pourra, à l'égard d'une année civile, bénéficier du crédit d'impôt en fonction de l'accroissement total de la masse salariale attribuable à ses employés admissibles, sous réserve, notamment, des règles relatives aux sociétés associées et aux transferts d'activités d'une personne à une autre.

Employé admissible

Un « employé admissible » d'une société admissible désignera un employé d'un établissement de cette société situé dans la région admissible, qui n'est pas un actionnaire désigné de cette société.

De plus, les fonctions de cet employé, auprès de la société admissible, devront être consacrées, dans une proportion d'au moins 90 %, directement à la fabrication de produits reliés au secteur de la biotechnologie et de la santé humaine, à la commercialisation de tels produits ou à toute autre activité reliée à ce domaine et pour laquelle un certificat d'admissibilité aura été délivré par Investissement Québec.

Désignation à Laval d'un site dédié à la réalisation d'activités dans le secteur des biotechnologies

Une société qui réalise un projet novateur peut ainsi bénéficier d'un congé fiscal de cinq ans à l'égard de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur le capital et des cotisations d'employeur au FSS. Elle peut également bénéficier de crédits d'impôt remboursables à l'égard des salaires versés à des employés admissibles ainsi que pour l'acquisition ou la location de matériel spécialisé admissible.

De façon à permettre aux sociétés qui réalisent des activités dans le secteur des biotechnologies de bénéficier d'une aide fiscale additionnelle, certains ajustements seront apportés aux règles actuelles.

Désignation du Centre de développement des biotechnologies de Laval

Actuellement, le Centre de développement des technologies de l'information (CDTI) de Laval est un immeuble situé au 440, boulevard Armand-Frappier. La superficie autorisée de ce CDTI est de 9 650 mètres carrés.

Un second immeuble, dédié à la réalisation d'activités dans le secteur des biotechnologies, sera désigné dans la ville de Laval. Il s'agit d'un immeuble à construire, sur le terrain désigné par le numéro de lot 1 166 218, cadastre du Québec, circonscription foncière de Laval, soit sur le campus de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). La superficie autorisée en vertu de cette nouvelle désignation sera de 9 300 mètres carrés.

Cet immeuble sera désigné comme étant le Centre de développement des biotechnologies de Laval, mais sera toutefois considéré comme un CDTI pour l'application des mesures fiscales.

Secteur d'activité admissible du Centre de développement des biotechnologies de Laval

Le secteur des biotechnologies, lequel comprend notamment la santé humaine, sera le seul secteur d'activité admissible pour l'application de l'aide fiscale relative au Centre de développement des biotechnologies de Laval.

En conséquence, une société qui réalisera un projet novateur dans le domaine des biotechnologies dans le Centre de développement des biotechnologies de Laval, pourra obtenir une attestation d'admissibilité à l'égard de la réalisation de celui-ci, et pourra ainsi, si elle respecte les autres critères applicables, bénéficier des mesures fiscales avantageuses relatives à la réalisation d'un projet novateur dans un CDTI.

Pour plus de précision, une société qui réalisera des activités admissibles dans le domaine des biotechnologies dans le Centre de développement des biotechnologies de Laval, autrement que dans le cadre de la réalisation d'un projet novateur, pourra bénéficier de l'aide fiscale spécifiquement applicable aux CNE.

LOCATION PONCTUELLE D'INSTALLATIONS SPÉCIALISÉES

L'exploitation d'une entreprise dans le domaine des biotechnologies requiert généralement l'utilisation ponctuelle de certaines installations spécialisées. Dans ce contexte, une société qui réalisera un projet novateur dans le Centre de développement des biotechnologies de Laval pourra bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable égal à 40 % du montant des frais de location admissibles relatifs à la location ponctuelle d'installations spécialisées admissibles.

De façon plus particulière, une telle société pourra bénéficier de ce nouveau crédit d'impôt à l'égard des frais de location admissibles engagés par elle au cours de sa période de congé fiscal de cinq ans.

À cette fin, un assouplissement sera apporté à la restriction prévoyant que, de façon sommaire, une société qui réalise un projet novateur dans un CDTI ne peut, pour ses trois premières années de congé fiscal, bénéficier d'aucun autre crédit d'impôt prévu par la législation fiscale. Cette restriction générale, qui comporte déjà quelques exceptions, sera ainsi modifiée afin de permettre à une société qui réalisera un projet novateur dans le Centre de développement des biotechnologies de Laval de bénéficier pleinement du présent crédit d'impôt.

Installation spécialisée admissible

Pour l'application de ce nouveau crédit d'impôt, l'expression « installation spécialisée admissible » désignera une installation à l'égard de laquelle une personne, ci-après appelée « locateur », aura obtenu une attestation d'admissibilité d'Investissement Québec à l'effet que cette installation est :

- soit mise en place par cette personne dans le Centre de développement des biotechnologies de Laval, ailleurs que dans le local d'une société qui réalise des activités admissibles, et comprend presque exclusivement des biens spécialisés utilisés dans le domaine des biotechnologies qui, au moment où ils sont installés dans le Centre de développement des biotechnologies de Laval, sont neufs et destinés à être loués de façon ponctuelle par plusieurs personnes;
- soit une installation spécialisée de l'INRS, utilisée dans le domaine des biotechnologies et située dans la Cité de la biotechnologie et de la santé humaine du Montréal métropolitain.

À titre d'exemple, l'expression « installation spécialisée admissible » comprendra des laboratoires pourvus d'équipements spécialisés ou des salles spécialisées.

Frais de location admissibles

Pour l'application de ce nouveau crédit d'impôt, l'expression « frais de location admissibles » correspondra aux frais de location attribuables à la location des installations spécialisées admissibles, y compris les frais attribuables aux biens consommés dans le cadre de cette utilisation et qui sont indispensables à celle-ci. Toutefois, ces frais de location ne comprendront pas les services attribuables à un opérateur, à un technicien ou à toute autre personne dont les services pourraient être requis pour l'utilisation des installations spécialisées admissibles.

Pour plus de précision, une société admissible qui réalisera un projet novateur pourra également bénéficier du crédit d'impôt remboursable relatif au matériel spécialisé admissible qu'elle acquiert ou loue, et qu'elle installe dans son local du Centre de développement des biotechnologies de Laval, selon les règles actuellement applicables aux sociétés admissibles qui réalisent un projet novateur dans un CDTI.

Extension temporaire de l'amortissement accéléré aux équipements de stations micro-ondes

Les contribuables qui exploitent une entreprise au Québec peuvent bénéficier d'une déduction pour amortissement de 100 % du coût en capital de certains biens utilisés au Québec, sans tenir compte de la règle de demi-année et des règles de mise en service qui sont généralement applicables en vertu de la législation fiscale.

Par ailleurs, les contribuables qui exploitent leur entreprise en partie au Québec et en partie à l'extérieur du Québec, peuvent bénéficier d'une déduction additionnelle égale à 20 % de la déduction pour amortissement demandée à l'égard de tels biens pour une année d'imposition. Le montant ainsi obtenu, pour une année, est par la suite multiplié par la proportion qui existe, pour cette année, entre les affaires faites à l'extérieur du Québec par le contribuable et celles faites au Québec.

Enfin, les contribuables qui acquièrent des biens par ailleurs admissibles à la déduction pour amortissement accéléré avant le 1er avril 2005, peuvent généralement bénéficier d'une déduction supplémentaire égale à 25 % de la déduction pour amortissement accéléré demandée pour une année d'imposition, portant ainsi la déduction totale à 125 %. Lorsqu'un contribuable fait en partie affaires à l'extérieur du Québec au cours d'une année d'imposition, le montant de la déduction supplémentaire est divisé par sa proportion des affaires faites au Québec pour cette année, de façon qu'il profite pleinement de cette déduction supplémentaire.

Ces mesures ont été étendues, de façon temporaire, aux biens constitués par des câbles de fibres optiques et par des câbles coaxiaux, ainsi qu'à l'équipement opto-électronique et à l'équipement électronique qui, respectivement, s'y rattachent.

Essentiellement, cette extension temporaire avait pour but de favoriser le déploiement des équipements permettant d'offrir l'Internet à haute vitesse dans les régions du Québec à l'extérieur des grands centres urbains.

Or, en plus des réseaux de fibres optiques ou coaxiaux, les stations micro-ondes sont parfois utilisées afin de déployer des réseaux à large bande en région.

Afin de reconnaître cette situation, les équipements ci-après décrits reliés à une station micro-ondes pourront donner droit à la déduction pour amortissement accéléré de 100 %, selon les mêmes conditions que celles prévues à l'égard du matériel de fabrication ou de transformation, pour autant cependant que de tels biens soient utilisés dans des régions désignées.

De façon plus particulière, les biens pouvant donner droit à un tel traitement seront les suivants :

- un décodeur, lequel fait passer les signaux du numérique à l'analogique;
- un encodeur, lequel fait passer les signaux de l'analogique au numérique;
- un modulateur, lequel module les signaux en MF pour les signaux analogiques et en PS pour les signaux numériques;
- un démodulateur, lequel démodule le signal MF en fréquences intermédiaires;
- un régénérateur, lequel détecte et régénère les signaux analogiques ou numériques du départ. Ce régénérateur est aussi un répéteur, ce qui inclut un détecteur et un amplificateur;
- un multiplexeur, lequel regroupe les signaux en un seul;
- un démultiplexeur, lequel dégroupe les signaux;
- un émetteur-récepteur DS3 et plus, soit un émetteur-récepteur en mode asymétrique permettant un débit d'au moins 44,7 mégabits/seconde;
- un émetteur-récepteur OC1 et plus, soit un émetteur-récepteur en mode symétrique (sonet) permettant un débit d'au moins 51,8 mégabits/seconde.

MESURES CONCERNANT LA CULTURE

Le gouvernement appuie le développement des industries culturelles par le biais de plusieurs crédits d'impôt remboursables qui soutiennent les activités des entreprises québécoises. Ces crédits d'impôt ont permis de favoriser la création d'emplois, notamment dans le secteur de la production cinématographique et télévisuelle.

Afin de maintenir l'aide fiscale aux entreprises œuvrant dans le domaine culturel et d'assurer que les objectifs poursuivis par les crédits d'impôt accordés à cet égard soient respectés, des ajustements seront apportés au crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, au crédit d'impôt pour services de production cinématographique, au crédit d'impôt pour la production de spectacles musicaux ainsi qu'au crédit d'impôt pour l'édition de livres.

PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE OU TÉLÉVISUELLE QUÉBÉCOISE

Le crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise porte sur les dépenses de main-d'œuvre engagées par une société qui produit un film québécois, selon le sens qui est donné à cette expression par le Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois.

Ce crédit d'impôt correspond généralement à 33 1/3 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles engagées pour produire le film. Par ailleurs, les dépenses de main-d'œuvre donnant droit à ce crédit d'impôt ne peuvent excéder 45 % des frais de production du film, de sorte que l'aide fiscale ne peut dépasser 15 % de ces frais.

Cependant, dans le cadre de l'application de ce crédit d'impôt, une aide additionnelle peut être accordée à l'égard des dépenses de main-d'œuvre liées à la production de certains longs métrages de langue française, de certains documentaires et de certaines productions comportant des effets spéciaux ou de l'animation informatique, de sorte que l'aide fiscale peut atteindre 20,25 % des frais de production du film.

De plus, une aide additionnelle est également accordée lorsque le film est produit à l'extérieur de la région de Montréal, de façon à encourager la production de films et d'émissions de télévision qui reflètent mieux les multiples réalités régionales du Québec, et aussi afin d'aider les producteurs établis à l'extérieur de la région de Montréal. Dans ce cas, l'aide fiscale peut atteindre 25 % des frais de production du film.

Dans tous les cas, ce crédit d'impôt ne peut excéder un montant de 2,5 millions de dollars par film.

Précision concernant les captations en temps réel

Le 29 juin 2000, le gouvernement annonçait que le Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois serait modifié pour retirer de la liste des productions inadmissibles, les émissions de type variété qui présentent une activité en temps réel, diffusées en direct ou en différé, avec ou sans modification lors du montage, si elles satisfont par ailleurs aux critères d'admissibilité spécifiques à ce type d'émission.

Afin de ne pas pénaliser une catégorie de production par rapport à une autre, le Règlement sur la reconnaissance d'un film comme film québécois sera modifié pour retirer de la liste des productions inadmissibles, les émissions et les films qui présentent une activité en temps réel, diffusés en direct ou en différé, avec ou sans modification lors du montage, à l'exception toutefois des productions télévisuelles de types gala, remise de prix et présentation de défilés.

Fin du moratoire concernant les productions d'animation

À l'occasion du Discours sur le budget du 25 mars 1997, la définition des dépenses de main-d'œuvre admissibles pour l'application du crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, a été resserrée à l'égard des montants versés en sous-traitance, de façon à n'admettre que la rémunération versée à une société sous-traitante qui a un établissement au Québec.

Cependant, un moratoire de trois ans a été mis en place à l'égard des productions d'animation, lequel a été prolongé d'une année à l'occasion du Discours sur le budget du 14 mars 2000, de sorte que ce resserrement ne s'applique qu'à l'égard des productions d'animation dont les principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement ont débuté après le 25 mars 2001.

Ce moratoire n'est pas prolongé de nouveau. Par ailleurs, pour l'application du resserrement de la définition des dépenses de main-d'œuvre, il reviendra à la SODEC de déterminer la date du début des principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement d'une production d'animation.

Pour plus de précision, ce resserrement s'appliquera à l'égard de chacun des épisodes, faisant partie d'une série d'animation, dont les principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement auront débuté après le 25 mars 2001.

Nouveau montant d'aide gouvernementale ou non gouvernementale prescrit

Pour l'application du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, les frais de production ainsi que les dépenses de main-d'œuvre admissibles d'un film québécois doivent être réduits du montant de toute aide gouvernementale ou non gouvernementale que la société a reçue, est en droit de recevoir ou peut raisonnablement s'attendre à recevoir à leur égard, à l'exclusion de certains montants prescrits.

Or, le 30 juin 1999, le gouvernement a annoncé une bonification de ce crédit d'impôt de façon à ce qu'il soit majoré à l'égard des productions cinématographiques ou télévisuelles régionales.

Dans le même ordre d'idées, le 1er février 2000, le ministre responsable de la région de la Capitale nationale a annoncé qu'un montant de 150 000 \$ provenant du Fonds de diversification de l'économie de la Capitale servirait à soutenir le démarrage de productions cinématographiques ou télévisuelles dans la région de la Capitale nationale.

Dans ce contexte, la législation fiscale sera modifiée de façon à ce qu'un montant versé par le Fonds de diversification de l'économie de la Capitale constitue un montant d'aide prescrit pour l'application du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise. Ainsi, un montant versé par ce fonds ne réduira pas les frais de production ni les dépenses de main-d'œuvre admissibles d'un film québécois.

Cette modification s'appliquera à l'égard d'un montant versé par ce fonds après le 31 janvier 2000.

Ajustement à la bonification concernant les productions cinématographiques ou télévisuelles régionales

Actuellement, afin d'encourager la production cinématographique et télévisuelle réalisée à l'extérieur de la région de Montréal, les taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise sont bonifiés relativement à une production régionale.

De façon plus particulière, ces taux bonifiés s'appliquent à l'égard des dépenses de main-d'œuvre admissibles engagées pour des services rendus au Québec, à l'extérieur de la région de Montréal, relativement à une production admissible.

Pour l'application de cette bonification, l'expression « région de Montréal » désigne le territoire constitué des régions administratives ou des parties de régions administratives suivantes :

- Montréal (région 06);
- Laval (région 13);
- Montérégie (région 16);
- Lanaudière (région 14), sans les MRC Matawinie et d'Autray;
- Laurentides (région 15), sans les MRC Les Laurentides et Antoine-Labelle.

SERVICES DE PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Le crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique incite les producteurs étrangers à choisir le Québec comme lieu de tournage, en leur accordant une aide fiscale égale à 11 % de leurs dépenses de main-d'œuvre admissibles.

À cet égard, une dépense de main-d'œuvre admissible comprend le traitement ou le salaire versé à un employé admissible ainsi que la rémunération versée à un particulier admissible qui ont rendu des services, au Québec, relativement à une production admissible.

Ajustement aux notions d'employé admissible et de particulier admissible

Selon les règles actuelles applicables à ce crédit d'impôt, les expressions « employé admissible » et « particulier admissible » désignent une personne qui résidait au Québec à la fin de l'année civile qui a précédé celle au cours de laquelle les principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement de la production admissible ont commencé.

Or, dans ce genre de production, il arrive que la prestation de services, au Québec, n'intervienne qu'à l'étape de la postproduction.

En raison de ce long laps de temps, il peut être difficile, pour la qualification des employés admissibles et des particuliers admissibles, d'appliquer la condition à l'effet que ces personnes devaient résider au Québec à la fin de l'année civile qui a précédé celle au cours de laquelle les principaux travaux de prises de vue ou d'enregistrement de la production admissible ont commencé.

Afin de faciliter l'application de cette condition, la législation fiscale sera modifiée de façon à ce qu'une personne, qui résidait au Québec à la fin de l'année civile précédant celle au cours de laquelle elle a rendu des services relativement à une production admissible, se qualifie à titre d'employé admissible ou de particulier admissible, selon le cas.

PRODUCTION DE SPECTACLES MUSICAUX

Le crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles musicaux a été mis en place pour soutenir les activités des entreprises œuvrant dans le domaine du spectacle. Sommairement, une société admissible peut, à certaines conditions, bénéficier d'un crédit d'impôt remboursable égal à 33 1/3 % des dépenses de main-d'œuvre qu'elle engage aux fins de produire un spectacle admissible.

Les dépenses de main-d'œuvre donnant droit à ce crédit d'impôt ne peuvent toutefois excéder 45 % des frais de production du spectacle, de sorte que l'aide fiscale ne peut dépasser 15 % de ces frais. Par ailleurs, le crédit d'impôt accordé à l'égard d'un spectacle admissible ne peut être supérieur à 300 000 \$.

Pour l'application du crédit d'impôt pour la production de spectacles musicaux, les dépenses de main-d'œuvre admissibles, pour une année d'imposition d'une société admissible, comprennent les traitements ou salaires ainsi que la partie de la rémunération, autre qu'un traitement ou un salaire, engagés par la société, dans l'année, et directement attribuables à la production du spectacle admissible, pour la période de production allant de la pré-production du spectacle jusqu'à la fin de la troisième année suivant la première présentation du spectacle devant public.

Afin de mieux refléter la réalité de l'industrie du spectacle, la législation fiscale sera modifiée de façon à ce qu'une rémunération, y compris un traitement ou un salaire, versée à un chanteur ou à un musicien, qui est basée sur les profits ou les recettes provenant de l'exploitation d'un spectacle pour la période de production allant de la pré-production du spectacle jusqu'à la fin de la troisième année suivant la première présentation du spectacle devant public, soit considérée comme une dépense de main-d'œuvre admissible lorsqu'elle est directement attribuable à la production du spectacle admissible, durant cette période.

ÉDITION DE LIVRES

Le crédit d'impôt remboursable pour l'édition de livres porte sur les dépenses de main-d'œuvre attribuables à la préparation et à l'impression d'un ouvrage admissible ou d'un groupe admissible d'ouvrages. De façon générale, une société admissible peut, à certaines conditions, bénéficier d'un crédit d'impôt lui conférant une aide variant entre 10 % et 20 % du total des frais préparatoires et d'impression d'un ouvrage admissible ou d'un ouvrage faisant partie d'un groupe admissible d'ouvrages.

Réduction du nombre minimal de pages d'un livre pour enfants

Les critères d'attestation d'un livre pour enfants seront modifiés de façon rétroactive afin que ce type d'ouvrage soit admissible, pour l'application du crédit d'impôt pour l'édition de livres, lorsqu'il compte un minimum de huit pages imprimées, à l'exception d'un livre pour enfants qui est une bande dessinée, lequel devra compter un nombre minimal de seize pages imprimées.

STAGE EN MILIEU DE TRAVAIL

Une société qui accueille un stagiaire ou un apprenti dans le cadre d'un stage de formation admissible, a droit à un crédit d'impôt remboursable de 40 % (20 % dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Les dépenses admissibles à ce crédit d'impôt comprennent les salaires que verse l'entreprise aux stagiaires ou aux apprentis qu'elle accueille, ainsi que les salaires qui sont versés à des employés qui agissent comme superviseurs de stages.

Prolongation de la période d'application du crédit d'impôt

Le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail doit prendre fin le 31 décembre 2001.

Or, considérant le succès de ce crédit d'impôt et les bénéfices qui en découlent, son application sera prolongée de quatre ans. Ainsi, cette mesure s'appliquera aux stages de formation admissibles qui débiteront avant le 1er janvier 2006.

Bonification des règles applicables à la clientèle post-secondaire

Aux fins du calcul du montant des dépenses admissibles pouvant donner droit à un crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail, relativement à un stage admissible effectué par un stagiaire de niveau post-secondaire auprès d'un même employeur, la législation actuelle limite à 20 semaines le nombre de semaines consécutives de stage pouvant être pris en considération par le contribuable admissible.

Par ailleurs, la législation fiscale prévoit que le stage du particulier doit, en vertu du programme d'enseignement, être suivi d'une période de retour aux études.

Afin d'éviter que la limite de 20 semaines consécutives de stage auprès d'un même employeur constitue un frein pour les entreprises désireuses de contribuer au développement des compétences professionnelles des stagiaires, et de mieux refléter la réalité de la formation postsecondaire, le nombre maximal de semaines pouvant être pris en considération aux fins du calcul du montant des dépenses admissibles, relativement à un stage admissible effectué par un stagiaire de niveau postsecondaire auprès d'un même employeur, sera haussé de 20 à 32 semaines.

NOUVEAU VOLET : STAGE QUÉBEC

Afin de mieux refléter l'évolution des besoins spécialisés des entreprises et les ajustements correspondants qu'engendre cette évolution sur les programmes d'enseignement postsecondaire, la législation fiscale sera modifiée afin d'introduire un nouveau volet au crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail. Ce nouveau volet, appelé Stage Québec, s'adressera aux particuliers inscrits comme élèves à plein temps à un programme d'enseignement de niveau universitaire de deuxième ou de troisième cycle.

SOCIÉTÉS DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE

Une société de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ) est une société privée dont les activités consistent principalement à acquérir et à détenir des actions du capital-actions de petites et moyennes sociétés privées. Lorsqu'une SPEQ effectue un placement admissible, les particuliers qui en sont actionnaires peuvent demander une déduction égale à 150 % de la valeur de leur participation dans ce placement admissible.

Hausse du plafond de l'actif d'une société admissible

En vertu des règles actuelles, une société dans laquelle investit une SPEQ doit, au moment de l'investissement par la SPEQ, avoir un actif inférieur à 25 millions de dollars.

Aussi, afin de permettre aux SPEQ de jouer pleinement leur rôle dans la levée de capital de risque, le plafond de l'actif d'une société admissible sera haussé à 50 millions de dollars.

Toutefois, afin de préserver l'attrait actuel des sociétés de plus petite taille auprès des investisseurs, le taux de la déduction relative à la participation d'un investisseur dans un placement admissible effectué par une SPEQ, dans une société ayant un actif se situant entre 25 millions de dollars et 50 millions de dollars, sera établi à 125 %.

Extension des secteurs d'activité admissibles à l'exploitation d'une librairie agréée

Afin d'aider au financement des sociétés qui exploitent une librairie agréée, le Règlement sur les Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise sera modifié de façon qu'une société dont plus de 50 % des activités consistent en l'exploitation d'une librairie agréée, au moment de recevoir le placement d'une SPEQ, soit désormais considérée comme œuvrant dans un secteur d'activité admissible pour l'application du régime des SPEQ.

MESURES CONCERNANT LE SECTEUR FINANCIER

Afin de favoriser davantage le développement du secteur financier au Québec, diverses modifications seront apportées à certaines mesures.

CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX (CFI)

De façon sommaire, un CFI est une entreprise ou une partie d'entreprise établie à Montréal et dont la totalité des activités portent sur des transactions financières internationales admissibles (TFIA).

Les principaux avantages prévus par la législation fiscale à l'égard d'un CFI comprennent une exemption fiscale et divers crédits d'impôt remboursables pour l'exploitant d'un CFI, ainsi qu'une exemption partielle ou totale d'impôt sur le revenu pour les employés.

Élargissement de la clientèle admissible à l'exemption partielle d'impôt sur le revenu

Les catégories d'employés admissibles à cette exemption partielle d'impôt sur le revenu sont les suivantes :

- les employés faisant partie du personnel stratégique affecté, dans une proportion d'au moins 75 %, aux activités de support administratif d'un CFI;
- les employés dont au moins 75 % des tâches consistent à réaliser des TFIA ou à assister ceux qui les réalisent;
- les employés dont au moins 75 % des tâches consistent à diriger ou à superviser les employés qui réalisent des TFIA.

Plus particulièrement, la législation sera modifiée de façon à ce que, pour une année d'imposition, tout employé d'un exploitant de CFI, autre qu'un spécialiste étranger, à l'égard duquel l'exploitant de CFI détiendra une attestation d'admissibilité délivrée par la ministre des Finances pour cette année, et dont plus de 75 % des tâches, au cours de cette année, seront consacrées aux opérations du CFI, pourra bénéficier, pour cette année d'imposition, de l'exemption partielle d'impôt sur le revenu applicable aux employés d'un CFI autres que les spécialistes étrangers.

Hausse du pourcentage du revenu admissible à l'exemption partielle d'impôt sur le revenu

Afin d'accroître l'attrait du régime des CFI auprès des exploitants actuels et éventuels de CFI, le pourcentage du revenu d'un employé d'un CFI, autre qu'un spécialiste étranger, pouvant donner lieu à une exemption partielle d'impôt sur le revenu, pour une année d'imposition, sera haussé de 33 1/3 % à 50 %.

Élargissement des services fiduciaires pouvant se qualifier à titre de transaction financière internationale admissible

Selon la législation actuelle, les services fiduciaires fournis à une personne qui ne réside pas au Canada peuvent constituer des TFIA.

La législation sera modifiée de façon que les services fiduciaires portant sur des valeurs visées, soit, généralement, des valeurs relatives à des entités étrangères ou négociées sur des marchés étrangers, fournis à une personne qui réside au Canada, puissent se qualifier à titre de TFIA.

Élargissement des transactions financières internationales admissibles réalisées au moyen de lettres de crédit

Afin de prendre en considération l'importance du secteur des services dans le domaine du commerce international, des modifications seront apportées à la législation de façon que l'activité relative à l'acceptation ou à la délivrance de lettres de crédit, lorsqu'elle concerne une opération ou une transaction qui porte sur la fourniture de services, et dont au plus une des parties est soit une personne qui réside au Canada, soit composée d'une telle personne, puisse désormais constituer une TFIA.

Reconnaissance de l'encaissement documentaire comme transaction financière internationale admissible

Afin de mieux refléter la gamme des activités pouvant être effectuées par les exploitants d'un CFI en matière de commerce international, l'opération d'encaissement documentaire sera ajoutée à la liste des activités pouvant se qualifier à titre de TFIA.

Plus particulièrement, la législation sera modifiée de façon à ce que la participation d'un exploitant de CFI à une transaction d'encaissement documentaire concernant une opération qui porte sur des biens ou des marchandises ou sur la fourniture de services, et dont au plus une des parties est soit une personne qui réside au Canada, soit composée d'une telle personne, puisse constituer une TFIA.

PÉRIODE D'APPRENTISSAGE DES EMPLOYÉS SPÉCIALISÉS DE CFI

Le crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des employés spécialisés à l'emploi d'un CFI a été instauré à l'occasion du Discours sur le budget du 31 mars 1998. Ce crédit d'impôt, pouvant atteindre un montant n'excédant pas 25 000 \$ sur une base annuelle, est égal à 40 % du salaire que verse l'exploitant d'un CFI à un employé spécialisé, pendant une période n'excédant pas trois ans, à l'égard duquel il détient un certificat d'admissibilité délivré par la ministre des Finances.

Hausse du plafond

Afin de mieux refléter l'environnement salarial de ce secteur d'activité, le plafond du salaire admissible au crédit d'impôt, calculé sur une base annuelle, sera haussé, relativement au salaire d'un employé spécialisé admissible attribuable à une semaine de travail débutant après le jour du Discours sur le budget, de 62 500 \$ à 75 000 \$.

Ainsi, le montant annuel maximal du crédit d'impôt à l'égard d'un employé spécialisé admissible pourra désormais atteindre 30 000 \$.

Prolongation de la période d'application du crédit d'impôt

En vertu de la législation fiscale actuelle, l'application de ce crédit d'impôt est limitée aux salaires admissibles versés aux employés spécialisés d'un CFI à l'égard desquels un certificat d'admissibilité a été délivré par la ministre des Finances avant le 1er janvier 2002.

Afin de continuer à soutenir le développement des employés spécialisés de CFI, la période d'application du crédit d'impôt sera prolongée de 18 mois. Ainsi, un crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des employés spécialisés de CFI, pourra être demandé à l'égard du salaire admissible versé à un employé spécialisé détenteur d'un certificat d'admissibilité délivré par la ministre des Finances avant le 1er juillet 2003.

PÉRIODE D'APPRENTISSAGE DES GESTIONNAIRES DE PORTEFEUILLE

Le crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des gestionnaires de portefeuille a été instauré à l'occasion du Discours sur le budget du 31 mars 1998. Ce crédit d'impôt, pouvant atteindre un montant n'excédant pas 25 000 \$ sur une base annuelle, est égal à 40 % du salaire que verse une société de gestion de portefeuille admissible à un gestionnaire de fonds, pendant une période n'excédant pas trois ans, à l'égard duquel elle détient un certificat d'admissibilité délivré par la ministre des Finances.

Hausse du plafond

À l'instar du crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des employés spécialisés de CFI, le plafond du salaire admissible au crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des gestionnaires de portefeuille, calculé sur une base annuelle, sera haussé, relativement au salaire d'un gestionnaire de fonds admissible attribuable à une semaine de travail débutant après le jour du Discours sur le budget, de 62 500 \$ à 75 000 \$.

Ainsi, le montant annuel maximal du crédit d'impôt à l'égard d'un gestionnaire de fonds admissible pourra désormais atteindre 30 000 \$.

Prolongation de la période d'application du crédit d'impôt

En vertu de la législation fiscale actuelle, l'application de ce crédit d'impôt est limitée aux salaires admissibles versés à des gestionnaires de fonds à l'égard desquels un certificat d'admissibilité a été délivré par la ministre des Finances avant le 1er janvier 2002.

Afin de continuer à soutenir le développement d'une relève dans le domaine de la gestion de portefeuille, la période d'application du crédit d'impôt sera prolongée de 18 mois. Ainsi, un crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des gestionnaires de portefeuille, pourra être demandé à l'égard du salaire admissible versé à un gestionnaire de fonds détenteur d'un certificat d'admissibilité délivré par la ministre des Finances avant le 1er juillet 2003.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE

À l'instar du crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des employés spécialisés de CFI, le crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des gestionnaires de portefeuille prévoit un processus de délivrance d'un certificat d'admissibilité.

Les critères d'admissibilité à la délivrance d'un tel certificat, relativement à un gestionnaire de portefeuille, exigent notamment que ce gestionnaire de portefeuille ne possède pas plus de quatre années d'expérience pertinente au moment de la délivrance du premier certificat d'admissibilité à son égard, et que celui-ci, selon le cas :

- soit titulaire d'un diplôme universitaire dans une discipline pertinente;
- ait suivi avec succès le cours menant au titre d'« analyste financier agréé » (CFA).

Afin d'orienter davantage cette mesure vers la clientèle cible que sont les jeunes diplômés, et de façon à harmoniser les critères d'admissibilité applicables aux gestionnaires de portefeuille avec ceux applicables aux employés spécialisés de CFI, les modifications annoncées précédemment aux critères d'admissibilité applicables à la délivrance d'un certificat à l'égard d'un employé spécialisé de CFI, s'appliqueront également aux critères d'admissibilité applicables à la délivrance d'un certificat à l'égard d'un gestionnaire de portefeuille pour l'application du crédit d'impôt remboursable relativement à la période d'apprentissage des gestionnaires de portefeuille.

EMBAUCHE D'ANALYSTES FINANCIERS JUNIORS SPÉCIALISÉS DANS LES TITRES DE SOCIÉTÉS QUÉBÉCOISES

Afin d'harmoniser les critères d'admissibilité applicables à la délivrance d'un certificat d'admissibilité à l'égard d'un analyste financier junior spécialisé dans les titres de sociétés québécoises avec ceux applicables à la délivrance d'un certificat d'admissibilité pour l'application de crédits d'impôt de nature similaire, les critères décrits précédemment seront modifiés.

De façon plus particulière, ces critères seront remplacés par de nouveaux critères exigeant que, au début de la période couverte par le premier certificat délivré à l'égard d'un analyste financier junior, celui-ci, selon le cas :

- soit titulaire, depuis au plus 48 mois, d'un diplôme universitaire dans une discipline pertinente au domaine de l'analyse des titres boursiers;
- s'il n'est pas titulaire d'un diplôme universitaire dans une discipline pertinente au domaine de l'analyse des titres boursiers, ait réussi, depuis au plus 48 mois, le premier examen menant au titre d'« analyste financier agréé » (CFA).

ANNEXE 5 : Fac-similé de la déclaration de revenus des sociétés

II. Renseignements supplémentaires

200 Administrateurs de la société

	Nom	Numéro d'assurance sociale	Titre ou fonction
1.		1.	
2.		2.	
3.		3.	

205 Société privée sous contrôle canadien

S'il s'agit d'une société privée sous contrôle canadien, donnez ci-dessous les renseignements demandés sur les trois plus importants actionnaires (selon le registre des actionnaires de la société) détenant des actions avec droit de vote en toutes circonstances. Si vous demandez l'exonération temporaire (de trois ou de cinq ans), joignez une liste de tous les actionnaires.

206 Actionnaires

207

208

	Nom	NAS, NEQ ou numéro d'enregistrement	Pourcentage d'actions*
1.		1.	%
2.		2.	%
3.		3.	%

* Inscrivez le pourcentage d'actions avec droit de vote détenues.

210 Personne à contacter

Nom	Numéro de téléphone

211 Emplacement des livres et des registres

Adresse

IMPORTANT

États financiers

Vous devez annexer les états financiers complets et, le cas échéant, le rapport du vérificateur. Si la société détient **une participation dans une société de personnes ou une entreprise conjointe**, vous devez joindre les états financiers de cette société de personnes ou de cette entreprise conjointe pour l'exercice financier clos au cours de l'exercice financier de la société déclarante, ou le même jour que celui-ci.

De plus, si la société exploite un CFI, ou une entreprise établie dans la ZCIMM, qu'elle réalise un projet majeur d'investissement, ou encore qu'elle est admissible à une déduction pour les PME manufacturières des régions ressources éloignées ou pour les entreprises qui exploitent une entreprise de bourse de valeurs ou une chambre de compensation de valeurs (en tenant compte du capital versé calculé sur une base consolidée), joignez également les états financiers relatifs au CFI, à la société établie dans la ZCIMM, au projet majeur d'investissement, ou à l'entreprise de bourse de valeurs ou à la chambre de compensation.

III. Sommaire des superdéductions pour la R-D

Superdéductions pour la R-D. Précisez :

	225i		+	225		
	226i		+	226		
	227i		+	227		
Total des superdéductions				=	230	

IV. Calcul du revenu imposable

Revenu net (ou perte nette), d'après les états financiers ou le formulaire CO-17.A.1, selon le cas

Excédent de toute perte sur tout revenu qui provient des opérations

- a d'un CFI (annexe CO-17S.38)
- b d'une société établie dans la ZCIMM

Dons de bienfaisance (annexe CO-17S.2)

Dons aux gouvernements du Canada ou d'une province, dons de biens culturels, dons de biens ayant une valeur patrimoniale, dons de biens écosensibles (annexe CO-17S.2)

Dividendes imposables (annexe CO-17S.3)

Pertes d'autres années (annexe CO-17S.4)

• Pertes agricoles restreintes

• Pertes autres que des pertes en capital

• Pertes nettes en capital

• Pertes agricoles

• Part des pertes de la société comme membre à responsabilité limitée d'une société de personnes

Déduction (consultez le guide).

Précisez :

	265i		+	265		
	266i		+	266		
				=		
					▶	270
						275
						297
						299

Autres (précisez) :

Reportez le résultat à la ligne 420, à la page 4.

Revenu imposable

VI. Sommaire de l'impôt et des taxes

Impôt et contributions à payer

Revenu imposable (ligne 299)	Montant donnant droit à l'exonération temporaire (montant I, selon le formulaire CO-771.C ou CO-771.D)	Montant servant au calcul de la déduction accordée aux petites entreprises (formulaire CO-771.A, CO-771.B ou CO-771.C)	Revenu provenant d'une entreprise admissible (formulaire CO-771.A, CO-771.B, CO-771.C ou CO-771.D)
420	420a	420b	420c
Impôt (formulaire CO-771.A, CO-771.B, CO-771.C ou CO-771.12)			
Proportion des affaires faites au Québec (formulaire CO-771.R.3) x			
Montant de la ligne 420d multiplié par la proportion inscrite à la ligne 421 ou montant d'impôt selon le formulaire CO-771.D =			
Déductions d'impôt (formulaire CO-776.1.5.6)			
(formulaire CO-1186.2, partie I)		(formulaire CO-1186.6, partie I)	
Contributions : Fonds de lutte contre la pauvreté 422b		+ Fonds jeunesse 422bb =	
Déduction pour impôt sur les opérations forestières			

Impôts spéciaux à payer

Impôt spécial (précisez) :	425ai	425a	
	425bi	425b	+
Impôt additionnel des fabricants de produits du tabac (formulaire CO-1129.47)		425g	+
			▶ 425z

Taxe sur le capital à payer

Capital versé (ligne 399 de la page 3 ou formulaire CO-1140, selon le cas)		426	
Taxe sur le capital versé (consultez le guide)		427a	
Proportion des affaires faites au Québec (formulaire CO-771.R.3) x		428	%
Montant de la ligne 429 x		429	=
Nombre de jours dans l'année d'imposition / 365 =		430	
Montant de la ligne 429 ou 430, ou montant minimal (consultez le guide)		430a	
Contributions additionnelles		430b	+
<ul style="list-style-type: none"> • Fonds de lutte contre la pauvreté (formulaire CO-1186.2, partie II) • Fonds jeunesse (formulaire CO-1186.6, partie II) 		430c	+
Taxe sur le capital et contributions additionnelles à payer			▶ 431

Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance (formulaire CO-1167)

Primes pour		432	x 2 % =	
• de l'assurance de personnes ou des RASNA		432a	x 3 % =	+
• de l'assurance de dommages				
Taxe sur l'assurance maritime		433		+
		433a		=

Taxe sur le capital à payer par une société d'assurance

Montant de la ligne 433a ou montant minimal (consultez le guide)		434	
Taxe sur le capital des assureurs vie (formulaire CO-1175.4)		434a	+
Taxe compensatoire à payer par une institution financière (formulaire CO-1159.2)		436	+
Ajoutez les montants des lignes 425, 425z, 431, 434 à 436.			▶ 438

Versements et crédits d'impôt

Versements effectués (formulaire CO-1027.VE)		440	
Crédit pour pertes à l'égard d'une perte d'une année antérieure (formulaire CO-1029.2, partie II)		440a	+
Recherche scientifique et développement expérimental		440ba	+
<ul style="list-style-type: none"> • crédit d'impôt relatif aux salaires (formulaire RD-1029.7) • crédit pour rech. univ. ou faite par centre de rech. public ou consortium de rech. (formulaire RD-1029.8.6) • crédit pour rech. précompétitive, projet mobilisateur ou projet d'innovation (formulaire RD-1029.8.10) 		440bb	+
		440bc	+
Crédit pour pertes à l'égard de la perte de l'année (formulaire CO-1029.2, partie III)		440c	+
Crédit pour une entreprise de taxi (formulaire CO-1029.9)		440d	+
Remboursement de taxes foncières pour les producteurs forestiers (formulaire FM-220.3)		440e	+
Crédit pour la formation (formulaire CO-1029.8.25.F)		440fa	+
Crédit pour stage en milieu de travail (formulaire CO-1029.8.33.6)		440fb	+
Crédit pour la réalisation d'une activité de design à l'externe (formulaire CO-1029.8.36.5)		440fc	+
Crédit pour une production cinématographique québécoise (formulaire CO-1029.8.35)		440ga	+
Crédit pour des titres multimédias (formulaire CO-1029.8.36.TM ou CO-1029.8.36.PM)		440gb	+
Crédit pour la construction de navires (formulaire CO-1029.8.36.55)		440hb	+
Crédit pour la transformation de navires (formulaire CO-1029.8.36.56)		440hc	+
Crédit relatif aux cotisations et droits versés à un consortium de rech. (formulaire RD-1029.8.9.03)		440ia	+
Crédit pour la réalisation d'une activité de design à l'interne (formulaire CO-1029.8.36.7)		440ib	+
Création d'emplois (formulaire CO-1029.8.36.63) :			
• crédit d'impôt (partie II du formulaire)		440k	
• montant reçu par anticipation (partie I du formulaire)		440ka	-
Reportez ce montant et additionnez-le (s'il est positif) ou soustrayez-le (s'il est négatif).		440kb	±
Crédit d'impôt relatif à la déclaration des pourboires (formulaire CO-1029.8.33.13)		440l	+
Développement des technologies de l'information		440m	+
<ul style="list-style-type: none"> • crédit d'impôt relatif aux salaires (formulaire CO-1029.8.36.05) • crédit pour l'acquisition ou la location de biens (formulaire CO-1029.8.36.06) 		440n	+
Crédit pour l'utilisation d'une technologie moins polluante (formulaire CO-1029.8.21.5)		440o	+
Autres crédits (précisez) :		440pi	+
		440qi	+
		440ri	+
		440si	+
Total des versements et des crédits			▶ 440z
Reportez le résultat à la case 444 ou 445, selon le cas.			▶ 441

Solde à payer	Somme jointe	Remboursement	
444	435	445	490
			491
			492

Faites votre chèque ou votre mandat à l'ordre du ministre du Revenu du Québec et attachez-le à la page 1.

- Demandé
- Imputé sur versement ultérieur
- Cédé à un tiers